Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2026

Assemblée nationale
Constitution du 4 octobre 1958
Dix-septième législature

Enregistré à la présidence
de l'Assemblée nationale
le 4 novembre 2026
n° 3434



2026

Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2026

renvoyé à la Commission des finances,
de l'économie générale et du contrôle budgétaire

présenté au nom de Monsieur Sébastien LECORNU
Premier ministre

par

M. Roland LESCURE
Ministre de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle, énergétique et numérique

et par

M. David AMIEL
Ministre de l'Action et des Comptes publics

Sommaire

Rapport sur l'évolution de la situation économique et budgétaire et exposé général des motifs 7

Rapport sur l'évolution de la situation économique et budgétaire 9
Exposé général des motifs 10

Articles du projet de loi avec exposé des motifs 17

ARTICLE liminaire : Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2026 19

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER 21

TITRE IER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES 21

ARTICLE 1 : Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers 21
ARTICLE 2 : Abaissement en 2026 du plafond de la première section du compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » 23
ARTICLE 3 : Relations financières entre l'État et la Sécurité sociale 24

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES 25

ARTICLE 4 : Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois 25

SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES 28

TITRE IER : AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2026 28

I. - AUTORISATION DES CRÉDITS DES MISSIONS *28*
ARTICLE 5 : Budget général : ouvertures et annulations de crédits 28
ARTICLE 6 : Budgets annexes : ouvertures et annulations de crédits 29
ARTICLE 7 : Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits 30
II. - PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS *31*
ARTICLE 8 : Plafond d'autorisation des emplois des opérateurs de l'État 31

TITRE II : RATIFICATION DE DECRETS D'AVANCE 32

ARTICLE 9 : Ratification de deux décrets d'avance 32

États législatifs annexés 35

Etat A - Voies et moyens pour 2026 révisés 36
Etat B - Répartition des crédits pour 2026 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général 48
Etat C - Répartition des crédits pour 2026 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des budgets annexes 53
Etat D - Répartition des crédits pour 2026 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des comptes spéciaux 54

Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi 57

I. Budget général : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état B 59
II. Budgets annexes : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état C 104
III. Comptes spéciaux : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état D 107

Tableau récapitulatif des textes réglementaires pris en vertu de la LOLF et relatifs aux crédits de l'année en cours 113

Décrets pris en application de l'article 12 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Transferts de crédits 115
Décrets pris en application de l'article 12 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Virements de crédits 121

Décrets pris en application de l'article 13 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Avances 124
Décrets pris en application de l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Annulations 128
Décrets pris en application de l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Annulations de fonds de concours et d'attributions de produits 133

Tableaux récapitulatifs des crédits consommés et disponibles à l'échelle de chaque programme du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux 134

Budget général 136
Budgets annexes 144
Comptes d'affectation spéciale 145
Comptes de concours financiers 146
Comptes spéciaux non dotés de crédits 149

Évaluations préalables 151

ARTICLE 1 : Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers 154
ARTICLE 2 : Abaissement en 2026 du plafond de la première section du compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » 165
ARTICLE 3 : Relations financières entre l'État et la Sécurité sociale 169

Rapport sur l'évolution de la situation économique et budgétaire et exposé général des motifs

Rapport sur l'évolution de la situation économique et budgétaire

Aux termes de l'article 53 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances, les projets de loi de finances de fin de gestion (PLFG) comportent un rapport présentant les évolutions de la situation économique et budgétaire justifiant les dispositions qu'ils comportent.

Le scénario macroéconomique sous-jacent au PLFG pour 2026 est inchangé par rapport à celui sous-jacent au projet de loi de finances (PLF) pour 2027, qui prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) de +0,5 % en 2026. Ce scénario a été arrêté au moment de la saisine du Haut Conseil des finances publiques le 27 octobre 2026, avant la publication par l'Insee le 30 octobre du chiffre de croissance pour le troisième trimestre.

L'inflation en septembre a été plus élevée que prévu, dans le sillage de la hausse des prix de l'énergie. L'accélération des prix des produits pétroliers ne devrait toutefois influer que modérément sur la moyenne annuelle de l'inflation en 2026, puisqu'elle survient en fin d'année. En outre, les aléas sur leur trajectoire en novembre et décembre demeurent particulièrement élevés.

La prévision de croissance sous-jacente au PLFG pour 2026 (+0,5 %) est proche des prévisions les plus récentes (+0,4 % pour le *Consensus Forecast* d'octobre, le FMI, l'OCDE, la Banque de France et l'Insee). La prévision d'inflation se situe au milieu de la fourchette des autres prévisionnistes. Elle est identique à celle de l'Insee et légèrement inférieure à celle du *Consensus Forecasts* d'octobre (+2,2 %). Au sens de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), elle est identique à celle du FMI (+2,4 %), légèrement inférieure à celle de l'OCDE (+2,5 %), mais légèrement supérieure à celle de la Banque de France (+2,3 %).

Exposé général des motifs

Ce projet de loi de finances de fin de gestion (PLFG) présente l'actualisation des prévisions de finances publiques, sur l'ensemble des administrations publiques et sur le périmètre du budget de l'État.

La prévision de déficit public s'établit à -5,4 %, inchangée par rapport au révisé 2026 du projet de loi de finances (PLF) pour 2027.

Ce texte procède aux ajustements de crédits indispensables à la fin de gestion 2026, sous l'effet en particulier de la prise en compte du contexte de crise énergétique. Ainsi, le budget des Armées est renforcé pour tirer les conséquences de la crise au Proche et Moyen Orient. Le PLFG doit également permettre d'assurer le financement des aides sectorielles mises en œuvre face à la crise énergétique, en faveur des transporteurs routiers et pêcheurs en particulier ainsi que la révision à la hausse de la charge de la dette et la prise en charge des appels en garantie sur les prêts garantis par l'État, plus importants qu'anticipé. Par ailleurs, le versement de certaines prestations sociales (aides personnalisées au logement, allocation aux adultes handicapés) est conforté, tout comme le financement du parc d'hébergement d'urgence. Tirant les conséquences des épisodes de sécheresse et de feux de forêt de l'été 2026, le présent projet de loi permettra de décliner le plan de soutien au secteur agricole et renforcer sans attendre les moyens de la sécurité civile. Il renforce également les financements en faveur de la jeunesse, avec en particulier la sécurisation des moyens en faveur du repas à 1 € dans les CROUS ou encore la prise en charge des 920 enseignants contractuels remplaçants recrutés dès cet automne et le renforcement des heures supplémentaires réalisées dans le cadre du « Pacte enseignants ». Enfin, l'exécution 2026 intègre une avance exceptionnelle de 61 M€ pour soutenir la Nouvelle-Calédonie, conformément à l'engagement pris par le Gouvernement.

Sur le périmètre des dépenses de l'État (PDE), ces ajustements à la hausse pour financer les besoins prioritaires sont néanmoins compensés : la dépense sera contenue au plus juste des besoins et a vocation à s'établir à près de 1 Md€ en deçà du budget initial pour 2026. Ces annulations procèdent des règles prudentielles appliquées dès le début de l'année, en application desquelles les crédits gelés n'ont pas vocation à être programmés et dépensés. Par ailleurs, le contexte de hausse des prix de l'énergie abaisse mécaniquement les soutiens de l'État aux producteurs d'énergie renouvelable.

I/ La loi de finances de fin de gestion procède aux ajustements de crédits indispensables à la fin de la gestion de l'année

La loi de finances de fin de gestion (LFG) correspond à une catégorie de lois de finances entrée en vigueur en 2023, en application de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 portant réforme de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF).

La LFG est ainsi un texte circonscrit, qui procède uniquement aux ajustements de crédits indispensables à la fin de gestion de l'année et ne peut pas comporter de dispositions fiscales ou de dispositions affectant les dépenses budgétaires des années ultérieures. Ce texte s'inscrit dans l'esprit initial de la LOLF de renforcer la sincérité des lois de finances de l'année, en recentrant la loi de fin de gestion sur la régulation des crédits budgétaires ouverts sur l'année.

Le dépôt d'une LFG contribue à l'intelligibilité du débat parlementaire et à la transparence de l'information fournie à la représentation nationale : le PLFG pour 2026 se résume ainsi à un outil de bonne gestion, se distinguant dans son intention et son objet du PLF pour 2027, examiné concomitamment par le Parlement, qui concentre les dispositions nouvelles et a vocation à porter les orientations et les choix de politique budgétaire.

II/ La prévision de solde public pour 2026 est maintenue à -5,4 % du PIB

Les mouvements sont d'une ampleur globalement limitée et se compensent largement, de sorte que la prévision de solde public pour 2026 reste inchangée par rapport au PLF pour 2027, à -5,4 % du PIB. La prévision de solde structurel pour 2026 n'évolue pas par rapport au PLF pour 2027, à -5,1 % du PIB potentiel.

Par rapport au PLF pour 2027, les prévisions de prélèvements obligatoires sont globalement inchangées, les faibles révisions résultant en une légère baisse (-0,2 Md€), du fait de la prise en compte des remontées comptables les plus récentes, principalement celles de TICPE, inférieures à la trajectoire sous-jacente au PLF, et celles de TVA à fin septembre, légèrement supérieures.

Concernant les dépenses, le schéma de fin de gestion conduit à une exécution du périmètre des dépenses de l'État inférieure de 1 Md€ à celui de la loi de finances initiale (LFI) pour 2026, comme anticipé dans le cadre du révisé présenté à l'occasion du PLF pour 2027. La prévision de charge de la dette est révisée de +2,1 Md€, en lien avec le calcul de la provision d'indexation en comptabilité nationale, qui se distingue de celui fait en comptabilité budgétaire. Les évolutions de taux n'ont quant à elles plus qu'un effet marginal sur la prévision de la charge de la dette, le programme d'émission étant très avancé à ce stade de l'année. Concernant les administrations de sécurité sociale, les informations à ce stade sont en ligne avec la prévision du révisé du PLF pour 2027. S'agissant des administrations publiques

locales, les dernières remontées comptables à fin septembre ont entraîné une révision à la baisse de la prévision de dépense locale à hauteur de 1,3 Md€.

III/ L'évolution des recettes et du solde budgétaire de l'État

1. Le solde budgétaire de l'État

Le solde budgétaire de l'État, correspondant au déficit à financer du tableau de financement, s'établit à -135,5 Md€, en dégradation de -0,9 Md€ par rapport à la LFI pour 2026 et en amélioration de +1,7 Md€ par rapport à la prévision du révisé 2026 sous-jacent au PLF pour 2027.

En Md€	Exécution 2025	LFI 2026	Révisé 2026 PLF 2027	PLFG 2026	Ecart PLFG / LFI	Ecart PLFG / révisé
SOLDE ÉTAT - HORS FMI	-124,2	-134,6	-137,2	-135,5	-0,9	+1,7
DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL ET PSR	502,9	526,0	529,2	528,4	+2,5	-0,7
DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL	433,8	452,7	456,6	456,1	+3,3	-0,5
PRÉLÈVEMENTS SUR RECETTES	69,0	73,3	72,6	72,4	-0,9	-0,2
Prélèvement au profit des collectivités territoriales	46,1	44,8	44,5	44,5	-0,3	+0,1
Prélèvement au profit de l'Union européenne	23,0	28,4	28,1	27,8	-0,6	-0,3
RECETTES FISCALES NETTES	356,4	363,6	357,7	358,8	-4,8	+1,1
RECETTES NON FISCALES	24,0	28,9	33,6	33,1	+4,2	-0,5
SOLDE COMPTES SPECIAUX - HORS FMI	-2,3	-1,5	0,2	0,5	+2,0	+0,3
SOLDE BUDGETS ANNEXES	0,5	0,4	0,4	0,5	+0,1	+0,1

La dégradation de -0,9 Md€ du déficit à financer par rapport aux prévisions de la LFI pour 2026 s'explique principalement par la hausse des dépenses du budget général (+3,3 Md€), portée par la charge de la dette en comptabilité budgétaire (+3,5 Md€), ainsi que par la baisse des prévisions de recettes fiscales nettes (-4,8 Md€). Ces mouvements baissiers sont partiellement compensés par une hausse des recettes non fiscales (+4,2 Md€), de moindres prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales (-0,3 Md€) et de l'Union européenne (-0,6 Md€) et l'amélioration du solde des budgets annexes et comptes spéciaux (+2,2 Md€).

L'amélioration de +1,7 Md€ par rapport à la prévision révisée 2026 sous-jacente au PLF pour 2027 s'explique notamment par la révision à la baisse des dépenses du budget général (-0,5 Md€) et des prélèvements sur recettes (-0,2 Md€), notamment au profit de l'Union européenne (-0,3 Md€), acquise notamment par la prise en compte de l'amende infligée à Google par la Commission européenne. Cette évolution s'explique également par des prévisions de recettes fiscales nettes en hausse (+1,1 Md€) et l'amélioration du solde des budgets annexes et comptes spéciaux (+0,4 Md€). Les recettes non fiscales sont, quant à elles, en diminution de -0,5 Md€ par rapport à la prévision.

2. Les recettes de l'État

En Md€	Exécution 2025	LFI 2026	Révisé 2026 PLF 2027	PLFG 2026	Ecart PLFG / LFI	Ecart PLFG / révisé
RECETTES DE L'ÉTAT	**380,4**	**392,5**	**391,3**	**391,9**	**-0,6**	**+0,6**
RECETTES FISCALES NETTES	356,4	363,6	357,7	358,8	-4,8	+1,1
Impôt net sur le revenu	94,9	99,8	96,8	96,8	-3,1	+0,0
Impôt net sur les sociétés	59,9	61,6	60,3	59,7	-2,0	-0,6
Accises sur les énergies nettes	25,2	23,5	21,6	21,5	-2,0	-0,1
Taxe sur la valeur ajoutée nette	98,1	99,8	99,7	101,1	+1,3	+1,4
Autres recettes fiscales nettes	78,3	78,9	79,3	79,8	+0,9	+0,5
RECETTES NON FISCALES	24,0	28,9	33,6	33,1	+4,2	-0,5
Dividendes et recettes assimilées	6,5	5,2	6,5	6,5	+1,4	+0,0
Produits du domaine de l'Etat	1,7	1,4	1,3	1,3	-0,0	+0,0
Produits de la vente de biens et services	2,5	2,5	2,4	2,4	-0,1	-0,0
Remboursements et intérêts des prêts, avances etc.	1,1	7,9	7,8	7,7	-0,2	-0,1
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	4,9	2,7	3,1	2,8	+0,1	-0,3
Divers	7,3	9,3	12,4	12,3	+3,1	-0,1

Les prévisions de recettes fiscales nettes pour 2026 sont révisées à la baisse par rapport à la LFI pour 2026 (-4,8 Md€), et s'élèveraient à 358,8 Md€.

Cette révision se compose principalement des mises à jour suivantes :

- Les **recettes d'impôt sur le revenu (IR)** sont révisées à la baisse (-3,1 Md€) par rapport à la LFI pour 2026 (99,8 Md€), et s'élèveraient à 96,8 Md€. Cette diminution s'explique par (i) la dégradation du scénario macroéconomique (-0,2 Md€), (ii) l'intégration des premières émissions d'IR indiquant des versements de solde en deçà des évolutions attendues (-2,4 Md€), compensée par une légère augmentation des recettes de prélèvement à la source (+0,1 Md€) et (iii) une baisse des recettes du prélèvement forfaitaire unique (-0,6 Md€) en raison du dynamisme encore contraint des dividendes et intérêts ;
- Les **recettes d'impôt sur les sociétés (IS)** sont en baisse de -2,0 Md€ par rapport à la LFI pour 2026 (61,6 Md€) et s'élèveraient à 59,7 Md€. Cette diminution résulte de la révision de l'évolution du bénéfice fiscal (BFI) entre 2024 et 2025. Prévu à 1,5 % en LFI pour 2026, il s'est exécuté à 1,8 % lors des déclarations de solde 2025 en mai 2026, mais inclut des résultats exceptionnels 2025 (impact budgétaire d'environ 1,2 Md€ de recettes) non susceptibles de donner lieu à des acomptes 2026. Les acomptes 2026 sont donc *in fine* assis sur un bénéfice fiscal 2025 dont l'évolution par rapport à 2024 est révisée de -0,1 %. À cet effet s'ajoute celui d'une croissance du bénéfice fiscal 2026 également revue à la baisse (+1,4 % contre +2,5 % en LFI), qui pèse sur le dernier acompte de l'année ;
- **La part État des accises sur les énergies nettes** est estimée à 21,5 Md€, en forte baisse (-2,0 Md€) par rapport à la LFI pour 2026 (23,5 Md€). D'importantes révisions de prévisions sont intervenues depuis la LFI au titre des (i) accises sur les carburants (-1,1 Md€), avec la contraction de la consommation dans un contexte de forte hausse du coût des carburants, et (ii) de l'accise sur l'électricité (-0,8 Md€), du fait de régularisations en lien avec les nombreuses évolutions tarifaires intervenues depuis la mise en œuvre du bouclier tarifaire ;
- La **part État des recettes de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) nette** serait en augmentation de +1,3 Md€ par rapport à la LFI pour 2026 (99,8 Md€) et s'élèverait à 101,1 Md€. Cette augmentation résulte de la hausse des recettes brutes totales (+0,8 Md€), portée par la croissance des emplois taxables légèrement supérieure à la prévision initiale (+2,41 % contre +2,32 % en LFI) et de la baisse des remboursements et dégrèvements (+0,8 Md€). Cette augmentation est toutefois compensée par l'augmentation des transferts de TVA pour -0,4 Md€ (+0,7 Md€ au profit des collectivités territoriales et -0,4 Md€ pour les administrations de sécurité sociale) ;
- Les **autres recettes fiscales nettes** seraient en plus-value de +0,9 Md€ par rapport à la LFI pour 2026 (78,9 Md€), et s'élèveraient à 79,8 Md€. Cette progression s'expliquerait par la révision à la hausse des droits de mutation à titre gratuit (DMTG), du fait d'opérations exceptionnelles en 2026 (+1,6 Md€), de la hausse des retenues à la source (+0,4 Md€), ou encore de l'augmentation de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises (CEBGE, +0,3 Md€), compensée par la baisse du prélèvement de solidarité (-0,7 Md€) et de la hausse des autres remboursements et dégrèvements (-0,6 Md€).

Par rapport au révisé 2026, les recettes fiscales s'amélioreraient de +1,1 Md€. Cette amélioration est due à la révision à la hausse de la prévision relative à la part État de la TVA nette (+1,4 Md€), au regard des dernières remontées comptables disponibles, légèrement compensée par la hausse des autres remboursements et dégrèvements (-0,2 Md€).

En 2026, les recettes non fiscales s'établiraient à 33,1 Md€, soit une hausse de +4,2 Md€ par rapport à la prévision sous-jacente à la LFI pour 2026. Cette évolution tiendrait essentiellement à l'amélioration :

- des recettes diverses (+3,1 Md€), du fait d'un transfert des réserves de la Caisse nationale des industries électriques et gazières (CNIEG, 1,9 Md€) ainsi que de la hausse des prévisions d'encaissements relatifs aux prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations (+0,9 Md€) ;
- des dividendes et recettes assimilées (+1,4 Md€), en raison d'un reversement à l'État de la sur-couverture de la Caisse de réserve des employés de la Banque de France (+0,6 Md€) ainsi que de l'augmentation de la prévision de dividendes (+0,6 Md€).

Par rapport au révisé 2026, les recettes non fiscales diminueraient de -0,5 Md€. Cette diminution s'explique essentiellement par la révision des prévisions du produit des amendes prononcées par l'Autorité de la concurrence (-0,3 Md€) et des autres produits divers (-0,1 Md€).

3. Le solde des comptes spéciaux et budgets annexes

En Md€	Exécution 2025	LFI 2026	Révisé 2026 PLF 2027	PLFG 2026	Ecart PLFG / LFI	Ecart PLFG / révisé
SOLDE DES BUDGETS ANNEXES ET DES COMPTES SPECIAUX	**-1,7**	**-1,2**	**0,7**	**1,0**	**+2,2**	**+0,4**
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX	**-2,3**	**-1,5**	**0,2**	**0,5**	**+2,0**	**+0,3**
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	-4,1	-0,6	-0,8	-0,2	+0,5	+0,7
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	0,0	0,0	0,0	0,1	+0,1	+0,2
Développement agricole et rural	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	0,1	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0
Participations financières de l'État	-2,2	0,0	0,2	-0,4	-0,4	-0,6
Pensions	-2,0	-0,6	-1,0	0,1	+0,6	+1,1
COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS	1,6	-1,0	0,8	0,5	+1,5	-0,3
Prêts et avances à divers services de l'État	0,7	0,4	0,5	0,5	+0,1	-0,0
Avances à l'audiovisuel public	0,0	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0
Avances aux collectivités territoriales	0,3	-0,4	-0,5	-0,6	-0,2	-0,1
Prêts à des États étrangers	0,8	-0,7	1,3	1,1	+1,8	-0,2
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	-0,2	-0,4	-0,5	-0,5	-0,1	-0,0
COMPTES DE COMMERCE	0,2	0,0	0,1	0,0	+0,0	-0,1
COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,0	-0,0
SOLDE DES BUDGETS ANNEXES	**0,5**	**0,4**	**0,4**	**0,5**	**+0,1**	**+0,1**
Contrôle et exploitation aériens	0,5	0,3	0,4	0,5	+0,1	+0,1
Publications officielles et information administrative	0,1	0,0	0,0	0,0	+0,0	+0,0

En 2026, le solde des budgets annexes et des comptes spéciaux s'établirait à 1,0 Md€, en amélioration de +2,2 Md€ par rapport à la LFI pour 2026, et en amélioration de +0,4 Md€ par rapport au révisé 2026. Cette amélioration s'explique essentiellement par la hausse du solde du compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » (+1,8 Md€), portée principalement par le remboursement anticipé et partiel par la Grèce des échéances 2033 à 2041 prévues dans le cadre de la *Greek Loan Facility*. À cela s'ajoute une amélioration du solde du compte d'affectation spéciale « Pensions » (+0,6 Md€) en raison de l'actualisation de la prévision des contributions effectivement versées par les employeurs des ministères au titre du financement des pensions de retraite des fonctionnaires.

Ces améliorations sont toutefois partiellement contrebalancées par la dégradation du solde du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » (-0,4 Md€), principalement imputable à l'absence de réalisation d'un abondement prévu du budget général au profit de ce compte.

IV/ Le présent projet de loi démontre la capacité de l'État à maîtriser ses dépenses tout en assurant une réponse forte aux crises

1. Exécution sur le périmètre des dépenses de l'État (PDE)

L'exécution de la dépense sur le PDE est attendue à 501,9 Md€, inférieure de -1,0 Md€ à la LFI pour 2026, conformément à la cible inscrite en sous-jacent du projet de loi de finances (PLF) pour 2027.

Dépenses de l'État en crédits de paiement (en Md€)	Exécution 2025	LFI 2026	PLFG 2026	Ecart PLFG 2026 / LFI 2026
	CP - Niveau	CP - Niveau	CP - Niveau	CP - Ecart
Total Périmètre des dépenses de l'État (PDE)	**487,8**	**502,9**	**501,9**	**-1,0**
Crédits budgétaires des ministères	327,5	337,2	337,5	+0,3
Taxes et recettes affectées	21,5	22,4	22,1	-0,3
Budgets annexes et comptes spéciaux	76,0	76,9	76,7	-0,2
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	46,1	44,8	44,5	-0,3
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	23,0	28,4	27,8	-0,6
Retraitement des flux internes à l'Etat, dont not. T3 CAS	-6,3	-6,8	-6,8	+0,0

N.B : les chiffres présentés ci-dessus sont au format LFI 2026.

L'entrée en gestion 2026 a été marquée par la mise en œuvre des services votés, du 1er janvier au 20 février 2026. À l'instar de l'exercice 2025, un suivi renforcé de l'exécution budgétaire a été reconduit sur la période, se traduisant par la transmission hebdomadaire au Parlement d'informations sur la consommation des crédits de l'État.

Un premier comité d'alerte s'est tenu le 21 avril 2026 dans un contexte de dégradation de l'environnement économique liée au conflit au Proche et au Moyen-Orient. Afin d'assurer le financement des mesures de soutien aux ménages les plus fragilisés par la crise énergétique, tout en maintenant ses engagements en matière de finances publiques, le Gouvernement a mis en œuvre, dès le mois de juin, des mesures exceptionnelles de régulation sur le périmètre des dépenses de l'État (PDE) :

- **0,5 Md€ de crédits ont été ouverts par le décret n° 2026-489 du 11 juin 2026 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance**, afin de financer l'aide forfaitaire au bénéfice des actifs « grands rouleurs », ainsi que l'extension du nombre de bénéficiaires du chèque énergie. Ces montants ont été intégralement gagés par des annulations à due concurrence sur la réserve de précaution ;
- **0,5 Md€ de crédits ont été annulés par le décret n° 2026-490 du 11 juin 2026 portant annulation de crédits**, majoritairement sur des crédits placés en réserve de précaution ;
- **1,7 Md€ de crédits ont été surgelés afin de reconstituer la réserve de précaution** après les annulations de crédits et sécuriser le bon déroulé de la gestion.

Un second comité d'alerte s'est réuni le 7 juillet 2026 et a fait état de nouvelles contraintes sur les finances publiques, du fait de l'impact, sur l'activité, des épisodes de canicule, d'incendie et de sècheresse, et de la révision à la baisse de la croissance au second trimestre par l'Insee (-0,2 %). Des mesures additionnelles de régulation de la dépense ont, en conséquence, été mises en œuvre :

- **0,5 Md€ ont été annulés par le décret n° 2026-857 du 10 septembre 2026 portant annulation de crédits**, quasi-exclusivement sur des crédits hors masse salariale placés en réserve de précaution ;
- **0,8 Md€ de crédits ont été surgelés afin de maintenir la réserve de précaution à un niveau élevé,** et disposer de marges de manœuvre pour la fin de gestion 2026 ;
- **des plafonds de dépenses ont été notifiés aux ministères, pour réguler la dépense et sécuriser le niveau final d'atterrissage de la dépense ;**
- **0,4 Md€ de crédits ont été ouverts par le décret n° 2026-956 du 14 octobre 2026 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance**, afin de financer l'amorçage du plan climat, adaptation, sècheresse, incendies (CASI) à destination des agriculteurs et le renouvellement et l'extension de l'indemnité « grands rouleurs », ainsi que la prolongation des aides à l'achat de carburant pour les pêcheurs. Ces mesures ont été gagées par des annulations sur le programme 345 « Service public de l'énergie ». Dans un contexte de hausse des prix de l'électricité, les dépenses prévisionnelles au titre des charges du service public de l'énergie (CSPE) baissent mécaniquement.

Les opérateurs de l'État ont également été mis à contribution à l'effort de redressement par un ajustement de leurs ressources prévisionnelles et, en conséquence, de leurs dépenses, avec une réduction des taxes qui leur sont affectées, traduite dans le PLFG, à hauteur de -0,3 Md€.

Ces décisions ont infléchi avec succès les risques de dépassements prévisionnels, et devraient ainsi conduire à une exécution du périmètre des dépenses de l'État (PDE) inférieure de 1 Md€ à la LFI pour 2026.

Concernant la masse salariale de l'État, il est prévu qu'elle soit exécutée à un niveau correspondant aux crédits ouverts pour l'année. Le schéma présenté dans le présent projet de loi intègre la traduction concrète des engagements du Gouvernement en faveur de la jeunesse, avec 17 M€ d'ouvertures de crédits sur le programme 141 « Enseignement scolaire public du second degré » de la mission « Enseignement scolaire » *via* le recrutement de 920 enseignants contractuels remplaçants et la mobilisation de 18 000 parts de Pacte enseignant. Le reste des mouvements nécessaires à la fin de gestion sur les crédits de masse salariale, de nature plus technique, sera traité par la voie règlementaire.

Au total, le présent PLFG porte une annulation nette de -0,1 Md€ de crédits sur le PDE.

Dans le détail, il ouvre ainsi 3,7 Md€ de crédits sur le PDE finançant, d'une part, des hausses mécaniques de dépenses, liées aux appels en garantie sur les prêts garantis par l'État (PGE) et au dynamisme de certaines prestations sociales ; d'autre part, des crédits sont ouverts au titre de l'effort en faveur de la défense et de la réponse aux crises agricoles, énergétiques et pour la jeunesse.

Ces ouvertures sont plus que compensées par l'annulation de 3,8 Md€ de crédits de paiement sur ce même périmètre, à la fois du fait de l'actualisation à la baisse des charges du service public de l'énergie, dans un contexte de hausse des prix de l'électricité qui rend la production d'énergies renouvelables plus rentable et entraîne ainsi un ajustement mécanique à la baisse du soutien de l'État, et par des annulations portant majoritairement sur la réserve de précaution des ministères, complétant celles intervenues en cours de gestion et détaillées *supra*.

2. Ouvertures de crédits

Sur le PDE, des ouvertures brutes de crédits de paiement sont prévues par le PLFG sur plusieurs périmètres, dont :

- +1,0 Md€ sur la mission « Engagements financiers de l'État », afin de prendre en charge des appels en garantie plus importants qu'initialement anticipé au titre des prêts garantis par l'État (PGE) ;
- +0,7 Md€ sur la mission « Cohésion des territoires », afin notamment de couvrir la dynamique constatée des aides personnelles au logement et conforter le financement du parc d'hébergement d'urgence ;
- +0,7 Md€ sur la mission « Défense », au titre de l'accélération du renforcement des moyens consacrés au renforcement de l'effort de défense, tout en tirant les conséquences des moyens qui ont dû être mobilisés dans un contexte de crise au Proche et Moyen Orient ;
- +0,3 Md€ sur la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances », notamment au titre du financement de l'allocation aux adultes handicapés (+0,2 Md€), compte tenu de sa dynamique ;
- +0,2 Md€ sur la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » afin de mettre en œuvre le plan « climat, adaptation, sécheresse, incendies » (fonds de réarmement agricole, guichets d'aide au gazole non routier agricole) et amorcer l'amorçage de prêts à taux zéro sécheresse pour les agriculteurs ;
- +0,2 Md€ sur la mission « Écologie, développement et mobilité durables » afin de financer l'aide exceptionnelle versée aux entreprises de transport public routier entre avril et août en raison de la hausse des prix des produits pétroliers due au conflit au Moyen-Orient, ainsi que les dispositifs d'aide de crise à destination des pêcheurs.

3. Annulations de crédits

Sur le PDE, des annulations brutes interviennent sur plusieurs missions, notamment :

- -1,2 Md€ sur la mission « Écologie, développement et mobilité durables », dans un contexte de hausse des prix de l'électricité qui rend la production d'énergies renouvelables plus rentable et qui entraîne mécaniquement l'ajustement à la baisse du soutien de l'État ;
- -0,6 Md€ sur la mission « Investir pour la France 2030 », pour un financement au plus juste des opérations, en tenant compte de la trésorerie disponible au sein des principaux opérateurs qui mettent en œuvre le plan ;
- -0,6 Md€ sur la mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux », principalement au titre d'annulations sur la mise en réserve.

4. Ajustement des plafonds d'autorisation d'emploi (PAE) des opérateurs

Afin de tirer les conséquences des mouvements intervenus en cours de gestion 2026, le PLFG pour 2026 **relève le plafond d'emplois des opérateurs de l'État à hauteur de +276 ETPT par rapport à la LFI pour 2026** au profit :

- du **réseau des œuvres universitaires et scolaires** afin de renforcer les moyens humains dans le cadre de la **généralisation du repas à 1 € (+185 ETPT)** ;
- de la **société des grands projets (SGP)**, en lien avec la conduite du **Grand Paris Express** et des études sur certains projets de Services express régionaux métropolitains **(+88 ETPT)** ;
- de **l'école nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP)** pour répondre aux nouveaux besoins de formation de l'établissement **(+4 ETPT)** et de **l'agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)** pour lui permettre de mener à bien ses missions **(+2 ETPT)** ;
- d'une diminution du plafond d'emplois du **programme « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture »** de la mission « Culture » en raison des ajustements opérés en gestion s'agissant des plafonds d'emplois de certains opérateurs **(-3 ETPT)**.

Articles du projet de loi avec exposé des motifs

PROJET DE LOI

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique et du ministre de l'action et des comptes publics,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Décrète :

Le présent projet de loi, délibéré en Conseil des ministres, après avis du Conseil d'État, sera présenté à l'Assemblée nationale par le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique et le ministre de l'action et des comptes publics, qui seront chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Fait le 4 novembre 2026.

Signé : Sébastien Lecornu

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique,
Signé : Roland LESCURE

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'action et des comptes publics,
Signé : David AMIEL

ARTICLE liminaire
Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2026

(1) Les prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques, les prévisions de solde par sous-secteur, la prévision, déclinée par sous-secteur d'administration publique, de l'objectif d'évolution en volume et la prévision en milliards d'euros courants des dépenses d'administrations publiques, les prévisions de prélèvements obligatoires, de dépenses et d'endettement de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2026, les prévisions pour 2026 de ces mêmes agrégats de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, ainsi que les données d'exécution pour l'année 2025 s'établissent comme suit :

(2)

En % du PIB sauf mention contraire	2025	2026	2026
Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2026			LPFP 2023-2027*
Ensemble des administrations publiques			
Solde structurel (1)	-5,2	-5,1	-2,9
Solde conjoncturel (2)	0,1	-0,3	-0,2
Solde des mesures ponctuelles et temporaires (3)	0,0	0,0	0,0
Solde effectif (1 + 2 + 3)	-5,1	-5,4	-3,2
Dette au sens de Maastricht	115,7	119,4	109,1
Taux de prélèvements obligatoires (y.c UE nets des CI)	43,6	43,9	44,4
Dépense publique (hors CI)	56,6	57,2	54,4
Dépense publique (hors CI, en Md€)	1694	1744	1705
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (%)[1]	1,6	0,9	0,5
Principales dépenses d'investissement (en Md€)[2]	26	34	35
Administrations publiques centrales			
Solde	-4,4	-4,9	-4,2
Dépense publique (hors CI, en Md€)	661	693	678
Évolution de la dépense publique en volume (%)[3]	0,9	3,2	1,5
Administrations publiques locales			
Solde	-0,5	-0,4	0,2
Dépense publique (hors CI, en Md€)	335	336	329
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (%)[3]	1,0	-2,0	-1,9
Administrations de sécurité sociale			
Solde	-0,2	-0,2	0,9
Dépense publique (hors CI, en Md€)	803	823	798
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (%)[3]	2,4	0,3	0,7

Les chiffres en comptabilité nationale relatifs au projet de loi de finances de fin de gestion (PLFG) pour 2026 se réfèrent, pour 2025, au compte publié par l'Insee en comptabilité nationale en base 2020, et, pour 2026, aux prévisions du Gouvernement dans la même base. Les prévisions relatives à la loi n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2023 à 2027 en comptabilité nationale, antérieures au changement de base des comptes nationaux français, étaient relatives à la base antérieure des comptes nationaux, la base 2014.

Les prévisions relatives à la LPFP pour les années 2023 à 2027 en comptabilité nationale, antérieures au changement de base des comptes nationaux français, étaient relatives à la base antérieure des comptes nationaux, la base 2014. Le passage des comptes nationaux en base 2020, opéré par l'Insee sous le contrôle d'Eurostat, a significativement affecté les ratios de finances publiques et la comparabilité des exercices. La sortie de l'Établissement de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (ERAFP), structurellement excédentaire, du champ des administrations publiques a conduit à une dégradation du déficit public d'environ 2,6 Md€ en 2023. Par ailleurs, des changements méthodologiques affectant significativement les ratios de finances publiques ont entraîné un niveau nettement plus élevé des dépenses publiques et des recettes hors prélèvements obligatoires sans impact sur le solde.

Deux principaux effets expliquent cette augmentation : (a) l'intégration du compte complet de SNCF Réseau (dont seul le solde était retracé précédemment) pour 10 Md€ environ de hausse des recettes hors prélèvements obligatoires et des dépenses en 2023 et (b) un nouveau traitement des corrections liées à la recherche et développement pour 4 Md€ environ de hausse des recettes hors prélèvements obligatoires et des dépenses. Ainsi, s'agissant tout particulièrement de la dépense, les effets du changement de base contribuent largement aux écarts importants sur le montant en milliards d'euros et sur la part dans le PIB de la dépense publique.

Le scénario potentiel retenu dans ce PLFG a évolué depuis la LPFP pour les années 2023 à 2027 afin de tirer les conséquences des révisions de la chronique de PIB opérées par l'Insee depuis l'adoption de la LPFP. La croissance du PIB ayant été revue à la hausse sur les années antérieures à 2024, le diagnostic sur la capacité de rebond de l'économie française sur la suite de la période a été révisé. Par ailleurs, la croissance potentielle est désormais estimée à 1,20 % par an en 2025 et 2026, contre 1,35 % chaque année dans la LPFP.

* Loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

[1]A champ constant.

[2]Au sens du rapport annexé au projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.

[3]A champ constant, hors transferts entre administrations publiques.

Exposé des motifs

Le cadrage macroéconomique du projet de loi de finances de fin de gestion (PLFG) pour 2026 est inchangé par rapport à celui du projet de loi de finances (PLF) pour 2027. Les révisions sur les prévisions de finances publiques sont donc dues aux remontées comptables et informations nouvelles en recettes et en dépenses intervenues depuis le dépôt du PLF pour 2027.

Les mouvements sont d'une ampleur globalement limitée et se compensent largement, de sorte que la prévision de solde public pour 2026 est inchangée par rapport au PLF pour 2027, à −5,4 % du PIB. La prévision de solde structurel pour 2026 est également inchangée par rapport au PLF pour 2027, à −5,1 % du PIB potentiel.

Par rapport au PLF pour 2027, les prévisions de prélèvements obligatoires sont globalement inchangées, les faibles révisions résultant en une légère baisse (−0,2 Md€), du fait de la prise en compte des remontées comptables les plus récentes, principalement celles de TVA à fin septembre, légèrement supérieures à la trajectoire sous-jacente au PLF, et de TICPE, légèrement inférieures à celle-ci.

Le schéma de fin de gestion conduit à une exécution du périmètre des dépenses de l'État inférieure de 1 Md€ à celui de la loi de finances initiale (LFI) pour 2026, comme anticipé dans le PLF pour 2027.

La prévision de la charge de la dette est révisée à hauteur de +2,1 Md€, en lien avec le mécanisme d'enregistrement de la charge de la dette en comptabilité nationale, qui retient le glissement annuel d'octobre pour le calcul de la provision d'indexation, et qui intègre pour cette mise à jour les conséquences des chiffres d'inflation publiés depuis le PLF, principalement liés à l'inflation en zone euro. À l'inverse, le programme d'émission étant avancé (à plus de 90 %) les évolutions de taux n'ont plus qu'un effet très marginal sur la prévision de la charge de la dette.

S'agissant des administrations publiques locales, les dernières remontées comptables à fin septembre suggèrent un repli de l'investissement local en 2026 légèrement plus marqué que celui prévu par le PLF pour 2027 et ont entraîné une révision à la baisse de la prévision de dépense locale de 1,3 Md€. La prévision des dépenses de fonctionnement, quant à elle, est inchangée, la prévision du PLF étant en ligne avec les remontées observées à fin septembre.

Concernant les administrations de sécurité sociale, les informations à date sont en ligne avec la prévision du PLF pour 2027.

Enfin, l'opération de libération des stocks stratégiques de pétrole, visant à baisser le prix des carburants à l'achat, conduit à une légère amélioration du solde public pour 2026, correspondant aux recettes issues de la vente de ces stocks.

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

TITRE IER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE 1
Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers

(1) I. – Le tableau du I de l'article 135 de la loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026 est ainsi modifié :

(2) 1° A l'avant-dernière colonne :

(3) *a)* A la ligne trois, le montant : « 1 469 455 925 » est remplacé par le montant : « 1 211 455 925 » ;

(4) *b)* A la ligne vingt-quatre, le montant : « 4 400 000 » est remplacé par le montant : « 8 800 000 » ;

(5) *c)* A la ligne cent un, le montant : « 95 013 716 » est remplacé par le montant : « 99 436 874 » ;

(6) *d)* A la ligne cent vingt-huit, le montant : « 86 198 112 » est remplacé par le montant : « 89 819 056 » ;

(7) 2° A la dernière colonne :

(8) *a)* A la ligne trois, le montant : « 1 469 455 925 » est remplacé par le montant : « 1 211 455 925 » ;

(9) *b)* A la ligne vingt-quatre, le montant : « 4 620 000 » est remplacé par le montant : « 9 200 000 » ;

(10) *c)* A la ligne quarante, le montant : « 235 117 000 » est remplacé par le montant : « 210 117 000 » ;

(11) *d)* A la ligne cent un, le montant : « 99 260 726 » est remplacé par le montant : « 99 436 874 » ;

(12) *e)* A la ligne cent vingt-huit, le montant : « 90 508 018 » est remplacé par le montant : « 70 508 018 ».

(13) II. – Au 2° du 1 du VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, la deuxième phrase est remplacée par les dispositions suivantes : « En 2026, cette fraction s'élève à 3 869 365 526 euros. »

(14) III. – L'article 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 est ainsi modifié :

(15) 1° Au I, les mots : « , sous réserve du I *ter* du présent article, » sont supprimés ;

(16) 2° Le I *ter* est abrogé.

Exposé des motifs

En premier lieu, le présent article modifie le rendement prévisionnel et/ou le plafond de cinq taxes affectées au titre de l'année 2026, de la manière suivante :

- S'agissant du produit d'accise sur les énergies perçue en métropole sur les produits autres que les charbons, les gaz naturels et l'électricité affecté à l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), il est proposé de réduire son plafond pour le mettre en cohérence avec le dynamisme des autres recettes affectées à l'agence et avec les trajectoires d'investissement dans le domaine des infrastructures de transport ;

- S'agissant de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), il est proposé de rehausser, pour la seule année 2026, le rendement prévisionnel et le plafond d'affectation de la taxe annuelle portant sur les autorisations de médicaments vétérinaires et les autorisations d'établissements pharmaceutiques vétérinaires à hauteur de 4,6 millions d'euros afin de permettre à l'agence d'encaisser en 2026, outre le produit de la taxe due au titre de 2026, les recettes titrées au titre de l'année 2025 dont l'encaissement a été décalé en 2026, et de préserver ainsi l'équilibre financier de la mission d'évaluation et de délivrance des autorisations de mise sur le marché des médicaments vétérinaires ;

- S'agissant des taxes pour frais de chambre affectées à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) France, il est proposé de baisser le plafond de taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises de 25 millions d'euros afin d'assurer la contribution des CCI à l'effort de maîtrise du déficit budgétaire en 2026, au regard des niveaux de trésorerie et de fonds de roulement du réseau ;

- S'agissant de la participation au financement de la formation des professions non salariées (artisans) affectée à France compétences, il est proposé de rehausser son plafond de 0,2 million d'euros pour permettre à France compétences de bénéficier de l'augmentation de son rendement ;

- S'agissant de l'imposition forfaitaire sur le matériel roulant circulant sur le réseau de transport ferroviaire (IFER) affectée à la Société des grands projets (SGP), il est proposé de diminuer le plafond d'affectation afin de générer un écrêtement au profit du budget général.

En deuxième lieu, le présent article actualise le montant du produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affecté au compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » au titre de l'année 2026.

La loi de finances initiale (LFI) pour 2026 prévoyait d'affecter pour 2026 un montant de TVA de 3 848,3 millions d'euros au compte de concours financiers. Ce montant de TVA est porté à 3 869,4 millions d'euros en projet de loi de finances de fin de gestion (PLFG) pour 2026, ce qui correspond à une hausse de recettes de 21 millions d'euros par rapport au montant prévu par la LFI pour 2026.

D'une part, cette hausse permet de résorber le déficit de 15,0 millions d'euros du compte de concours financiers issu de la LFI pour 2026 au travers de la mobilisation du solde comptable créditeur du compte (+4 millions d'euros) et d'une hausse de +11 millions d'euros du montant de TVA affecté.

D'autre part, cette hausse procède de l'engagement pris par l'État de compenser les effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public. France Médias Monde (FMM) est désormais la seule entreprise du secteur à bénéficier d'une telle compensation à l'euro en raison de la perte de son droit à déductibilité intégrale de TVA, d'où une hausse prévue en seconde partie du présent PLFG de 10 millions d'euros des crédits qui lui sont alloués sur le programme budgétaire dédié, qui se décompose comme suit :

- 3,1 millions d'euros au titre de la TVA payée sur les achats internationaux hors Union européenne en 2025 conformément au mécanisme habituel de régularisation en loi de finances de fin gestion N+1 de la compensation ;
- 6,9 millions d'euros au titre de la TVA payée en 2026 par anticipation dans le cadre de la reprise en base dès le projet de loi de finances (PLF) pour 2027 des effets fiscaux supportés par FMM afin de mettre fin au mécanisme de régularisation à l'euro près en loi de finances de fin de gestion N+1 de la compensation des effets fiscaux.

En troisième lieu, le présent article propose de supprimer la fraction du produit de la mise aux enchères des quotas d'émission de gaz à effet de serre (ETS) affecté aux autorités organisatrices de mobilité (AOM). Cette suppression, qui s'inscrit pleinement dans la logique de décroisement structurel des financements et des compétences, vise à simplifier les modalités de répartition des recettes issues des enchères ETS et à respecter le principe selon lequel les dépenses de fonctionnement récurrentes des AOM ont vocation à être financées par leurs ressources pérennes. Une disposition identique prenant effet à compter de 2027 est prévue dans le PLF pour 2027.

ARTICLE 2

Abaissement en 2026 du plafond de la première section du compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers »

(1) Pour l'année 2026, les montants de 514,65 millions d'euros et 344,65 millions d'euros mentionnés au premier alinéa du II de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 sont ramenés respectivement à 494,65 millions d'euros et 324,65 millions d'euros.

(2) Pour la même année 2026, le solde du produit mentionné au second alinéa du II de ce même article est diminué de 20 millions d'euros avant son affectation aux organismes mentionnés à cet alinéa et est reversé au budget général.

Exposé des motifs

Le présent article vise à réduire de 20 millions d'euros en 2026 le plafond de recettes de la première section du compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers », dont les dépenses sont intégralement retracées au sein du programme 751 « Structure et dispositifs de sécurité routière ».

La diminution de ce plafond est justifiée compte tenu d'une dépense attendue en fin d'exercice inférieure au budget fixé en loi de finances initiale pour 2026, en raison d'un décalage opérationnel relatif à l'acquisition d'équipements concourant à la sécurité routière. Ce montant reviendra au budget général de l'État.

ARTICLE 3
Relations financières entre l'État et la Sécurité sociale

Le montant de la fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée affectée, au titre de l'année 2026, à la branche mentionnée au 1° de l'article L. 200-2 du code de la sécurité sociale en application du *a* du 9° de l'article L. 131-8 du même code est minoré de 739 millions d'euros en 2026.

Exposé des motifs

La loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026 a fixé la fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectée à la sécurité sociale en intégrant une majoration de 739 millions d'euros au profit de la branche maladie, au titre de l'affectation à la sécurité sociale du gain attendu de l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités journalières maladie versées aux assurés atteints d'une affection de longue durée (ALD), prévu par le projet de loi de finances pour 2026.

Cette mesure n'a pas été adoptée par le Parlement dans la loi de finances initiale pour 2026, mais le montant de TVA affecté à la branche maladie en 2026 n'a pas été ajusté en conséquence.

L'article 49 du projet de loi de finances pour 2027 procède à cette correction du montant de la fraction de TVA affectée à la sécurité sociale à compter de 2027. Le présent article propose la même correction pour l'année 2026, en restituant au budget de l'État 739 millions d'euros correspondants, par la minoration du versement de TVA effectué au titre de 2026 à la branche maladie. Cette modalité permet d'imputer la restitution sur l'exercice 2026 de la branche maladie, auquel se rattache la ressource affectée, sans modifier le taux de la fraction de TVA fixé pour 2026 ni celui proposé pour 2027.

Cette opération est neutre pour l'ensemble des administrations publiques : elle majore de 739 millions d'euros les recettes de l'État et minore d'autant les ressources de la sécurité sociale en 2026. Elle est cohérente avec les sous-jacents pour l'année 2026 du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2027.

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 4
Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois

(1) I. - Pour 2026, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

(2)

(en millions d'euros)*	RESSOURCES	dont fonctionnement	dont investissement	CHARGES	dont fonctionnement	dont investissement	SOLDE
Budget général							
Recettes fiscales / dépenses*****	-4 797	-4 797	0	+3 491	+2 613	+878	
Recettes non fiscales	+4 235	+3 039	+1 196				
Recettes totales / dépenses totales	-562	-1 757	+1 196	+3 491	+2 613	+878	
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne	*-878*	*-878*					
Montants nets pour le budget général	**+316**	**-880**	**+1 196**	**+3 491**	**+2 613**	**+878**	**-3 175**
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits	0	0	0	0	0	0	
Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours	**+316**	**-880**	**+1 196**	**+3 491**	**+2 613**	**+878**	
Budgets annexes							
Contrôle et exploitation aériens	+83	+83		-27	-5	-22	+110
Publications officielles et information administrative	+9	+9		0	0	0	+10
Totaux pour les budgets annexes	**+92**	**+92**		**-27**	**-5**	**-22**	**+120**
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits :							
- Contrôle et exploitation aériens	0	0		0	0		
- Publications officielles et information administrative	0	0		0	0		
Totaux pour les budgets annexes y compris fonds de concours	**+92**	**+92**		**-27**	**-5**	**-22**	
Comptes spéciaux							
Comptes d'affectation spéciale	-610	+701	-1 311	-235	-215	-20	-375
Comptes de concours financiers	+982		+982	-566	-288	-278	+1 548
Comptes de commerce (solde)							+45
Comptes d'opérations monétaires (solde)							-6
Solde pour les comptes spéciaux							**+1 212**
Solde général							**-1 843**

* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

** Recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

*** Dépenses budgétaires brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

(3) II. - Pour 2026 :

(4) 1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(5)

(en milliards d'euros)	
Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	169,8
Dont remboursement du nominal à valeur faciale	*167,5*
Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)	*2,3*
Amortissement de la dette reprise de SNCF Réseau	2,5
Amortissement des autres dettes	0,0
Déficit à financer	135,5
Autres besoins de trésorerie	2,1
Total	**309,9**
Ressources de financement	
Émission de dette à moyen et long termes nettes des rachats	310,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	11,6
Variation des dépôts des correspondants	0,0
Prêts auprès des institutions et agences financières de l'Union européenne	2,3
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État	0,0
Autres ressources de trésorerie	-14,0
Total	**309,9**

(6) 2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année et en valeur nominale, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

Exposé des motifs

Le présent article traduit l'incidence sur l'équilibre budgétaire pour 2026 des dispositions proposées par le présent projet de loi de finances de fin de gestion (PLFG) et des réévaluations de recettes pour l'année en cours.

Le solde budgétaire tel qu'il résulte du tableau d'équilibre atteint -136,5 milliards d'euros contre -134,6 milliards d'euros en loi de finances initiale (LFI), en dégradation de -1,8 milliard d'euros.

Par rapport à la loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026, cette dégradation résulte principalement d'une baisse des recettes (-0,6 milliard d'euros) et d'une hausse des dépenses (+3,5 milliards d'euros) du budget général, principalement au titre de l'augmentation de la charge de la dette (+3,5 milliards d'euros). Elle est atténuée par une amélioration du solde des budgets annexes (+0,1 milliard d'euros), une amélioration du solde des comptes spéciaux (+1,2 milliard d'euros) et une diminution des prélèvements sur recettes de l'État (-0,9 milliard d'euros).

Le déficit à financer pour 2026 s'établit à 135,5 milliards d'euros, compte tenu des mouvements réglementaires intervenus en gestion, dont notamment les annulations résultant du décret n° 2026-490 du 11 juin 2026 portant annulation de crédits et du décret n° 2026-857 du 10 septembre 2026 portant annulation de crédits.

En conséquence, cet article présente un tableau de financement au sein duquel sont actualisées, par rapport à la LFI, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à l'équilibre financier de l'année 2026.

En besoin de financement :

– les amortissements de dette à moyen et long termes s'élèvent à 169,8 milliards d'euros ;

– le déficit à financer prévisionnel est porté à 135,5 milliards d'euros ;

– les amortissements de la dette reprise à SNCF Réseau s'élèvent à 2,5 milliards d'euros ;

– les autres besoins de trésorerie s'élèvent à 2,1 milliards d'euros.

En ressources de financement :

– le montant des émissions de titres à moyen et long termes, net des rachats, est inchangé et s'élève à 310 milliards d'euros ;

– la variation de l'endettement à court terme de l'État en fin d'année s'élèverait à 11,6 milliards d'euros ;

– les prêts auprès des institutions et agences financières de l'Union européenne s'élèveraient à 2,3 milliards d'euros ;

– les autres ressources de trésorerie s'élèvent à -14,0 milliards d'euros, et sont ainsi révisées à la baisse par rapport à la LFI (-12,0 milliards d'euros) en raison des décotes, nettes des primes, décaissées sur les émissions et les rachats réalisés.

En conséquence du maintien du niveau des emprunts de moyen et long termes, le plafond de variation nette de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an est inchangé, à 142,5 milliards d'euros.

SECONDE PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TITRE IER : AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2026

I. - AUTORISATION DES CRÉDITS DES MISSIONS

ARTICLE 5
Budget général : ouvertures et annulations de crédits

(1) I. - Il est ouvert aux ministres, pour 2026, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 6 678 250 672 € et de 7 178 163 853 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

(2) II. - Il est annulé pour 2026, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 4 278 407 720 € et de 3 851 168 080 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

Exposé des motifs

Les ajustements de crédits proposés au titre du budget général sont présentés globalement dans la première partie du présent document (« Exposé général des motifs »), et analysés et justifiés dans la quatrième partie (« Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi ») et au I (« Budget général : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état B »).

ARTICLE 6
Budgets annexes : ouvertures et annulations de crédits

Il est annulé pour 2026, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 9 405 861 € et de 27 254 623 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état C annexé à la présente loi.

Exposé des motifs

Les ajustements de crédits proposés au titre des budgets annexes sont présentés globalement dans la première partie du présent document (« Exposé général des motifs »), et analysés et justifiés dans la quatrième partie (« Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi ») et au II (« Budgets annexes : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état C »).

ARTICLE 7
Comptes spéciaux : ouvertures et annulations de crédits

(1) I. - Il est annulé pour 2026, au titre des comptes d'affectation spéciale, des crédits de paiement s'élevant au montant de 234 940 200 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

(2) II. - Il est ouvert aux ministres, pour 2026, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 10 038 000 € et de 10 038 000 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

(3) III. - Il est annulé pour 2026, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 338 363 035 € et de 576 242 251 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

Exposé des motifs

Les ajustements de crédits proposés au titre des comptes spéciaux sont analysés et justifiés dans la quatrième partie (« Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi ») et au III (« Comptes spéciaux : programmes porteurs d'ouvertures et annulations de crédits proposées à l'état D »).

II. - PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

ARTICLE 8
Plafond d'autorisation des emplois des opérateurs de l'État

(1) L'article 154 de la loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026 est ainsi modifié :

(2) 1° Au premier alinéa, le nombre : « 401 389 » est remplacé par le nombre : « 401 665 » ;

(3) 2° A la seconde colonne du tableau du second alinéa :

(4) *a)* A la quatorzième ligne, le nombre : « 17 198 » est remplacé par le nombre : « 17 195 » ;

(5) *b)* A la dix-septième ligne, le nombre : « 3 225 » est remplacé par le nombre : « 3 222 » ;

(6) *c)* A la vingt-sixième ligne, le nombre : « 19 492 » est remplacé par le nombre : « 19 580 » ;

(7) *d)* A la vingt-septième ligne, le nombre : « 5 034 » est remplacé par le nombre : « 5 122 » ;

(8) *e)* A la quarante-et-unième ligne, le nombre : « 796 » est remplacé par le nombre : « 802 » ;

(9) *f)* A la quarante-troisième ligne, le nombre : « 275 » est remplacé par le nombre : « 279 » ;

(10) *g)* A la quarante-quatrième ligne, le nombre : « 238 » est remplacé par le nombre : « 240 » ;

(11) *h)* A la cinquante-et-unième ligne, le nombre : « 251 884 » est remplacé par le nombre : « 252 069 » ;

(12) *i)* A la cinquante-troisième ligne, le nombre : « 12 833 » est remplacé par le nombre : « 13 018 » ;

(13) *j)* A la dernière ligne, le nombre : « 401 389 » est remplacé par le nombre : « 401 665 ».

Exposé des motifs

Le plafond d'emplois des opérateurs pour 2026, fixé par l'article 154 de la loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026, est augmenté de 276 équivalents temps pleins travaillés (ETPT) afin de prendre en compte et de régulariser des mouvements intervenus au cours de la gestion 2026 :

- Le plafond d'emplois du programme « Vie étudiante » de la mission « Recherche et enseignement supérieur » est rehaussé de 185 ETPT au bénéfice du réseau des œuvres universitaires et scolaires, afin de renforcer les moyens humains des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) dans le cadre de la généralisation du repas à 1 € ;
- Le plafond d'emplois du programme « Infrastructures et services de transports » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables » est augmenté de 88 ETPT au profit de la Société des grands projets (SGP), afin d'aligner le plafond d'emplois législatif de l'établissement pour 2026 avec celui qui figure en budget rectificatif de la SGP, porté en cours de gestion 2026 à 1 048 ETPT. Ce plafond est cohérent avec la conduite par la SGP du chantier du Grand Paris Express et des études sur certains projets de Services express régionaux métropolitains (SERM) ;
- Le plafond d'emplois des programmes « Administration pénitentiaire » et « Conduite et pilotage de la politique de la justice » de la mission « Justice » sont respectivement augmentés de 4 ETPT et 2 ETPT dans le cadre de transferts d'emplois en provenance des effectifs ministériels. Ces transferts visent à renforcer les effectifs de l'École nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP) pour répondre aux nouveaux besoins de formation et permettre à l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC) de mener à bien ses missions ;
- Le plafond d'emplois du programme « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » de la mission « Culture » est diminué de 3 ETPT, en raison des ajustements opérés en gestion s'agissant des plafonds d'emplois de certains opérateurs.

TITRE II : RATIFICATION DE DECRETS D'AVANCE

ARTICLE 9
Ratification de deux décrets d'avance

Sont ratifiées les ouvertures et les annulations de crédits opérées par les décrets n° 2026-489 du 11 juin 2026 et n° 2026-956 du 14 octobre 2026 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance.

Exposé des motifs

En application de l'avant-dernier alinéa de l'article 13 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, le présent article procède à la ratification des ouvertures et annulations de crédits réalisées par les décrets d'avance des 11 juin et 14 octobre 2026.

Le décret d'avance du 11 juin 2026 visait le financement de plusieurs dépenses urgentes et ciblées pour aider les ménages aux revenus les plus modestes à payer les factures d'énergie de leur logement (financement de l'élargissement du chèque « énergie ») et soutenir les travailleurs « grands rouleurs » (financement de l'indemnité « grands rouleurs »), à la suite du choc énergétique résultant du conflit au Proche et Moyen-Orient.

Le décret d'avance du 14 octobre 2026 visait quant à lui le financement de dépenses urgentes de soutien au secteur agricole et de réponse à la crise énergétique. Il a permis, d'une part, le financement de l'amorçage du plan Climat, Adaptation, Sécheresse, Incendies (CASI) à destination des agriculteurs, et, d'autre part, le renouvellement et l'extension de l'indemnité « grands rouleurs » et la prolongation des aides aux achats de carburant pour les pêcheurs.

États législatifs annexés

Etat A - Voies et moyens pour 2026 révisés

BUDGET GÉNÉRAL

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2026
	1. Recettes fiscales	
	11. Impôt net sur le revenu	**-3 060 374 779**
1101-net	Impôt net sur le revenu	-3 060 374 779
	12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	**-2 905 657**
1201	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	-2 905 657
	13. Impôt net sur les sociétés	**-1 958 578 288**
1301-net	Impôt net sur les sociétés	-1 958 578 288
	13bis. Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	**+99 302 559**
1302	Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	+99 302 559
	13ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	**+261 000 000**
1303	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	+261 000 000
	14. Autres impôts directs et taxes assimilées	**-8 461 050**
1401	Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	+125 685 715
1402	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	+300 000 000
1405	Prélèvement exceptionnel de 25% sur les distributions de bénéfices	-161
1406	Impôt sur la fortune immobilière	-159 077 912
1407	Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	-24 312 009
1408	Prélèvements sur les entreprises d'assurance	+39 431 812
1410	Cotisation minimale de taxe professionnelle	+1 034 272
1411	Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	-7 899 394
1412	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	-9 338 274
1413	Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	+151 489 724
1415	Contribution des institutions financières	+27
1416	Taxe sur les surfaces commerciales	-11 418 745
1421	Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	+100 719
1427	Prélèvements de solidarité	-675 261 938
1429	Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement)	+97 856 836
1430	Taxe sur les services numériques	+23 119 779
1431	Taxe d'habitation sur les résidences principales	+17 327 418

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2026
1440	Contribution différentielle applicable à certains contribuables titulaires de très hauts revenus	+140 000 000
1441	Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises	+300 000 000
1442	Taxe sur les petits colis	-396 000 000
1497	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	+64 708 199
1499	Recettes diverses	+14 092 882
	15. Accises sur les énergies	**-1 924 725 116**
1501	Accises sur les énergies (ex-TICPE)	-1 102 200 394
1502	Accises sur les énergies (ex-TICGN)	+7 913 030
1503	Accises sur les énergies (ex-TICFE)	-836 437 752
1504	Autres taxes intérieures	+6 000 000
	16. Taxe sur la valeur ajoutée nette	**+1 268 395 030**
1601-net	Taxe sur la valeur ajoutée nette	+1 268 395 030
	17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	**+1 138 909 267**
1701	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	+3 071 040
1702	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	-40 019 190
1703	Mutations à titre onéreux de meubles corporels	-230
1704	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	+19 186 412
1705	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	+414 310 659
1706	Mutations à titre gratuit par décès	+1 150 669 600
1707	Contribution de sécurité immobilière	-54 671 544
1711	Autres conventions et actes civils	+19 223 431
1713	Taxe de publicité foncière	-8 060 506
1714	Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	+65 206 637
1716	Recettes diverses et pénalités	-97 980 648
1721	Timbre unique	+35 088 640
1726	Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	-266 000 000
1754	Autres droits et recettes accessoires	-896 032
1755	Amendes et confiscations	+96 140
1756	Taxe générale sur les activités polluantes	+58 751 438
1761	Taxe et droits de consommation sur les tabacs	+22 000 000
1768	Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	-5 840 447
1769	Autres droits et recettes à différents titres	+10 620 025
1776	Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	-464 882
1777	Taxe sur certaines dépenses de publicité	-3 391 550
1781	Taxe sur les installations nucléaires de base	+94 000 000
1782	Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	-637 265

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2026
1785	Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs)	-33 000 000
1786	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	-8 544 429
1787	Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	-47 990 196
1788	Prélèvement sur les paris sportifs	-62 745 542
1789	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	+6 173 476
1797	Taxe sur les transactions financières	+258 000 000
1799	Autres taxes	-387 245 770
	18. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	**-609 156 536**
	Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État, autres que ceux s'appliquant à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée	-609 156 536
	2. Recettes non fiscales	
	21. Dividendes et recettes assimilées	**+1 355 358 712**
2110	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières	+643 516 748
2116	Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	+63 000 000
2199	Autres dividendes et recettes assimilées	+648 841 964
	22. Produits du domaine de l'État	**-9 878 944**
2201	Revenus du domaine public non militaire	-64 059 684
2202	Autres revenus du domaine public	+1 000 000
2203	Revenus du domaine privé	-14 152 593
2204	Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	+68 333 333
2299	Autres revenus du Domaine	-1 000 000
	23. Produits de la vente de biens et services	**-106 407 438**
2301	Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	+83 057 610
2303	Autres frais d'assiette et de recouvrement	-1 186 282
2304	Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	+2 996 115
2305	Produits de la vente de divers biens	+11 456
2306	Produits de la vente de divers services	+424 303
2399	Autres recettes diverses	-191 710 640
	24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	**-159 675 607**
2401	Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers	-33 671 234
2402	Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	-14 078 734
2403	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	+12 534 464
2409	Intérêts des autres prêts et avances	-9 608 503
2411	Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	-48 892 079
2413	Reversement au titre des créances garanties par l'État	-365 051

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2026
2499	Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	-65 594 470
	25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	**+100 082 360**
2501	Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	+20 000 000
2502	Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	-408 326 831
2503	Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	+29 460 042
2504	Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	-46 205
2505	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires	+443 127 304
2510	Frais de poursuite	+4 784 897
2511	Frais de justice et d'instance	+2 103 942
2512	Intérêts moratoires	+14 021
2513	Pénalités	+8 965 190
	26. Divers	**+3 055 465 239**
2602	Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	+186 447 378
2603	Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations	+925 000 000
2604	Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État	+19 355 411
2611	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	-5 057 436
2612	Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	-746 402
2613	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	-3 938
2615	Commissions et frais de trésorerie perçus par l'État dans le cadre de son activité régalienne	-26 881
2616	Frais d'inscription	+177 117
2617	Recouvrement des indemnisations versées par l'État au titre des expulsions locatives	-133 451
2618	Remboursement des frais de scolarité et accessoires	+921 547
2620	Récupération d'indus	+13 343 161
2621	Recouvrements après admission en non-valeur	+2 244 911
2623	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	+26 748 381
2624	Intérêts divers (hors immobilisations financières)	+5 322 702
2625	Recettes diverses en provenance de l'étranger	+102 245 791
2626	Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	-44 267
2697	Recettes accidentelles	+8 010 164
2698	Produits divers	+1 900 000 000
2699	Autres produits divers	-128 338 949
	3. Prélèvements sur les recettes de l'État	
	31. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	**-283 358 751**
3106	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-225 397 387

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2026
3107	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	+9 701 951
3120	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)	+2 677 363
3121	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération intercommunale)	-86 178 908
3122	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)	+86 178 917
3123	Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	+194 808
3145	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises des locaux industriels	-70 535 495
3164	Prélèvement sur les recettes de l'État compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires	+94 786 610
3165	Prélèvement sur les recettes de l'Etat compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires	-94 786 610
	32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	**-594 316 395**
3201	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne	-594 316 395

Récapitulation des révisions de recettes du budget général

(en euros)

Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2026
1. Recettes fiscales	**-4 796 594 570**
11. Impôt net sur le revenu	-3 060 374 779
12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	-2 905 657
13. Impôt net sur les sociétés	-1 958 578 288
13bis. Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	+99 302 559
13ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	+261 000 000
14. Autres impôts directs et taxes assimilées	-8 461 050
15. Accises sur les énergies	-1 924 725 116
16. Taxe sur la valeur ajoutée nette	+1 268 395 030
17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	+1 138 909 267
18. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	-609 156 536
2. Recettes non fiscales	**+4 234 944 322**
21. Dividendes et recettes assimilées	+1 355 358 712
22. Produits du domaine de l'État	-9 878 944
23. Produits de la vente de biens et services	-106 407 438
24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	-159 675 607
25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	+100 082 360
26. Divers	+3 055 465 239
3. Prélèvements sur les recettes de l'État	**-877 675 146**
31. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	-283 358 751
32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	-594 316 395
Total des révisions de recettes, nettes des prélèvements (1 + 2 – 3)	**+316 024 898**

BUDGETS ANNEXES

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2026
	Contrôle et exploitation aériens	**+83 290 283**
7060	Redevance océanique et redevances pour services terminaux de la circulation aérienne en outre-mer	+2 300 000
7061	Redevances de route	+33 438 071
7063	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole	+2 728 376
7069	Contribution Bâle-Mulhouse	+160 596
7081	Recettes diverses	+44 663 240
	Publications officielles et information administrative	**+9 200 000**
A702	Bulletin officiel des annonces des marchés publics	-5 000 000
A704	Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales	+15 000 000
A706	Vente de publications et abonnements	-100 000
A707	Prestations et travaux d'édition	-400 000
A708	Autres activités	-300 000
	Total	**+92 490 283**

COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2026
	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	**+131 481 066**
	Section : Contrôle automatisé	**-20 000 000**
01	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé	-20 000 000
	Section : Circulation et stationnement routiers	**+151 481 066**
04	Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle-sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation	+151 481 066
	Développement agricole et rural	**+5 000 000**
01	Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles	+5 000 000
	Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	**+3 016 000**
01	Fraction du produit de l'accise sur l'électricité affectée au financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	+3 016 000
	Gestion du patrimoine immobilier de l'État	**-13 000 000**
01	Produits des cessions immobilières	-13 000 000
	Participations financières de l'État	**-1 310 707 392**
01	Produit des cessions, par l'État, de titres, parts ou droits de sociétés détenus directement	-668 950 001
03	Reversement de dotations en capital et de produits de réduction de capital ou de liquidation	+900 000
05	Remboursements de créances liées à d'autres investissements, de l'État, de nature patrimoniale	+11 136 188
06	Versement du budget général	-653 793 579
	Pensions	**+574 540 253**
	Section : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	**+573 298 878**
01	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	+31 335 221
02	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-298 282
03	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-5 177 017
04	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-120 599
05	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	+3 030 183
06	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom	+178 166
07	Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	+28 480 941

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2026
08	Personnels civils : retenues pour pensions : validation des services auxiliaires : part agent : retenues rétroactives, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC	-1 000 820
10	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité	+3 582 825
11	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés hors l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité	+8 554 968
12	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	-5 088 181
14	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes	+803 878
21	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	+476 577 965
22	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	-1 794 218
23	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-46 044 055
24	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-4 034 027
25	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	+13 170 449
26	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom	-59 525 604
27	Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	+108 758 386
28	Personnels civils : contributions des employeurs : validation des services auxiliaires : part employeur : complément patronal, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC	-2 007 320
32	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	-1
33	Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité	+2 085 704
34	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres et détachés des budgets annexes	-10 347 859
41	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	+1 250 733
42	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-22 396
43	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	-282 693
44	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-296 536
45	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	+305 325
47	Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	+6 990 289
51	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	+35 488 832
52	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	-243 605
53	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	+585 914
54	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	-962 045

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2026
55	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	+376 130
57	Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	+54 988 227
61	Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010	-26 000 000
65	Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils	-40 000 000
	Section : Ouvriers des établissements industriels de l'État	**+2 291 502**
71	Cotisations salariales et patronales	+1 690 343
72	Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires (RATOCEM)	-528 170
73	Compensations inter-régimes généralisée et spécifique	+1 000 000
74	Recettes diverses	+130 430
75	Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	-1 101
	Section : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	**-1 050 127**
81	Financement de la retraite du combattant : participation du budget général	-8 288 456
87	Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général	+13 106 749
91	Financement des allocations de reconnaissance des anciens supplétifs : participation du budget général	-5 975 664
92	Financement des pensions des anciens agents du chemin de fer franco-éthiopien : participation du budget général	-78
93	Financement des pensions des sapeurs-pompiers et anciens agents de la défense passive victimes d'accident : participation du budget général	+124 322
94	Financement des pensions de l'ORTF : participation du budget général	-17 000
	Total	**-609 670 073**

COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2026
	Avances à l'audiovisuel public	**+21 052 581**
01	Recettes	+21 052 581
	Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution	**-490 610 553**
	Section : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	**-490 610 553**
05	Recettes diverses	+403 205 573
09	Taxe d'habitation et taxes annexes	-441 191 806
10	Taxes foncières et taxes annexes	-588 626 981
11	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	+5 059 530
12	Cotisation foncière des entreprises et taxes annexes	+130 943 131
	Prêts à des États étrangers	**+1 530 507 805**
	Section : Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	**+7 883 016**
01	Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	+7 883 016
	Section : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	**+25 738 891**
02	Remboursement de prêts du Trésor	+25 738 891
	Section : Prêts aux États membres de la zone euro	**+1 496 885 898**
04	Remboursement des prêts consentis aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro	+1 496 885 898
	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	**-96 714 472**
	Section : Prêts pour le développement économique et social	**-96 714 472**
05	Prêts accordés au titre du soutien à la filière nickel	-30 000 000
06	Prêts pour le développement économique et social	-81 724 394
09	Prêts aux petites et moyennes entreprises	+157 654
12	Prêts octroyés dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir	+14 852 268
	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	**+17 850 647**
03	Remboursement des avances octroyées à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	+33 387 500
04	Remboursement des prêts et avances octroyés à des services de l'État	-23 265 702
06	Remboursement des prêts octroyés aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité	+7 728 849

(en euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2026
	Total	**+982 086 008**

Etat B - Répartition des crédits pour 2026 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général

BUDGET GÉNÉRAL

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Action extérieure de l'État			**61 661 587**	**60 864 677**
Action de la France en Europe et dans le monde			40 295 281	40 945 466
Diplomatie culturelle et d'influence			13 862 381	12 796 340
Français à l'étranger et affaires consulaires			7 503 925	7 122 871
Administration générale et territoriale de l'État			**41 422 550**	**92 179 055**
Administration territoriale de l'État			17 924 361	15 142 801
Vie politique			14 730 381	19 507 127
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur			8 767 808	57 529 127
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	**285 000 000**	**170 000 000**	**55 363 592**	**29 689 026**
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	285 000 000	170 000 000		
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation			55 326 227	29 651 661
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture			37 365	37 365
Aide publique au développement			**381 420 804**	**57 153 258**
Aide économique et financière au développement			244 757 056	11 163 525
Solidarité à l'égard des pays en développement			136 663 748	45 989 733
Cohésion des territoires	**746 678 390**	**746 678 390**	**165 228 960**	**178 069 514**
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	101 500 000	101 500 000		
Aide à l'accès au logement	645 178 390	645 178 390		
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat			94 250 094	122 633 113
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire			28 605 572	15 207 920
Politique de la ville			37 718 778	35 786 908
Interventions territoriales de l'État			4 654 516	4 441 573
Conseil et contrôle de l'État			**53 716**	**85 792**
Conseil économique, social et environnemental			53 716	85 792
Culture			**117 343 651**	**71 581 366**
Patrimoines			52 194 861	46 043 345
Création			30 644 520	15 617 803

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture			31 574 976	8 257 159
Soutien aux politiques du ministère de la culture			2 929 294	1 663 059
Défense	**200 000 000**	**700 000 000**	**166 424 114**	
Environnement et prospective de la politique de défense			20 260 861	
Préparation et emploi des forces	200 000 000	200 000 000		
Soutien de la politique de la défense			9 640 395	
Équipement des forces		500 000 000	136 522 858	
Direction de l'action du Gouvernement	**25 473 924**		**536 316**	**11 693 522**
Coordination du travail gouvernemental	25 473 924			11 149 863
Protection des droits et libertés			536 316	543 659
Écologie, développement et mobilité durables	**142 163 113**	**202 028 183**	**1 344 736 319**	**1 176 418 710**
Infrastructures et services de transports	130 693 080	186 874 211		
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	10 017 061	14 568 016		
Paysages, eau et biodiversité	1 452 972	585 956		
Expertise, information géographique et météorologie			6 908 158	6 320 728
Prévention des risques			127 362 794	28 481 496
Service public de l'énergie			1 188 651 043	1 116 647 394
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables			17 520 101	21 496 557
Sûreté nucléaire et radioprotection			4 294 223	3 472 535
Économie		**66 062 866**	**59 215 583**	**140 883 221**
Développement des entreprises et régulations		66 062 866	49 936 839	
Plan France Très haut débit			976 709	133 454 832
Statistiques et études économiques			3 065 832	3 572 353
Stratégies économiques			5 236 203	3 856 036
Engagements financiers de l'État	**4 532 244 014**	**4 532 244 014**	**27 496 134**	**29 140 517**
Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	3 481 000 000	3 481 000 000		
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	3 000 000	3 000 000		
Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	1 048 244 014	1 048 244 014		
Épargne			27 174 929	26 958 398
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque			321 205	2 182 119
Enseignement scolaire	**22 389 926**	**231 827 878**	**10 928 813**	**10 399 319**
Enseignement scolaire public du premier degré			4 311 484	4 372 521
Enseignement scolaire public du second degré	16 600 782	16 600 782		

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
dont titre 2	*16 600 782*	*16 600 782*		
Enseignement privé du premier et du second degrés			6 617 329	6 026 798
Soutien de la politique de l'éducation nationale		206 424 589		
Enseignement technique agricole	5 789 144	8 802 507		
Gestion des finances publiques	**31 121 379**	**10 593 401**	**21 538 397**	**40 044 197**
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local			5 850 172	34 278 171
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières			15 688 225	5 766 026
Facilitation et sécurisation des échanges	31 121 379	10 593 401		
Immigration, asile et intégration			**92 818 372**	**83 610 484**
Immigration et asile			76 148 451	63 999 999
Intégration et accès à la nationalité française			16 669 921	19 610 485
Investir pour la France de 2030			**24 750 000**	**581 500 158**
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche				26 457 301
Valorisation de la recherche				1 034 799
Accélération de la modernisation des entreprises				14 397 036
Financement des investissements stratégiques				425 388 428
Financement structurel des écosystèmes d'innovation			24 750 000	114 222 594
Justice		**63 822 411**	**99 294 147**	**87 805 281**
Justice judiciaire		3 382 405	2 470 561	
Administration pénitentiaire		60 440 006		
Protection judiciaire de la jeunesse			21 425 650	22 137 773
Accès au droit et à la justice			64 149 611	65 251 710
Conduite et pilotage de la politique de la justice			11 203 230	336 052
Conseil supérieur de la magistrature			45 095	79 746
Médias, livre et industries culturelles			**17 847 276**	**25 751 487**
Presse et médias			12 625 783	21 441 032
Livre et industries culturelles			5 221 493	4 310 455
Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation			**35 405 073**	**35 405 073**
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation			26 868 388	26 868 388
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale			8 536 685	8 536 685
Outre-mer	**51 109 782**	**54 350 415**	**154 250 463**	
Emploi outre-mer	51 109 782	54 350 415		

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Conditions de vie outre-mer			154 250 463	
Recherche et enseignement supérieur	**7 172 390**	**8 138 543**	**290 240 494**	**185 111 972**
Formations supérieures et recherche universitaire			44 911 141	15 600 452
Vie étudiante	4 305 365	5 491 418		
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires			166 529 953	91 561 069
Recherche spatiale			45 651 494	45 651 494
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables			23 147 906	22 298 957
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	2 867 025	2 647 125		
Recherche duale (civile et militaire)			10 000 000	10 000 000
Régimes sociaux et de retraite			**19 334 552**	**18 676 039**
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins			5 601 243	5 317 379
Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers			13 733 309	13 358 660
Relations avec les collectivités territoriales			**206 175 000**	**14 024 597**
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements			206 175 000	14 024 597
Remboursements et dégrèvements			**288 809 691**	**288 809 691**
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)			164 220 225	164 220 225
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)			124 589 466	124 589 466
Santé			**10 650 891**	**7 186 486**
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins			10 650 891	7 186 486
Sécurités	**319 614 913**	**64 846 420**	**5 000 000**	**2 000 000**
Gendarmerie nationale	278 051 216			
Sécurité et éducation routières			5 000 000	2 000 000
Sécurité civile	41 563 697	64 846 420		
Solidarité, insertion et égalité des chances	**315 282 841**	**327 571 332**		
Inclusion sociale et protection des personnes	104 059 357	116 360 601		
Handicap et dépendance	211 223 484	211 210 731		
Sport, jeunesse et vie associative			**49 833 274**	**38 972 978**
Sport			21 122 940	12 704 000
Jeunesse et vie associative			28 710 334	26 268 978
Transformation et fonction publiques			**14 345 930**	**15 756 446**
Transformation publique			11 697 782	6 202 688

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Fonction publique			2 648 148	9 553 758
Travail, emploi et administration des ministères sociaux			**516 282 021**	**568 355 214**
Accès et retour à l'emploi			252 182 835	208 215 161
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi			250 445 182	344 371 021
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail			712 109	1 232 917
Soutien des ministères sociaux			12 941 895	14 536 115
Total	**6 678 250 672**	**7 178 163 853**	**4 278 407 720**	**3 851 168 080**

Etat C - Répartition des crédits pour 2026 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des budgets annexes

BUDGETS ANNEXES

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Contrôle et exploitation aériens			**9 055 861**	**26 904 623**
Soutien aux prestations de l'aviation civile			2 600 000	
Navigation aérienne			5 000 000	24 999 999
Transports aériens, surveillance et certification			1 455 861	1 904 624
Publications officielles et information administrative			**350 000**	**350 000**
Pilotage et ressources humaines			350 000	350 000
Total			**9 405 861**	**27 254 623**

Etat D - Répartition des crédits pour 2026 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des comptes spéciaux

COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers				**20 000 000**
Structures et dispositifs de sécurité routière				20 000 000
Gestion du patrimoine immobilier de l'État				**214 940 200**
Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État				214 940 200
Total				**234 940 200**

COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

(en euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Avances à l'audiovisuel public	**10 038 000**	**10 038 000**		
France Médias Monde	10 038 000	10 038 000		
Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution			**250 384 994**	**250 384 994**
Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes			250 384 994	250 384 994
Prêts à des États étrangers			**7 928 041**	**245 807 257**
Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France				237 879 216
Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France			7 928 041	7 928 041
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés			**20 050 000**	**20 050 000**
Prêts et avances pour le logement des agents de l'État			50 000	50 000
Prêts pour le développement économique et social			20 000 000	20 000 000
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics			**60 000 000**	**60 000 000**
Prêts et avances à des services de l'État			30 000 000	30 000 000
Prêts à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens			30 000 000	30 000 000
Total	**10 038 000**	**10 038 000**	**338 363 035**	**576 242 251**

Analyse par programme des modifications de crédits intervenues en gestion et motivation des modifications proposées par le projet de loi

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Budget général						
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*459 837 606 139*	*160 411 626 487*	620 249 232 626	*433 478 445 162*	*160 411 626 487*	593 890 071 649
Modifications intervenues en gestion	*58 893 566 059*	*417 167 768*	59 310 733 826	*10 593 180 065*	*417 167 768*	11 010 347 833
Total des crédits ouverts	***518 731 172 198***	***160 828 794 255***	**679 559 966 452**	***444 071 625 227***	***160 828 794 255***	**604 900 419 482**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***2 383 242 170***	***16 600 782***	**2 399 842 952**	***3 310 394 991***	***16 600 782***	**3 326 995 773**
Budgets annexes						
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 174 448 673*	*1 516 781 912*	2 691 230 585	*1 056 168 051*	*1 516 781 912*	2 572 949 963
Modifications intervenues en gestion	*186 710 305*		186 710 305	*51 917 440*		51 917 440
Total des crédits ouverts	***1 361 158 978***	***1 516 781 912***	**2 877 940 890**	***1 108 085 491***	***1 516 781 912***	**2 624 867 403**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-9 405 861***		**-9 405 861**	***-27 254 623***		**-27 254 623**
Comptes spéciaux						
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*159 444 861 867*	*68 767 035 220*	228 211 897 087	*160 035 002 319*	*68 767 035 220*	228 802 037 539
Modifications intervenues en gestion	*1 236 717 636*	*1 056 746 728*	2 293 464 364	*1 826 158 520*	*1 056 746 728*	2 882 905 248
Total des crédits ouverts	***160 681 579 503***	***69 823 781 948***	**230 505 361 451**	***161 861 160 839***	***69 823 781 948***	**231 684 942 787**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-328 325 035***		**-328 325 035**	***-801 144 451***		**-801 144 451**
Total						
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*620 456 916 679*	*230 695 443 619*	851 152 360 298	*594 569 615 532*	*230 695 443 619*	825 265 059 151
Modifications intervenues en gestion	*60 316 994 000*	*1 473 914 496*	61 790 908 496	*12 471 256 025*	*1 473 914 496*	13 945 170 521
Total des crédits ouverts	***680 773 910 679***	***232 169 358 115***	**912 943 268 793**	***607 040 871 557***	***232 169 358 115***	**839 210 229 672**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***2 045 511 274***	***16 600 782***	**2 062 112 056**	***2 481 995 917***	***16 600 782***	**2 498 596 699**

I. Budget général : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état B

Action extérieure de l'État

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*2 063 477 905*	*1 385 974 708*	3 449 452 613	*2 068 450 617*	*1 385 974 708*	3 454 425 325
Modifications intervenues en gestion	*53 656 117*	*2 621 931*	56 278 048	*21 174 336*	*2 621 931*	23 796 266
Total des crédits ouverts	***2 117 134 022***	***1 388 596 639***	**3 505 730 661**	***2 089 624 953***	***1 388 596 639***	**3 478 221 591**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***61 661 587***		**61 661 587**	***60 864 677***		**60 864 677**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-61 661 587***		**-61 661 587**	***-60 864 677***		**-60 864 677**

Programme n° 105 : Action de la France en Europe et dans le monde

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 299 624 708*	*1 385 974 708*	2 685 599 416	*1 304 193 720*	*1 385 974 708*	2 690 168 428
Modifications intervenues en gestion	*61 304 667*	*2 621 931*	63 926 598	*29 423 876*	*2 621 931*	32 045 807
Total des crédits ouverts	***1 360 929 375***	***1 388 596 639***	**2 749 526 014**	***1 333 617 596***	***1 388 596 639***	**2 722 214 235**
Annulations proposées	***40 295 281***		**40 295 281**	***40 945 466***		**40 945 466**

Motifs des annulations

Annulation de -40,3 M€ en AE et -40,9 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution ainsi que sur de moindres consommations prévisionnelles.

Programme n° 185 : Diplomatie culturelle et d'influence

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*611 326 220*		611 326 220	*611 326 220*		611 326 220
Modifications intervenues en gestion	*-4 412 158*		-4 412 158	*-5 107 428*		-5 107 428
Total des crédits ouverts	***606 914 062***		**606 914 062**	***606 218 792***		**606 218 792**
Annulations proposées	***13 862 381***		**13 862 381**	***12 796 340***		**12 796 340**

Motifs des annulations

Annulation de -13,9 M€ en AE et -12,8 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution ainsi que sur de moindres consommations prévisionnelles.

Programme n° 151 : Français à l'étranger et affaires consulaires

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*152 526 977*		152 526 977	*152 930 677*		152 930 677
Modifications intervenues en gestion	*-3 236 392*		-3 236 392	*-3 142 113*		-3 142 113
Total des crédits ouverts	***149 290 585***		**149 290 585**	***149 788 564***		**149 788 564**
Annulations proposées	***7 503 925***		**7 503 925**	***7 122 871***		**7 122 871**

Motifs des annulations

Annulation de -7,5 M€ en AE et -7,1 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution ainsi que sur de moindres consommations prévisionnelles.

Administration générale et territoriale de l'État

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 932 735 837*	*3 063 441 002*	4 996 176 839	*2 018 102 461*	*3 063 441 002*	5 081 543 463
Modifications intervenues en gestion	*284 677 894*	*8 190 760*	292 868 654	*52 248 984*	*8 190 760*	60 439 743
Total des crédits ouverts	***2 217 413 731***	***3 071 631 762***	**5 289 045 493**	***2 070 351 445***	***3 071 631 762***	**5 141 983 206**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***41 422 550***		**41 422 550**	***92 179 055***		**92 179 055**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-41 422 550***		**-41 422 550**	***-92 179 055***		**-92 179 055**

Programme n° 354 : Administration territoriale de l'État

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*639 660 591*	*2 149 963 134*	2 789 623 725	*589 086 757*	*2 149 963 134*	2 739 049 891
Modifications intervenues en gestion	*29 462 612*	*6 426 883*	35 889 495	*14 760 863*	*6 426 883*	21 187 746
Total des crédits ouverts	***669 123 203***	***2 156 390 017***	**2 825 513 220**	***603 847 620***	***2 156 390 017***	**2 760 237 637**
Annulations proposées	***17 924 361***		**17 924 361**	***15 142 801***		**15 142 801**

Motifs des annulations

Annulation de -17,9 M€ en AE et -15,1 M€ en CP portant sur la réserve de précaution.

Programme n° 232 : Vie politique

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*284 338 683*	*15 222 943*	299 561 626	*285 702 077*	*15 222 943*	300 925 020
Modifications intervenues en gestion	*4 229 883*		4 229 883	*13 355 956*		13 355 956
Total des crédits ouverts	***288 568 566***	***15 222 943***	**303 791 509**	***299 058 033***	***15 222 943***	**314 280 976**
Annulations proposées	***14 730 381***		**14 730 381**	***19 507 127***		**19 507 127**

Motifs des annulations

Annulation de -14,7 M€ en AE et -19,5 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution, ainsi que de moindres consommations prévisionnelles.

Programme n° 216 : Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 008 736 563*	*898 254 925*	1 906 991 488	*1 143 313 627*	*898 254 925*	2 041 568 552
Modifications intervenues en gestion	*250 985 399*	*1 763 876*	252 749 275	*24 132 165*	*1 763 876*	25 896 041
Total des crédits ouverts	***1 259 721 962***	***900 018 801***	**2 159 740 763**	***1 167 445 792***	***900 018 801***	**2 067 464 593**
Annulations proposées	***8 767 808***		**8 767 808**	***57 529 127***		**57 529 127**

Motifs des annulations

Annulation de -8,8 M€ en AE et -57,5 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution, ainsi qu'une légère sous-consommation attendue sur le programme.

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*3 152 063 859*	*936 415 196*	4 088 479 055	*3 189 440 993*	*936 415 196*	4 125 856 189
Modifications intervenues en gestion	*486 791 325*	*410 534*	487 201 859	*426 904 163*	*410 534*	427 314 697
Total des crédits ouverts	***3 638 855 184***	***936 825 730***	**4 575 680 914**	***3 616 345 155***	***936 825 730***	**4 553 170 885**
Ouvertures proposées	***285 000 000***		**285 000 000**	***170 000 000***		**170 000 000**
Annulations proposées	***55 363 592***		**55 363 592**	***29 689 026***		**29 689 026**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***229 636 408***		**229 636 408**	***140 310 974***		**140 310 974**

Programme n° 149 : Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*2 163 980 928*		2 163 980 928	*2 188 026 962*		2 188 026 962
Modifications intervenues en gestion	*281 207 444*		281 207 444	*282 430 940*		282 430 940
Total des crédits ouverts	***2 445 188 372***		**2 445 188 372**	***2 470 457 902***		**2 470 457 902**
Ouvertures proposées	***285 000 000***		**285 000 000**	***170 000 000***		**170 000 000**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 285,0 M€ en AE et 170,0 M€ en CP permettant de financer notamment le plan « Climat, Adaptation, Sécheresse, Incendies » (fonds de réarmement agricole, guichets d'aides au gazole non routier agricole, amorçage des prêts à taux zéro sécheresse pour les agriculteurs).

Programme n° 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*463 989 151*	*369 807 303*	833 796 454	*462 949 870*	*369 807 303*	832 757 173
Modifications intervenues en gestion	*122 239 538*		122 239 538	*129 795 308*		129 795 308
Total des crédits ouverts	***586 228 689***	***369 807 303***	**956 035 992**	***592 745 178***	***369 807 303***	**962 552 481**
Annulations proposées	***55 326 227***		**55 326 227**	***29 651 661***		**29 651 661**

Motifs des annulations

Annulation de -55,3 M€ en AE et -29,7 M€ en CP au titre de l'annulation d'une partie de la réserve de précaution, après prise en compte de l'ensemble des besoins pour la gestion 2026.

Programme n° 215 : Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*75 093 780*	*566 607 893*	641 701 673	*89 464 161*	*566 607 893*	656 072 054
Modifications intervenues en gestion	*83 344 343*	*410 534*	83 754 877	*14 677 914*	*410 534*	15 088 448
Total des crédits ouverts	***158 438 123***	***567 018 427***	**725 456 550**	***104 142 075***	***567 018 427***	**671 160 502**
Annulations proposées	***37 365***		**37 365**	***37 365***		**37 365**

Motifs des annulations

Annulation de -37 k€ en AE et -37 k€ en CP au titre de l'annulation d'une partie de la réserve de précaution, après prise en compte de l'ensemble des besoins pour la gestion 2026.

Aide publique au développement

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*4 326 429 075*		4 326 429 075	*3 569 384 015*		3 569 384 015
Modifications intervenues en gestion	*41 305 228*		41 305 228	*4 447 218*		4 447 218
Total des crédits ouverts	***4 367 734 303***		**4 367 734 303**	***3 573 831 233***		**3 573 831 233**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***381 420 804***		**381 420 804**	***57 153 258***		**57 153 258**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-381 420 804***		**-381 420 804**	***-57 153 258***		**-57 153 258**

Programme n° 110 : Aide économique et financière au développement

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 301 608 758*		1 301 608 758	*1 238 281 282*		1 238 281 282
Modifications intervenues en gestion	*13 514 120*		13 514 120	*6 656 773*		6 656 773
Total des crédits ouverts	***1 315 122 878***		**1 315 122 878**	***1 244 938 055***		**1 244 938 055**
Annulations proposées	***244 757 056***		**244 757 056**	***11 163 525***		**11 163 525**

Motifs des annulations

Annulation de -244,8 M€ en AE et -11,2 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution ainsi que sur des crédits des bonifications.

Programme n° 209 : Solidarité à l'égard des pays en développement

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 081 134 613*		1 081 134 613	*1 493 102 733*		1 493 102 733
Modifications intervenues en gestion	*-10 309 698*		-10 309 698	*-8 310 361*		-8 310 361
Total des crédits ouverts	***1 070 824 915***		**1 070 824 915**	***1 484 792 372***		**1 484 792 372**
Annulations proposées	***136 663 748***		**136 663 748**	***45 989 733***		**45 989 733**

Motifs des annulations

Annulation de -136,7 M€ en AE et -46,0 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution et de moindres consommations prévisionnelles.

Cohésion des territoires

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*22 426 107 911*	*27 250 559*	22 453 358 470	*22 543 648 055*	*27 250 559*	22 570 898 614
Modifications intervenues en gestion	*1 102 316 961*	*-7 466 900*	1 094 850 061	*1 132 529 254*	*-7 466 900*	1 125 062 354
Total des crédits ouverts	***23 528 424 872***	***19 783 659***	**23 548 208 531**	***23 676 177 309***	***19 783 659***	**23 695 960 968**
Ouvertures proposées	***746 678 390***		**746 678 390**	***746 678 390***		**746 678 390**
Annulations proposées	***165 228 960***		**165 228 960**	***178 069 514***		**178 069 514**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***581 449 430***		**581 449 430**	***568 608 876***		**568 608 876**

Programme n° 177 : Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*3 046 689 925*		3 046 689 925	*3 071 443 369*		3 071 443 369
Modifications intervenues en gestion	*21 362 576*		21 362 576	*36 543 219*		36 543 219
Total des crédits ouverts	***3 068 052 501***		**3 068 052 501**	***3 107 986 588***		**3 107 986 588**
Ouvertures proposées	***101 500 000***		**101 500 000**	***101 500 000***		**101 500 000**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 101,5 M€ en AE et 101,5 M€ en CP afin de financer le maintien du parc d'hébergement d'urgence à 203 000 places.

Programme n° 109 : Aide à l'accès au logement

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*16 572 135 643*		16 572 135 643	*16 572 135 643*		16 572 135 643
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***16 572 135 643***		**16 572 135 643**	***16 572 135 643***		**16 572 135 643**
Ouvertures proposées	***645 178 390***		**645 178 390**	***645 178 390***		**645 178 390**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 645,2 M€ en AE et 645,2 M€ en CP au titre de la dynamique constatée sur les dépenses d'aides au logement.

Programme n° 135 : Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 838 343 472*		1 838 343 472	*1 945 445 390*		1 945 445 390
Modifications intervenues en gestion	*474 250 314*		474 250 314	*717 481 912*		717 481 912
Total des crédits ouverts	***2 312 593 786***		**2 312 593 786**	***2 662 927 302***		**2 662 927 302**
Annulations proposées	***94 250 094***		**94 250 094**	***122 633 113***		**122 633 113**

Motifs des annulations

Annulation de -94,3 M€ en AE et -122,6 M€ en CP portant sur la réserve de précaution et tirant les conséquences des mesures de recentrage sur MaPrimeRénov' actées le 1er septembre 2026.

Programme n° 112 : Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*271 509 941*	*8 107 239*	279 617 180	*256 922 341*	*8 107 239*	265 029 580
Modifications intervenues en gestion	*61 609 107*		61 609 107	*114 147 188*		114 147 188
Total des crédits ouverts	***333 119 048***	***8 107 239***	**341 226 287**	***371 069 529***	***8 107 239***	**379 176 768**
Annulations proposées	***28 605 572***		**28 605 572**	***15 207 920***		**15 207 920**

Motifs des annulations

Annulation de -28,6 M€ en AE et -15,2 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution en AE, et en partie en CP.

Programme n° 147 : Politique de la ville

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*617 603 640*	*19 143 320*	636 746 960	*617 603 640*	*19 143 320*	636 746 960
Modifications intervenues en gestion	*-8 822 751*	*-7 466 900*	-16 289 651	*-10 754 621*	*-7 466 900*	-18 221 521
Total des crédits ouverts	***608 780 889***	***11 676 420***	**620 457 309**	***606 849 019***	***11 676 420***	**618 525 439**
Annulations proposées	***37 718 778***		**37 718 778**	***35 786 908***		**35 786 908**

Motifs des annulations

Annulation de -37,7 M€ en AE et -35,8 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 162 : Interventions territoriales de l'État

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*79 825 290*		79 825 290	*80 097 672*		80 097 672
Modifications intervenues en gestion	*553 917 715*		553 917 715	*275 111 556*		275 111 556
Total des crédits ouverts	***633 743 005***		**633 743 005**	***355 209 228***		**355 209 228**
Annulations proposées	***4 654 516***		**4 654 516**	***4 441 573***		**4 441 573**

Motifs des annulations

Annulation de -4,7 M€ en AE et -4,4 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution et en excluant les dépenses de reconstruction pour Mayotte.

Conseil et contrôle de l'État

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*100 834 535*	*732 619 809*	833 454 344	*133 496 915*	*732 619 809*	866 116 724
Modifications intervenues en gestion	*27 090 900*	*-183 651*	26 907 249	*5 256 808*	*-183 651*	5 073 157
Total des crédits ouverts	***127 925 435***	***732 436 158***	**860 361 593**	***138 753 723***	***732 436 158***	**871 189 881**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***53 716***		**53 716**	***85 792***		**85 792**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-53 716***		**-53 716**	***-85 792***		**-85 792**

Programme n° 126 : Conseil économique, social et environnemental

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*6 165 393*	*27 791 045*	33 956 438	*6 211 521*	*27 791 045*	34 002 566
Modifications intervenues en gestion	*-92 381*		-92 381	*-108 970*		-108 970
Total des crédits ouverts	***6 073 012***	***27 791 045***	**33 864 057**	***6 102 551***	***27 791 045***	**33 893 596**
Annulations proposées	***53 716***		**53 716**	***85 792***		**85 792**

Motifs des annulations

Annulation de -0,1 M€ en AE et -0,1 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Culture

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*2 989 545 388*	*763 632 585*	3 753 177 973	*2 980 914 596*	*763 632 585*	3 744 547 181
Modifications intervenues en gestion	*103 588 138*	*-10 197 701*	93 390 437	*77 135 842*	*-10 197 701*	66 938 142
Total des crédits ouverts	***3 093 133 526***	***753 434 884***	**3 846 568 410**	***3 058 050 438***	***753 434 884***	**3 811 485 323**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***117 343 651***		**117 343 651**	***71 581 366***		**71 581 366**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-117 343 651***		**-117 343 651**	***-71 581 366***		**-71 581 366**

Programme n° 175 : Patrimoines

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 059 487 499*		1 059 487 499	*1 137 477 968*		1 137 477 968
Modifications intervenues en gestion	*115 534 023*		115 534 023	*82 960 666*		82 960 666
Total des crédits ouverts	***1 175 021 522***		**1 175 021 522**	***1 220 438 634***		**1 220 438 634**
Annulations proposées	***52 194 861***		**52 194 861**	***46 043 345***		**46 043 345**

Motifs des annulations

Annulation de -52,2 M€ en AE et -46,0 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 131 : Création

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 068 252 592*		1 068 252 592	*997 839 481*		997 839 481
Modifications intervenues en gestion	*-15 143 611*		-15 143 611	*-12 788 347*		-12 788 347
Total des crédits ouverts	***1 053 108 981***		**1 053 108 981**	***985 051 134***		**985 051 134**
Annulations proposées	***30 644 520***		**30 644 520**	***15 617 803***		**15 617 803**

Motifs des annulations

Annulation de -30,6 M€ en AE et -15,6 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 361 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*756 197 373*		756 197 373	*741 129 048*		741 129 048
Modifications intervenues en gestion	*-647 904*		-647 904	*3 244 302*		3 244 302
Total des crédits ouverts	***755 549 469***		**755 549 469**	***744 373 350***		**744 373 350**
Annulations proposées	***31 574 976***		**31 574 976**	***8 257 159***		**8 257 159**

Motifs des annulations

Annulation de -31,6 M€ en AE et -8,3 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 224 : Soutien aux politiques du ministère de la culture

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*105 607 924*	*763 632 585*	869 240 509	*104 468 099*	*763 632 585*	868 100 684
Modifications intervenues en gestion	*3 845 630*	*-10 197 701*	-6 352 071	*3 719 221*	*-10 197 701*	-6 478 480
Total des crédits ouverts	***109 453 554***	***753 434 884***	**862 888 438**	***108 187 320***	***753 434 884***	**861 622 204**
Annulations proposées	***2 929 294***		**2 929 294**	***1 663 059***		**1 663 059**

Motifs des annulations

Annulation de -2,9 M€ en AE et -1,7 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Défense

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*68 997 252 107*	*23 831 227 901*	92 828 480 008	*42 644 248 335*	*23 831 227 901*	66 475 476 236
Modifications intervenues en gestion	*45 096 602 487*	*245 767 532*	45 342 370 019	*1 174 034 286*	*245 767 532*	1 419 801 819
Total des crédits ouverts	***114 093 854 594***	***24 076 995 433***	**138 170 850 027**	***43 818 282 621***	***24 076 995 433***	**67 895 278 055**
Ouvertures proposées	***200 000 000***		**200 000 000**	***700 000 000***		**700 000 000**
Annulations proposées	***166 424 114***		**166 424 114**			
Total net des ouvertures et annulations proposées	***33 575 886***		**33 575 886**	***700 000 000***		**700 000 000**

Programme n° 144 : Environnement et prospective de la politique de défense

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*2 728 517 446*		2 728 517 446	*2 268 486 422*		2 268 486 422
Modifications intervenues en gestion	*368 378 767*		368 378 767	*40 084 172*		40 084 172
Total des crédits ouverts	***3 096 896 213***		**3 096 896 213**	***2 308 570 594***		**2 308 570 594**
Annulations proposées	***20 260 861***		**20 260 861**			

Motifs des annulations

Annulation de -20,3 M€ en AE portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 178 : Préparation et emploi des forces

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*17 140 280 154*		17 140 280 154	*15 745 132 934*		15 745 132 934
Modifications intervenues en gestion	*1 634 608 769*		1 634 608 769	*494 635 021*		494 635 021
Total des crédits ouverts	***18 774 888 923***		**18 774 888 923**	***16 239 767 955***		**16 239 767 955**
Ouvertures proposées	***200 000 000***		**200 000 000**	***200 000 000***		**200 000 000**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 200,0 M€ en AE et 200,0 M€ en CP afin de respecter les engagements pris en loi de programmation militaire dont la couverture des surcoûts opérationnels.

Programme n° 212 : Soutien de la politique de la défense

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 998 186 180*	*23 831 227 901*	25 829 414 081	*1 785 151 670*	*23 831 227 901*	25 616 379 571
Modifications intervenues en gestion	*2 930 605*	*245 767 532*	248 698 137	*-4 093 477*	*245 767 532*	241 674 055
Total des crédits ouverts	***2 001 116 785***	***24 076 995 433***	**26 078 112 218**	***1 781 058 193***	***24 076 995 433***	**25 858 053 626**
Annulations proposées	***9 640 395***		**9 640 395**			

Motifs des annulations

Annulation de -9,6 M€ en AE portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 146 : Équipement des forces

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*47 130 268 327*		47 130 268 327	*22 845 477 309*		22 845 477 309
Modifications intervenues en gestion	*43 090 684 346*		43 090 684 346	*643 408 571*		643 408 571
Total des crédits ouverts	***90 220 952 673***		**90 220 952 673**	***23 488 885 880***		**23 488 885 880**
Ouvertures proposées				***500 000 000***		**500 000 000**
Annulations proposées	***136 522 858***		**136 522 858**			

Motifs des ouvertures

Ouverture de 500,0 M€ en CP afin d'accélérer dès 2026 les paiements liés au réarmement de la France.

Motifs des annulations

Annulation de -136,5 M€ en AE afin de prendre en compte l'actualisation des besoins du programme.

Direction de l'action du Gouvernement

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*633 876 550*	*386 886 791*	1 020 763 341	*665 588 549*	*386 886 791*	1 052 475 340
Modifications intervenues en gestion	*143 770 369*	*2 678 710*	146 449 078	*163 879 814*	*2 678 710*	166 558 524
Total des crédits ouverts	***777 646 919***	***389 565 501***	**1 167 212 419**	***829 468 363***	***389 565 501***	**1 219 033 864**
Ouvertures proposées	***25 473 924***		**25 473 924**			
Annulations proposées	***536 316***		**536 316**	***11 693 522***		**11 693 522**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***24 937 608***		**24 937 608**	***-11 693 522***		**-11 693 522**

Programme n° 129 : Coordination du travail gouvernemental

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*565 150 215*	*316 889 793*	882 040 008	*595 421 320*	*316 889 793*	912 311 113
Modifications intervenues en gestion	*144 348 740*	*2 652 866*	147 001 605	*164 498 357*	*2 652 866*	167 151 223
Total des crédits ouverts	***709 498 955***	***319 542 659***	**1 029 041 613**	***759 919 677***	***319 542 659***	**1 079 462 336**
Ouvertures proposées	***25 473 924***		**25 473 924**			
Annulations proposées				***11 149 863***		**11 149 863**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 25,5 M€ en AE afin de financer les besoins immobiliers du programme.

Motifs des annulations

Annulation de -11,1 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution, ainsi que sur une sous-consommation attendue sur le programme.

Programme n° 308 : Protection des droits et libertés

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*68 726 335*	*69 996 998*	138 723 333	*70 167 229*	*69 996 998*	140 164 227
Modifications intervenues en gestion	*-578 371*	*25 844*	-552 527	*-618 543*	*25 844*	-592 699
Total des crédits ouverts	***68 147 964***	***70 022 842***	**138 170 806**	***69 548 686***	***70 022 842***	**139 571 528**
Annulations proposées	***536 316***		**536 316**	***543 659***		**543 659**

Motifs des annulations

Annulation de -0,5 M€ en AE et -0,5 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Écologie, développement et mobilité durables

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*22 275 379 336*	*3 145 619 781*	25 420 999 117	*19 617 203 221*	*3 145 619 781*	22 762 823 002
Modifications intervenues en gestion	*6 164 979 856*	*6 327 139*	6 171 306 994	*5 798 000 876*	*6 327 139*	5 804 328 015
Total des crédits ouverts	***28 440 359 192***	***3 151 946 920***	**31 592 306 111**	***25 415 204 097***	***3 151 946 920***	**28 567 151 017**
Ouvertures proposées	***142 163 113***		**142 163 113**	***202 028 183***		**202 028 183**
Annulations proposées	***1 344 736 319***		**1 344 736 319**	***1 176 418 710***		**1 176 418 710**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-1 202 573 206***		**-1 202 573 206**	***-974 390 527***		**-974 390 527**

Programme n° 203 : Infrastructures et services de transports

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*5 902 083 605*		5 902 083 605	*4 607 896 985*		4 607 896 985
Modifications intervenues en gestion	*5 591 088 666*		5 591 088 666	*3 451 053 634*		3 451 053 634
Total des crédits ouverts	***11 493 172 271***		**11 493 172 271**	***8 058 950 619***		**8 058 950 619**
Ouvertures proposées	***130 693 080***		**130 693 080**	***186 874 211***		**186 874 211**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 130,7 M€ en AE et 186,9 M€ en CP au titre de l'aide exceptionnelle versée aux entreprises de transport public routier entre avril et août en raison de la hausse des prix des produits pétroliers due au conflit au Moyen-Orient.

Programme n° 205 : Affaires maritimes, pêche et aquaculture

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*350 283 839*		350 283 839	*309 702 930*		309 702 930
Modifications intervenues en gestion	*56 502 525*		56 502 525	*52 657 197*		52 657 197
Total des crédits ouverts	***406 786 364***		**406 786 364**	***362 360 127***		**362 360 127**
Ouvertures proposées	***10 017 061***		**10 017 061**	***14 568 016***		**14 568 016**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 10,0 M€ en AE et 14,6 M€ en CP afin de financer les dispositifs d'aide de crise à destination des pêcheurs, à savoir le plan de sortie de flotte amphihalin et les aides carburant, en complément des crédits déjà ouverts par décret d'avance.

Programme n° 113 : Paysages, eau et biodiversité

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*375 462 320*		375 462 320	*391 492 384*		391 492 384
Modifications intervenues en gestion	*6 270 287*		6 270 287	*9 584 246*		9 584 246
Total des crédits ouverts	***381 732 607***		**381 732 607**	***401 076 630***		**401 076 630**
Ouvertures proposées	***1 452 972***		**1 452 972**	***585 956***		**585 956**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 1,5 M€ en AE et 0,6 M€ en CP afin de solder la prise en charge du contentieux de Beynac.

Programme n° 159 : Expertise, information géographique et météorologie

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*668 201 542*		668 201 542	*668 201 542*		668 201 542
Modifications intervenues en gestion	*-3 997 229*		-3 997 229	*-4 749 658*		-4 749 658
Total des crédits ouverts	***664 204 313***		**664 204 313**	***663 451 884***		**663 451 884**
Annulations proposées	***6 908 158***		**6 908 158**	***6 320 728***		**6 320 728**

Motifs des annulations

Annulation de -6,9 M€ en AE et -6,3 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 181 : Prévention des risques

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*2 597 898 812*		2 597 898 812	*1 458 914 694*		1 458 914 694
Modifications intervenues en gestion	*-26 533 889*		-26 533 889	*-16 921 726*		-16 921 726
Total des crédits ouverts	***2 571 364 923***		**2 571 364 923**	***1 441 992 968***		**1 441 992 968**
Annulations proposées	***127 362 794***		**127 362 794**	***28 481 496***		**28 481 496**

Motifs des annulations

Annulation de -127,4 M€ en AE et -28,5 M€ en CP portant en partie sur la réserve de précaution, après intégration des sous-consommations attendues, et en tenant compte du rythme de décaissement du fonds Barnier.

Programme n° 345 : Service public de l'énergie

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*10 089 815 055*		10 089 815 055	*9 583 676 708*		9 583 676 708
Modifications intervenues en gestion	*-205 662 191*		-205 662 191	*-557 733 252*		-557 733 252
Total des crédits ouverts	***9 884 152 864***		**9 884 152 864**	***9 025 943 456***		**9 025 943 456**
Annulations proposées	***1 188 651 043***		**1 188 651 043**	***1 116 647 394***		**1 116 647 394**

Motifs des annulations

Annulation de -1 188,7 M€ en AE et -1 116,6 M€ en CP tirant les conséquences de la hausse des prix de l'énergie.

Programme n° 217 : Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*231 187 068*	*2 916 787 954*	3 147 975 022	*282 503 676*	*2 916 787 954*	3 199 291 630
Modifications intervenues en gestion	*64 387 511*	*6 327 139*	70 714 650	*5 154 056*	*6 327 139*	11 481 194
Total des crédits ouverts	***295 574 579***	***2 923 115 093***	**3 218 689 672**	***287 657 732***	***2 923 115 093***	**3 210 772 824**
Annulations proposées	***17 520 101***		**17 520 101**	***21 496 557***		**21 496 557**

Motifs des annulations

Annulation de -17,5 M€ en AE et -21,5 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution et les crédits qui ne seront pas mobilisés d'ici la fin de gestion, afin de tenir compte du rythme de décaissement des crédits.

Programme n° 235 : Sûreté nucléaire et radioprotection

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*114 126 807*	*228 831 827*	342 958 634	*118 736 333*	*228 831 827*	347 568 160
Modifications intervenues en gestion	*18 400 238*		18 400 238	*19 495 184*		19 495 184
Total des crédits ouverts	***132 527 045***	***228 831 827***	**361 358 872**	***138 231 517***	***228 831 827***	**367 063 344**
Annulations proposées	***4 294 223***		**4 294 223**	***3 472 535***		**3 472 535**

Motifs des annulations

Annulation de -4,3 M€ en AE et -3,5 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Économie

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*2 666 717 774*	*991 805 071*	3 658 522 845	*2 520 801 475*	*991 805 071*	3 512 606 546
Modifications intervenues en gestion	*1 289 780 822*	*3 204 279*	1 292 985 101	*1 519 285 963*	*3 204 279*	1 522 490 242
Total des crédits ouverts	***3 956 498 596***	***995 009 350***	**4 951 507 946**	***4 040 087 438***	***995 009 350***	**5 035 096 788**
Ouvertures proposées				***66 062 866***		**66 062 866**
Annulations proposées	***59 215 583***		**59 215 583**	***140 883 221***		**140 883 221**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-59 215 583***		**-59 215 583**	***-74 820 355***		**-74 820 355**

Programme n° 134 : Développement des entreprises et régulations

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*2 059 510 692*	*431 192 560*	2 490 703 252	*1 649 285 959*	*431 192 560*	2 080 478 519
Modifications intervenues en gestion	*76 881 337*	*783 558*	77 664 895	*227 765 108*	*783 558*	228 548 666
Total des crédits ouverts	***2 136 392 029***	***431 976 118***	**2 568 368 147**	***1 877 051 067***	***431 976 118***	**2 309 027 185**
Ouvertures proposées				***66 062 866***		**66 062 866**
Annulations proposées	***49 936 839***		**49 936 839**			

Motifs des ouvertures

Ouverture de 66,1 M€ en CP afin notamment de financer les besoins en 2026 au titre de plusieurs dispositifs dans le cadre de la crise énergétique, en particulier le guichet de soutien aux secteurs de la chimie et des engrais, les prêts de soutien de Bpifrance, l'aide GNR BTP, ainsi que les besoins pour 2026 liés aux mesures de soutien aux commerces touchés par les dégradations des samedi 17 et dimanche 18 octobre 2026.

Motifs des annulations

Annulation de -49,9 M€ en AE permise par la non-consommation d'une partie de la réserve de précaution, mobilisée par ailleurs pour financer une partie des dépenses pour faire face à la crise énergétique.

Programme n° 343 : Plan France Très haut débit

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*15 906 709*		15 906 709	*282 279 410*		282 279 410
Modifications intervenues en gestion				*76 941 872*		76 941 872
Total des crédits ouverts	***15 906 709***		**15 906 709**	***359 221 282***		**359 221 282**
Annulations proposées	***976 709***		**976 709**	***133 454 832***		**133 454 832**

Motifs des annulations

Annulation de -1,0 M€ en AE et -133,5 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution et tenant compte des rythmes de décaissement des projets portés.

Programme n° 220 : Statistiques et études économiques

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*76 160 725*	*411 473 058*	487 633 783	*72 580 591*	*411 473 058*	484 053 649
Modifications intervenues en gestion	*15 488 858*	*2 420 721*	17 909 579	*14 316 878*	*2 420 721*	16 737 599
Total des crédits ouverts	***91 649 583***	***413 893 779***	**505 543 362**	***86 897 469***	***413 893 779***	**500 791 248**
Annulations proposées	***3 065 832***		**3 065 832**	***3 572 353***		**3 572 353**

Motifs des annulations

Annulation de -3,1 M€ en AE et -3,6 M€ en CP portant sur la réserve de précaution résiduelle ainsi que sur des crédits de fonctionnement, informatiques et immobiliers qui ne seront pas consommés d'ici la fin de l'exercice.

Programme n° 305 : Stratégies économiques

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*515 139 648*	*149 139 453*	664 279 101	*516 655 515*	*149 139 453*	665 794 968
Modifications intervenues en gestion	*4 257 972*		4 257 972	*7 109 450*		7 109 450
Total des crédits ouverts	***519 397 620***	***149 139 453***	**668 537 073**	***523 764 965***	***149 139 453***	**672 904 418**
Annulations proposées	***5 236 203***		**5 236 203**	***3 856 036***		**3 856 036**

Motifs des annulations

Annulation de -5,2 M€ en AE et -3,9 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Engagements financiers de l'État

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*60 162 529 569*		60 162 529 569	*60 341 209 199*		60 341 209 199
Modifications intervenues en gestion	*9 158 438*		9 158 438	*3 042 263*		3 042 263
Total des crédits ouverts	***60 171 688 007***		**60 171 688 007**	***60 344 251 462***		**60 344 251 462**
Ouvertures proposées	***4 532 244 014***		**4 532 244 014**	***4 532 244 014***		**4 532 244 014**
Annulations proposées	***27 496 134***		**27 496 134**	***29 140 517***		**29 140 517**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***4 504 747 880***		**4 504 747 880**	***4 503 103 497***		**4 503 103 497**

Programme n° 117 : Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*58 615 000 000*		58 615 000 000	*58 615 000 000*		58 615 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***58 615 000 000***		**58 615 000 000**	***58 615 000 000***		**58 615 000 000**
Ouvertures proposées	***3 481 000 000***		**3 481 000 000**	***3 481 000 000***		**3 481 000 000**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 3 481,0 M€ en AE et 3 481,0 M€ en CP au titre d'une révision à la hausse de la charge de la dette de l'État, en raison d'une inflation et de taux courts et longs plus élevés qu'anticipé, résultant notamment du relèvement des taux d'intérêt directeurs par la BCE et de la guerre au Moyen-Orient.

Programme n° 355 : Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*661 000 000*		661 000 000	*661 000 000*		661 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***661 000 000***		**661 000 000**	***661 000 000***		**661 000 000**
Ouvertures proposées	***3 000 000***		**3 000 000**	***3 000 000***		**3 000 000**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 3,0 M€ en AE et 3,0 M€ en CP au titre d'une révision à la hausse de la charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État, en raison de la présence résiduelle d'emprunts à taux variables et indexés sur l'inflation dans cette dette.

Programme n° 114 : Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*790 362 961*		790 362 961	*790 362 961*		790 362 961
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***790 362 961***		**790 362 961**	***790 362 961***		**790 362 961**
Ouvertures proposées	***1 048 244 014***		**1 048 244 014**	***1 048 244 014***		**1 048 244 014**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 1 048,2 M€ en AE et 1 048,2 M€ en CP afin de prendre en charge des appels en garantie plus importants qu'initialement anticipé notamment au titre des prêts garantis par l'État (PGE).

Programme n° 145 : Épargne

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*96 166 608*		96 166 608	*96 166 608*		96 166 608
Modifications intervenues en gestion	*-2 742 767*		-2 742 767	*-2 959 298*		-2 959 298
Total des crédits ouverts	***93 423 841***		**93 423 841**	***93 207 310***		**93 207 310**
Annulations proposées	***27 174 929***		**27 174 929**	***26 958 398***		**26 958 398**

Motifs des annulations

Annulation de -27,2 M€ en AE et -27,0 M€ en CP compte tenu de la dynamique des dépenses de paiement des primes d'épargne-logement constatée en cours d'année.

Programme n° 344 : Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				*178 679 630*		178 679 630
Modifications intervenues en gestion	*11 901 205*		11 901 205	*6 001 561*		6 001 561
Total des crédits ouverts	***11 901 205***		**11 901 205**	***184 681 191***		**184 681 191**
Annulations proposées	***321 205***		**321 205**	***2 182 119***		**2 182 119**

Motifs des annulations

Annulation de -0,3 M€ en AE et -2,2 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution en CP ainsi que sur les crédits reportés en AE qui ne seront pas consommés en 2026.

Enseignement scolaire

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*5 143 467 427*	*84 456 715 562*	89 600 182 989	*5 164 287 570*	*84 456 715 562*	89 621 003 132
Modifications intervenues en gestion	*321 111 605*	*6 668 247*	327 779 852	*27 749 257*	*6 668 247*	34 417 504
Total des crédits ouverts	***5 464 579 032***	***84 463 383 809***	**89 927 962 841**	***5 192 036 827***	***84 463 383 809***	**89 655 420 636**
Ouvertures proposées	***5 789 144***	***16 600 782***	**22 389 926**	***215 227 096***	***16 600 782***	**231 827 878**
Annulations proposées	***10 928 813***		**10 928 813**	***10 399 319***		**10 399 319**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-5 139 669***	***16 600 782***	**11 461 113**	***204 827 777***	***16 600 782***	**221 428 559**

Programme n° 140 : Enseignement scolaire public du premier degré

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*54 723 996*	*27 854 974 129*	27 909 698 125	*57 167 151*	*27 854 974 129*	27 912 141 280
Modifications intervenues en gestion	*5 432 508*	*849 757*	6 282 265	*5 870 935*	*849 757*	6 720 692
Total des crédits ouverts	***60 156 504***	***27 855 823 886***	**27 915 980 390**	***63 038 086***	***27 855 823 886***	**27 918 861 972**
Annulations proposées	***4 311 484***		**4 311 484**	***4 372 521***		**4 372 521**

Motifs des annulations

Annulation de -4,3 M€ en AE et -4,4 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 141 : Enseignement scolaire public du second degré

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*355 190 736*	*39 646 484 228*	40 001 674 964	*355 134 171*	*39 646 484 228*	40 001 618 399
Modifications intervenues en gestion	*2 360 549*	*3 929 128*	6 289 677	*2 761 989*	*3 929 128*	6 691 117
Total des crédits ouverts	***357 551 285***	***39 650 413 356***	**40 007 964 641**	***357 896 160***	***39 650 413 356***	**40 008 309 516**
Ouvertures proposées		***16 600 782***	**16 600 782**		***16 600 782***	**16 600 782**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 16,6 M€ en AE et 16,6 M€ en CP de crédits de titre 2 au titre de la mise en œuvre des engagements du Gouvernement pour la jeunesse, *via* le recrutement de 920 enseignants contractuels remplaçants et la mobilisation de 18 000 parts de Pacte enseignant.

Programme n° 139 : Enseignement privé du premier et du second degrés

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*896 543 059*	*7 974 120 679*	8 870 663 738	*896 508 023*	*7 974 120 679*	8 870 628 702
Modifications intervenues en gestion	*-6 743 526*		-6 743 526	*-7 297 094*		-7 297 094
Total des crédits ouverts	***889 799 533***	***7 974 120 679***	**8 863 920 212**	***889 210 929***	***7 974 120 679***	**8 863 331 608**
Annulations proposées	***6 617 329***		**6 617 329**	***6 026 798***		**6 026 798**

Motifs des annulations

Annulation de -6,6 M€ en AE et -6,0 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 214 : Soutien de la politique de l'éducation nationale

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*812 934 927*	*2 199 743 616*	3 012 678 543	*846 219 238*	*2 199 743 616*	3 045 962 854
Modifications intervenues en gestion	*314 714 365*	*1 846 273*	316 560 639	*14 934 710*	*1 846 273*	16 780 983
Total des crédits ouverts	***1 127 649 292***	***2 201 589 889***	**3 329 239 182**	***861 153 948***	***2 201 589 889***	**3 062 743 837**
Ouvertures proposées				***206 424 589***		**206 424 589**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 206,4 M€ en CP pour finaliser l'acquisition de l'immeuble permettant le déménagement des services centraux du ministère de l'Éducation nationale à Gentilly.

Programme n° 143 : Enseignement technique agricole

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*598 811 689*	*1 149 864 516*	1 748 676 205	*580 068 088*	*1 149 864 516*	1 729 932 604
Modifications intervenues en gestion	*-591 246*		-591 246	*645 900*		645 900
Total des crédits ouverts	***598 220 443***	***1 149 864 516***	**1 748 084 959**	***580 713 988***	***1 149 864 516***	**1 730 578 504**
Ouvertures proposées	***5 789 144***		**5 789 144**	***8 802 507***		**8 802 507**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 5,8 M€ en AE et 8,8 M€ en CP permettant de financer les besoins en gestion du programme, notamment pour l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap.

Gestion des finances publiques

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*2 263 122 305*	*8 891 704 655*	11 154 826 960	*2 126 177 975*	*8 891 704 655*	11 017 882 630
Modifications intervenues en gestion	*54 245 208*	*18 880 237*	73 125 445	*17 118 128*	*18 880 237*	35 998 365
Total des crédits ouverts	***2 317 367 513***	***8 910 584 892***	**11 227 952 405**	***2 143 296 103***	***8 910 584 892***	**11 053 880 995**
Ouvertures proposées	***31 121 379***		**31 121 379**	***10 593 401***		**10 593 401**
Annulations proposées	***21 538 397***		**21 538 397**	***40 044 197***		**40 044 197**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***9 582 982***		**9 582 982**	***-29 450 796***		**-29 450 796**

Programme n° 156 : Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 316 855 702*	*6 964 133 632*	8 280 989 334	*1 247 010 755*	*6 964 133 632*	8 211 144 387
Modifications intervenues en gestion	*26 706 828*	*14 235 561*	40 942 389	*9 002 418*	*14 235 561*	23 237 979
Total des crédits ouverts	***1 343 562 530***	***6 978 369 193***	**8 321 931 723**	***1 256 013 173***	***6 978 369 193***	**8 234 382 366**
Annulations proposées	***5 850 172***		**5 850 172**	***34 278 171***		**34 278 171**

Motifs des annulations

Annulation de -5,9 M€ en AE et -34,3 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 218 : Conduite et pilotage des politiques économiques et financières

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*499 839 681*	*540 525 394*	1 040 365 075	*451 453 738*	*540 525 394*	991 979 132
Modifications intervenues en gestion	*6 315 195*	*3 151 146*	9 466 341	*4 277 540*	*3 151 146*	7 428 686
Total des crédits ouverts	***506 154 876***	***543 676 540***	**1 049 831 416**	***455 731 278***	***543 676 540***	**999 407 818**
Annulations proposées	***15 688 225***		**15 688 225**	***5 766 026***		**5 766 026**

Motifs des annulations

Annulation de -15,7 M€ en AE et -5,8 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution en CP et essentiellement sur la réserve de précaution en AE, ainsi que sur les crédits immobiliers et les provisions des contentieux sous-consommés.

Programme n° 302 : Facilitation et sécurisation des échanges

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*446 426 922*	*1 387 045 629*	1 833 472 551	*427 713 482*	*1 387 045 629*	1 814 759 111
Modifications intervenues en gestion	*21 223 185*	*1 493 530*	22 716 715	*3 838 170*	*1 493 530*	5 331 700
Total des crédits ouverts	***467 650 107***	***1 388 539 159***	**1 856 189 266**	***431 551 652***	***1 388 539 159***	**1 820 090 811**
Ouvertures proposées	***31 121 379***		**31 121 379**	***10 593 401***		**10 593 401**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 31,1 M€ en AE et 10,6 M€ en CP afin de permettre de financer notamment la prise à bail de l'autorité douanière européenne (EUCA) à Lille.

Immigration, asile et intégration

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*2 209 012 154*		2 209 012 154	*2 130 584 454*		2 130 584 454
Modifications intervenues en gestion	*87 260 067*		87 260 067	*113 030 040*		113 030 040
Total des crédits ouverts	***2 296 272 221***		**2 296 272 221**	***2 243 614 494***		**2 243 614 494**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***92 818 372***		**92 818 372**	***83 610 484***		**83 610 484**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-92 818 372***		**-92 818 372**	***-83 610 484***		**-83 610 484**

Programme n° 303 : Immigration et asile

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 845 004 221*		1 845 004 221	*1 766 727 085*		1 766 727 085
Modifications intervenues en gestion	*86 406 039*		86 406 039	*108 407 060*		108 407 060
Total des crédits ouverts	***1 931 410 260***		**1 931 410 260**	***1 875 134 145***		**1 875 134 145**
Annulations proposées	***76 148 451***		**76 148 451**	***63 999 999***		**63 999 999**

Motifs des annulations

Annulation de -76,1 M€ en AE et -64,0 M€ en CP portant sur la réserve de précaution.

Programme n° 104 : Intégration et accès à la nationalité française

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*364 007 933*		364 007 933	*363 857 369*		363 857 369
Modifications intervenues en gestion	*854 027*		854 027	*4 622 980*		4 622 980
Total des crédits ouverts	***364 861 960***		**364 861 960**	***368 480 349***		**368 480 349**
Annulations proposées	***16 669 921***		**16 669 921**	***19 610 485***		**19 610 485**

Motifs des annulations

Annulation de -16,7 M€ en AE et -19,6 M€ en CP au titre de la réserve de précaution et au regard de moindres consommations prévisionnelles.

Investir pour la France de 2030

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*450 000 000*		450 000 000	*4 397 829 332*		4 397 829 332
Modifications intervenues en gestion	*1 630 254 572*		1 630 254 572	*-105 110 005*		-105 110 005
Total des crédits ouverts	***2 080 254 572***		**2 080 254 572**	***4 292 719 327***		**4 292 719 327**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***24 750 000***		**24 750 000**	***581 500 158***		**581 500 158**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-24 750 000***		**-24 750 000**	***-581 500 158***		**-581 500 158**

Programme n° 421 : Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				*200 693 126*		200 693 126
Modifications intervenues en gestion				*-4 580 821*		-4 580 821
Total des crédits ouverts				***196 112 305***		**196 112 305**
Annulations proposées				***26 457 301***		**26 457 301**

Motifs des annulations

Annulation de -26,5 M€ en CP compte tenu du moindre besoin d'abondement de la trésorerie des organismes gestionnaires.

Programme n° 422 : Valorisation de la recherche

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				*32 161 600*		32 161 600
Modifications intervenues en gestion				*-734 089*		-734 089
Total des crédits ouverts				***31 427 511***		**31 427 511**
Annulations proposées				***1 034 799***		**1 034 799**

Motifs des annulations

Annulation de -1,0 M€ en CP compte tenu du moindre besoin d'abondement de la trésorerie des organismes gestionnaires.

Programme n° 423 : Accélération de la modernisation des entreprises

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				*136 660 000*		136 660 000
Modifications intervenues en gestion				*-3 119 264*		-3 119 264
Total des crédits ouverts				***133 540 736***		**133 540 736**
Annulations proposées				***14 397 036***		**14 397 036**

Motifs des annulations

Annulation de -14,4 M€ en CP compte tenu du moindre besoin d'abondement de la trésorerie des organismes gestionnaires.

Programme n° 424 : Financement des investissements stratégiques

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale				*2 653 875 009*		2 653 875 009
Modifications intervenues en gestion	*1 630 254 572*		1 630 254 572	*-65 304 247*		-65 304 247
Total des crédits ouverts	***1 630 254 572***		**1 630 254 572**	***2 588 570 762***		**2 588 570 762**
Annulations proposées				***425 388 428***		**425 388 428**

Motifs des annulations

Annulation de -425,4 M€ en CP compte tenu du moindre besoin d'abondement de la trésorerie des organismes gestionnaires.

Programme n° 425 : Financement structurel des écosystèmes d'innovation

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*450 000 000*		450 000 000	*1 374 439 597*		1 374 439 597
Modifications intervenues en gestion				*-31 371 584*		-31 371 584
Total des crédits ouverts	***450 000 000***		**450 000 000**	***1 343 068 013***		**1 343 068 013**
Annulations proposées	***24 750 000***		**24 750 000**	***114 222 594***		**114 222 594**

Motifs des annulations

Annulation de -24,8 M€ en AE et -114,2 M€ en CP au titre de l'annulation de la réserve de précaution en AE et compte tenu du moindre besoin d'abondement de la trésorerie des organismes gestionnaires.

Justice

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*4 800 266 344*	*7 789 241 882*	12 589 508 226	*5 177 335 525*	*7 789 241 882*	12 966 577 407
Modifications intervenues en gestion	*427 612 517*	*138 051*	427 750 568	*7 560 539*	*138 051*	7 698 590
Total des crédits ouverts	***5 227 878 861***	***7 789 379 933***	**13 017 258 794**	***5 184 896 064***	***7 789 379 933***	**12 974 275 997**
Ouvertures proposées				***63 822 411***		**63 822 411**
Annulations proposées	***99 294 147***		**99 294 147**	***87 805 281***		**87 805 281**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-99 294 147***		**-99 294 147**	***-23 982 870***		**-23 982 870**

Programme n° 166 : Justice judiciaire

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 438 352 035*	*3 237 994 681*	4 676 346 716	*1 504 414 907*	*3 237 994 681*	4 742 409 588
Modifications intervenues en gestion	*173 386 630*	*-4 146 863*	169 239 767	*4 529 834*	*-4 146 863*	382 971
Total des crédits ouverts	***1 611 738 665***	***3 233 847 818***	**4 845 586 483**	***1 508 944 741***	***3 233 847 818***	**4 742 792 559**
Ouvertures proposées				***3 382 405***		**3 382 405**
Annulations proposées	***2 470 561***		**2 470 561**			

Motifs des ouvertures

Ouverture de 3,4 M€ en CP afin de prendre en compte la dynamique constatée sur les frais de justice.

Motifs des annulations

Annulation de -2,5 M€ en AE portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 107 : Administration pénitentiaire

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 585 733 266*	*3 577 268 990*	5 163 002 256	*1 928 212 860*	*3 577 268 990*	5 505 481 850
Modifications intervenues en gestion	*176 042 466*	*-240 200*	175 802 266	*553 594*	*-240 200*	313 394
Total des crédits ouverts	***1 761 775 732***	***3 577 028 790***	**5 338 804 522**	***1 928 766 454***	***3 577 028 790***	**5 505 795 244**
Ouvertures proposées				***60 440 006***		**60 440 006**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 60,4 M€ en CP afin de tenir compte de la progression de la population carcérale.

Programme n° 182 : Protection judiciaire de la jeunesse

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*446 631 234*	*709 749 261*	1 156 380 495	*439 933 590*	*709 749 261*	1 149 682 851
Modifications intervenues en gestion	*43 397 826*	*289 806*	43 687 632	*931 561*	*289 806*	1 221 367
Total des crédits ouverts	***490 029 060***	***710 039 067***	**1 200 068 127**	***440 865 151***	***710 039 067***	**1 150 904 218**
Annulations proposées	***21 425 650***		**21 425 650**	***22 137 773***		**22 137 773**

Motifs des annulations

Annulation de -21,4 M€ en AE et -22,1 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 101 : Accès au droit et à la justice

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*806 477 202*		806 477 202	*806 651 453*		806 651 453
Modifications intervenues en gestion	*-1 882 925*		-1 882 925	*-1 864 037*		-1 864 037
Total des crédits ouverts	***804 594 277***		**804 594 277**	***804 787 416***		**804 787 416**
Annulations proposées	***64 149 611***		**64 149 611**	***65 251 710***		**65 251 710**

Motifs des annulations

Annulation de -64,1 M€ en AE et -65,3 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution et afin de tenir compte d'un moindre dynamisme des dépenses d'aide juridictionnelle.

Programme n° 310 : Conduite et pilotage de la politique de la justice

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*521 589 056*	*260 250 459*	781 839 515	*495 667 358*	*260 250 459*	755 917 817
Modifications intervenues en gestion	*36 668 520*	*4 235 308*	40 903 828	*3 409 587*	*4 235 308*	7 644 895
Total des crédits ouverts	***558 257 576***	***264 485 767***	**822 743 343**	***499 076 945***	***264 485 767***	**763 562 712**
Annulations proposées	***11 203 230***		**11 203 230**	***336 052***		**336 052**

Motifs des annulations

Annulation de -11,2 M€ en AE et -0,3 M€ en CP afin de tenir compte de la maîtrise des dépenses de fonctionnement et du report du renouvellement de baux.

Programme n° 335 : Conseil supérieur de la magistrature

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 483 551*	*3 978 491*	5 462 042	*2 455 357*	*3 978 491*	6 433 848
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***1 483 551***	***3 978 491***	**5 462 042**	***2 455 357***	***3 978 491***	**6 433 848**
Annulations proposées	***45 095***		**45 095**	***79 746***		**79 746**

Motifs des annulations

Annulation de -45 k€ en AE et -80 k€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Médias, livre et industries culturelles

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*720 520 782*		720 520 782	*702 973 552*		702 973 552
Modifications intervenues en gestion	*-1 963 301*		-1 963 301	*6 778 650*		6 778 650
Total des crédits ouverts	***718 557 481***		**718 557 481**	***709 752 202***		**709 752 202**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***17 847 276***		**17 847 276**	***25 751 487***		**25 751 487**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-17 847 276***		**-17 847 276**	***-25 751 487***		**-25 751 487**

Programme n° 180 : Presse et médias

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*363 312 610*		363 312 610	*362 329 698*		362 329 698
Modifications intervenues en gestion	*64 097*		64 097	*8 806 048*		8 806 048
Total des crédits ouverts	***363 376 707***		**363 376 707**	***371 135 746***		**371 135 746**
Annulations proposées	***12 625 783***		**12 625 783**	***21 441 032***		**21 441 032**

Motifs des annulations

Annulation de -12,6 M€ en AE et -21,4 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 334 : Livre et industries culturelles

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*357 208 172*		357 208 172	*340 643 854*		340 643 854
Modifications intervenues en gestion	*-2 027 398*		-2 027 398	*-2 027 398*		-2 027 398
Total des crédits ouverts	***355 180 774***		**355 180 774**	***338 616 456***		**338 616 456**
Annulations proposées	***5 221 493***		**5 221 493**	***4 310 455***		**4 310 455**

Motifs des annulations

Annulation de -5,2 M€ en AE et -4,3 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 721 098 287*	*1 508 987*	1 722 607 274	*1 728 478 787*	*1 508 987*	1 729 987 774
Modifications intervenues en gestion	*21 291 227*		21 291 227	*26 811 617*		26 811 617
Total des crédits ouverts	***1 742 389 514***	***1 508 987***	**1 743 898 501**	***1 755 290 404***	***1 508 987***	**1 756 799 391**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***35 405 073***		**35 405 073**	***35 405 073***		**35 405 073**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-35 405 073***		**-35 405 073**	***-35 405 073***		**-35 405 073**

Programme n° 169 : Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 646 183 426*		1 646 183 426	*1 653 563 926*		1 653 563 926
Modifications intervenues en gestion	*22 171 159*		22 171 159	*27 691 549*		27 691 549
Total des crédits ouverts	***1 668 354 585***		**1 668 354 585**	***1 681 255 475***		**1 681 255 475**
Annulations proposées	***26 868 388***		**26 868 388**	***26 868 388***		**26 868 388**

Motifs des annulations

Annulation de -26,9 M€ en AE et -26,9 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 158 : Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*74 914 861*	*1 508 987*	76 423 848	*74 914 861*	*1 508 987*	76 423 848
Modifications intervenues en gestion	*-879 932*		-879 932	*-879 932*		-879 932
Total des crédits ouverts	***74 034 929***	***1 508 987***	**75 543 916**	***74 034 929***	***1 508 987***	**75 543 916**
Annulations proposées	***8 536 685***		**8 536 685**	***8 536 685***		**8 536 685**

Motifs des annulations

Annulation de -8,5 M€ en AE et -8,5 M€ en CP afin de prendre en compte l'actualisation des besoins constatés sur les dispositifs d'indemnisation.

Outre-mer

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*3 339 478 459*	*213 051 761*	3 552 530 220	*3 064 394 410*	*213 051 761*	3 277 446 171
Modifications intervenues en gestion	*-132 624 467*		-132 624 467	*67 406 290*		67 406 290
Total des crédits ouverts	***3 206 853 992***	***213 051 761***	**3 419 905 753**	***3 131 800 700***	***213 051 761***	**3 344 852 461**
Ouvertures proposées	***51 109 782***		**51 109 782**	***54 350 415***		**54 350 415**
Annulations proposées	***154 250 463***		**154 250 463**			
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-103 140 681***		**-103 140 681**	***54 350 415***		**54 350 415**

Programme n° 138 : Emploi outre-mer

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 960 450 898*	*213 051 761*	2 173 502 659	*1 923 390 630*	*213 051 761*	2 136 442 391
Modifications intervenues en gestion	*102 188 750*		102 188 750	*109 781 161*		109 781 161
Total des crédits ouverts	***2 062 639 648***	***213 051 761***	**2 275 691 409**	***2 033 171 791***	***213 051 761***	**2 246 223 552**
Ouvertures proposées	***51 109 782***		**51 109 782**	***54 350 415***		**54 350 415**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 51,1 M€ en AE et 54,4 M€ en CP en raison de la hausse du coût des compensations des exonérations de cotisations sociales patronales.

Programme n° 123 : Conditions de vie outre-mer

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 379 027 561*		1 379 027 561	*1 141 003 780*		1 141 003 780
Modifications intervenues en gestion	*-234 813 217*		-234 813 217	*-42 374 871*		-42 374 871
Total des crédits ouverts	***1 144 214 344***		**1 144 214 344**	***1 098 628 909***		**1 098 628 909**
Annulations proposées	***154 250 463***		**154 250 463**			

Motifs des annulations

Annulation de -154,3 M€ en AE correspondant à l'intégralité de la réserve en AE, minorée de 10 M€ en AE destinées au financement des aides agricoles décidées dans le cadre du plan de réarmement agricole.

Recherche et enseignement supérieur

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*31 352 640 211*	*720 002 835*	32 072 643 046	*30 913 942 665*	*720 002 835*	31 633 945 500
Modifications intervenues en gestion	*-104 616 314*		-104 616 314	*-114 122 706*		-114 122 706
Total des crédits ouverts	***31 248 023 897***	***720 002 835***	**31 968 026 732**	***30 799 819 959***	***720 002 835***	**31 519 822 794**
Ouvertures proposées	***7 172 390***		**7 172 390**	***8 138 543***		**8 138 543**
Annulations proposées	***290 240 494***		**290 240 494**	***185 111 972***		**185 111 972**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-283 068 104***		**-283 068 104**	***-176 973 429***		**-176 973 429**

Programme n° 150 : Formations supérieures et recherche universitaire

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*15 316 257 344*	*450 978 971*	15 767 236 315	*15 273 217 130*	*450 978 971*	15 724 196 101
Modifications intervenues en gestion	*-26 510 936*		-26 510 936	*-62 445 860*		-62 445 860
Total des crédits ouverts	***15 289 746 408***	***450 978 971***	**15 740 725 379**	***15 210 771 270***	***450 978 971***	**15 661 750 241**
Annulations proposées	***44 911 141***		**44 911 141**	***15 600 452***		**15 600 452**

Motifs des annulations

Annulation de -44,9 M€ en AE et -15,6 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 231 : Vie étudiante

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*3 289 724 855*		3 289 724 855	*3 274 887 522*		3 274 887 522
Modifications intervenues en gestion	*-4 579 778*		-4 579 778	*-5 007 415*		-5 007 415
Total des crédits ouverts	***3 285 145 077***		**3 285 145 077**	***3 269 880 107***		**3 269 880 107**
Ouvertures proposées	***4 305 365***		**4 305 365**	***5 491 418***		**5 491 418**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 4,3 M€ en AE et 5,5 M€ en CP afin de couvrir les besoins pour le versement des bourses sur critères sociaux et l'extension du repas à 1 € pour tous les étudiants.

Programme n° 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*8 527 633 575*		8 527 633 575	*8 176 112 918*		8 176 112 918
Modifications intervenues en gestion	*-40 555 595*		-40 555 595	*-29 145 077*		-29 145 077
Total des crédits ouverts	***8 487 077 980***		**8 487 077 980**	***8 146 967 841***		**8 146 967 841**
Annulations proposées	***166 529 953***		**166 529 953**	***91 561 069***		**91 561 069**

Motifs des annulations

Annulation de -166,5 M€ en AE et -91,6 M€ en CP portant sur l'intégralité de la réserve de précaution ainsi que sur 7 M€ de sous-exécution anticipée.

Programme n° 193 : Recherche spatiale

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 830 751 132*		1 830 751 132	*1 830 751 132*		1 830 751 132
Modifications intervenues en gestion	*-25 718 582*		-25 718 582	*-25 718 582*		-25 718 582
Total des crédits ouverts	***1 805 032 550***		**1 805 032 550**	***1 805 032 550***		**1 805 032 550**
Annulations proposées	***45 651 494***		**45 651 494**	***45 651 494***		**45 651 494**

Motifs des annulations

Annulation de -45,7 M€ en AE et -45,7 M€ en CP portant sur l'intégralité de la réserve de précaution.

Programme n° 190 : Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 473 952 114*		1 473 952 114	*1 482 022 164*		1 482 022 164
Modifications intervenues en gestion	*-8 059 842*		-8 059 842	*-9 352 643*		-9 352 643
Total des crédits ouverts	***1 465 892 272***		**1 465 892 272**	***1 472 669 521***		**1 472 669 521**
Annulations proposées	***23 147 906***		**23 147 906**	***22 298 957***		**22 298 957**

Motifs des annulations

Annulation de -23,1 M€ en AE et -22,3 M€ en CP au titre de l'annulation de la réserve de précaution.

Programme n° 192 : Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*565 921 736*		565 921 736	*569 921 736*		569 921 736
Modifications intervenues en gestion	*2 809 983*		2 809 983	*19 548 435*		19 548 435
Total des crédits ouverts	***568 731 719***		**568 731 719**	***589 470 171***		**589 470 171**
Ouvertures proposées	***2 867 025***		**2 867 025**	***2 647 125***		**2 647 125**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 2,9 M€ en AE et 2,6 M€ en CP afin de prendre en compte l'actualisation de la prévision d'exonération de cotisations au titre du régime JEI.

Programme n° 191 : Recherche duale (civile et militaire)

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*149 413 489*		149 413 489	*149 413 489*		149 413 489
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***149 413 489***		**149 413 489**	***149 413 489***		**149 413 489**
Annulations proposées	***10 000 000***		**10 000 000**	***10 000 000***		**10 000 000**

Motifs des annulations

Annulation de -10,0 M€ en AE et -10,0 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Régimes sociaux et de retraite

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*6 067 878 084*		6 067 878 084	*6 067 878 084*		6 067 878 084
Modifications intervenues en gestion	*-201 297 949*		-201 297 949	*-201 956 459*		-201 956 459
Total des crédits ouverts	***5 866 580 135***		**5 866 580 135**	***5 865 921 625***		**5 865 921 625**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***19 334 552***		**19 334 552**	***18 676 039***		**18 676 039**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-19 334 552***		**-19 334 552**	***-18 676 039***		**-18 676 039**

Programme n° 197 : Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*811 267 991*		811 267 991	*811 267 991*		811 267 991
Modifications intervenues en gestion	*-718 101*		-718 101	*-1 001 965*		-1 001 965
Total des crédits ouverts	***810 549 890***		**810 549 890**	***810 266 026***		**810 266 026**
Annulations proposées	***5 601 243***		**5 601 243**	***5 317 379***		**5 317 379**

Motifs des annulations

Annulation de -5,6 M€ en AE et -5,3 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution, ainsi que sur la subvention versée par l'État au titre de l'équilibrage de l'Établissement national des invalides de la marine (ENIM). Cette annulation est principalement due à une actualisation des hypothèses démographiques (diminution du nombre de retraités) et également à une augmentation des recettes (remboursement de compensation d'exonérations) par rapport aux prévisions initiales.

Programme n° 195 : Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 070 727 204*		1 070 727 204	*1 070 727 204*		1 070 727 204
Modifications intervenues en gestion	*-947 763*		-947 763	*-1 322 412*		-1 322 412
Total des crédits ouverts	***1 069 779 441***		**1 069 779 441**	***1 069 404 792***		**1 069 404 792**
Annulations proposées	***13 733 309***		**13 733 309**	***13 358 660***		**13 358 660**

Motifs des annulations

Annulation de -13,7 M€ en AE et -13,4 M€ en CP portant sur la réserve de précaution, ainsi que sur la compensation versée à la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) par l'État au titre de l'équilibrage de la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM). Cette annulation est principalement due à une réactualisation à la baisse de la masse des pensions servies par la CANSSM, liée à une diminution des effectifs de pensionnés par rapport aux hypothèses retenues en LFI pour 2026.

Relations avec les collectivités territoriales

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*3 788 407 721*		3 788 407 721	*3 959 044 081*		3 959 044 081
Modifications intervenues en gestion	*-47 276 104*		-47 276 104	*116 378 445*		116 378 445
Total des crédits ouverts	***3 741 131 617***		**3 741 131 617**	***4 075 422 526***		**4 075 422 526**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***206 175 000***		**206 175 000**	***14 024 597***		**14 024 597**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-206 175 000***		**-206 175 000**	***-14 024 597***		**-14 024 597**

Programme n° 119 : Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*3 477 649 981*		3 477 649 981	*3 642 120 563*		3 642 120 563
Modifications intervenues en gestion	*-59 674 101*		-59 674 101	*-32 866 097*		-32 866 097
Total des crédits ouverts	***3 417 975 880***		**3 417 975 880**	***3 609 254 466***		**3 609 254 466**
Annulations proposées	***206 175 000***		**206 175 000**	***14 024 597***		**14 024 597**

Motifs des annulations

Annulation de -206,2 M€ en AE et -14,0 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution, ainsi que sur les dotations de soutien à l'investissement local en AE.

Remboursements et dégrèvements

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*145 600 362 742*		145 600 362 742	*145 600 362 742*		145 600 362 742
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***145 600 362 742***		**145 600 362 742**	***145 600 362 742***		**145 600 362 742**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***288 809 691***		**288 809 691**	***288 809 691***		**288 809 691**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-288 809 691***		**-288 809 691**	***-288 809 691***		**-288 809 691**

Programme n° 200 : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*141 174 362 742*		141 174 362 742	*141 174 362 742*		141 174 362 742
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***141 174 362 742***		**141 174 362 742**	***141 174 362 742***		**141 174 362 742**
Annulations proposées	***164 220 225***		**164 220 225**	***164 220 225***		**164 220 225**

Motifs des annulations

Annulation de -164,2 M€ en AE et -164,2 M€ en CP afin de tenir compte de la dernière prévision de recettes fiscales nettes.

Programme n° 201 : Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*4 426 000 000*		4 426 000 000	*4 426 000 000*		4 426 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***4 426 000 000***		**4 426 000 000**	***4 426 000 000***		**4 426 000 000**
Annulations proposées	***124 589 466***		**124 589 466**	***124 589 466***		**124 589 466**

Motifs des annulations

Annulation de -124,6 M€ en AE et -124,6 M€ en CP afin de tenir compte de la dernière prévision de recettes fiscales nettes.

Santé

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 884 103 278*	*700 000*	1 884 803 278	*1 887 433 258*	*700 000*	1 888 133 258
Modifications intervenues en gestion	*-3 425 804*		-3 425 804	*14 776 203*		14 776 203
Total des crédits ouverts	***1 880 677 474***	***700 000***	**1 881 377 474**	***1 902 209 461***	***700 000***	**1 902 909 461**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***10 650 891***		**10 650 891**	***7 186 486***		**7 186 486**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-10 650 891***		**-10 650 891**	***-7 186 486***		**-7 186 486**

Programme n° 204 : Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*425 803 278*	*700 000*	426 503 278	*429 133 258*	*700 000*	429 833 258
Modifications intervenues en gestion	*-3 425 804*		-3 425 804	*14 776 203*		14 776 203
Total des crédits ouverts	***422 377 474***	***700 000***	**423 077 474**	***443 909 461***	***700 000***	**444 609 461**
Annulations proposées	***10 650 891***		**10 650 891**	***7 186 486***		**7 186 486**

Motifs des annulations

Annulation de -10,7 M€ en AE et -7,2 M€ en CP correspondant principalement aux mises en réserve et aux sous-exécutions constatées ; 13 M€ seront par ailleurs redéployés en gestion pour couvrir les besoins de financement de l'agence de santé de Wallis et Futuna.

Sécurités

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*5 023 638 017*	*21 454 163 026*	26 477 801 043	*4 390 454 215*	*21 454 163 026*	25 844 617 241
Modifications intervenues en gestion	*669 464 042*	*130 034 333*	799 498 375	*320 478 500*	*130 034 333*	450 512 833
Total des crédits ouverts	***5 693 102 059***	***21 584 197 359***	**27 277 299 418**	***4 710 932 715***	***21 584 197 359***	**26 295 130 074**
Ouvertures proposées	***319 614 913***		**319 614 913**	***64 846 420***		**64 846 420**
Annulations proposées	***5 000 000***		**5 000 000**	***2 000 000***		**2 000 000**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***314 614 913***		**314 614 913**	***62 846 420***		**62 846 420**

Programme n° 152 : Gendarmerie nationale

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 985 077 292*	*9 137 624 242*	11 122 701 534	*1 917 284 548*	*9 137 624 242*	11 054 908 790
Modifications intervenues en gestion	*171 496 900*	*95 999 044*	267 495 943	*152 142 314*	*95 999 044*	248 141 357
Total des crédits ouverts	***2 156 574 192***	***9 233 623 286***	**11 390 197 477**	***2 069 426 862***	***9 233 623 286***	**11 303 050 147**
Ouvertures proposées	***278 051 216***		**278 051 216**			

Motifs des ouvertures

Ouverture de 278,1 M€ en AE afin de sécuriser l'acquisition d'hélicoptères pour la gendarmerie nationale.

Programme n° 207 : Sécurité et éducation routières

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*78 622 634*		78 622 634	*77 115 152*		77 115 152
Modifications intervenues en gestion	*-4 232 442*		-4 232 442	*-5 766 595*		-5 766 595
Total des crédits ouverts	***74 390 192***		**74 390 192**	***71 348 557***		**71 348 557**
Annulations proposées	***5 000 000***		**5 000 000**	***2 000 000***		**2 000 000**

Motifs des annulations

Annulation de -5,0 M€ en AE et -2,0 M€ en CP au titre d'une sous-consommation attendue sur le programme.

Programme n° 161 : Sécurité civile

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*736 810 390*	*250 131 179*	986 941 569	*624 591 223*	*250 131 179*	874 722 402
Modifications intervenues en gestion	*213 154 316*	*2 000 427*	215 154 743	*81 778 569*	*2 000 427*	83 778 996
Total des crédits ouverts	***949 964 706***	***252 131 606***	**1 202 096 312**	***706 369 792***	***252 131 606***	**958 501 398**
Ouvertures proposées	***41 563 697***		**41 563 697**	***64 846 420***		**64 846 420**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 41,6 M€ en AE et 64,8 M€ en CP au titre des dépenses exceptionnelles de la saison feu 2026.

Solidarité, insertion et égalité des chances

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*31 274 360 980*	*3 400 000*	31 277 760 980	*31 278 124 154*	*3 400 000*	31 281 524 154
Modifications intervenues en gestion	*-5 328 060*		-5 328 060	*-1 065 829*		-1 065 829
Total des crédits ouverts	***31 269 032 920***	***3 400 000***	**31 272 432 920**	***31 277 058 325***	***3 400 000***	**31 280 458 325**
Ouvertures proposées	***315 282 841***		**315 282 841**	***327 571 332***		**327 571 332**
Annulations proposées						
Total net des ouvertures et annulations proposées	***315 282 841***		**315 282 841**	***327 571 332***		**327 571 332**

Programme n° 304 : Inclusion sociale et protection des personnes

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*14 780 543 490*	*3 400 000*	14 783 943 490	*14 781 755 974*	*3 400 000*	14 785 155 974
Modifications intervenues en gestion	*-15 420 785*		-15 420 785	*-11 716 347*		-11 716 347
Total des crédits ouverts	***14 765 122 705***	***3 400 000***	**14 768 522 705**	***14 770 039 627***	***3 400 000***	**14 773 439 627**
Ouvertures proposées	***104 059 357***		**104 059 357**	***116 360 601***		**116 360 601**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 104,1 M€ en AE et 116,4 M€ en CP au titre principalement du financement de la prime de Noël.

Programme n° 157 : Handicap et dépendance

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*16 395 169 900*		16 395 169 900	*16 397 720 590*		16 397 720 590
Modifications intervenues en gestion	*5 051 795*		5 051 795	*5 471 021*		5 471 021
Total des crédits ouverts	***16 400 221 695***		**16 400 221 695**	***16 403 191 611***		**16 403 191 611**
Ouvertures proposées	***211 223 484***		**211 223 484**	***211 210 731***		**211 210 731**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 211,2 M€ en AE et 211,2 M€ en CP au titre principalement de la dynamique constatée de l'allocation aux adultes handicapés.

Sport, jeunesse et vie associative

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 475 145 553*	*134 338 185*	1 609 483 738	*1 124 557 715*	*134 338 185*	1 258 895 900
Modifications intervenues en gestion	*30 110 094*	*10 000*	30 120 094	*27 867 385*	*10 000*	27 877 385
Total des crédits ouverts	***1 505 255 647***	***134 348 185***	**1 639 603 832**	***1 152 425 100***	***134 348 185***	**1 286 773 285**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***49 833 274***		**49 833 274**	***38 972 978***		**38 972 978**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-49 833 274***		**-49 833 274**	***-38 972 978***		**-38 972 978**

Programme n° 219 : Sport

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*427 423 009*	*134 338 185*	561 761 194	*413 914 342*	*134 338 185*	548 252 527
Modifications intervenues en gestion	*-10 381 103*	*10 000*	-10 371 103	*-9 957 067*	*10 000*	-9 947 067
Total des crédits ouverts	***417 041 906***	***134 348 185***	**551 390 091**	***403 957 275***	***134 348 185***	**538 305 460**
Annulations proposées	***21 122 940***		**21 122 940**	***12 704 000***		**12 704 000**

Motifs des annulations

Annulation de -21,1 M€ en AE et -12,7 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 163 : Jeunesse et vie associative

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*647 014 895*		647 014 895	*647 014 895*		647 014 895
Modifications intervenues en gestion	*40 491 197*		40 491 197	*37 824 452*		37 824 452
Total des crédits ouverts	***687 506 092***		**687 506 092**	***684 839 347***		**684 839 347**
Annulations proposées	***28 710 334***		**28 710 334**	***26 268 978***		**26 268 978**

Motifs des annulations

Annulation de -28,7 M€ en AE et -26,3 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Transformation et fonction publiques

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*482 566 145*	*54 647 183*	537 213 328	*463 646 064*	*54 647 183*	518 293 247
Modifications intervenues en gestion	*61 116 935*	*-305 849*	60 811 085	*38 444 941*	*-305 849*	38 139 092
Total des crédits ouverts	***543 683 080***	***54 341 334***	**598 024 413**	***502 091 005***	***54 341 334***	**556 432 339**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***14 345 930***		**14 345 930**	***15 756 446***		**15 756 446**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-14 345 930***		**-14 345 930**	***-15 756 446***		**-15 756 446**

Programme n° 349 : Transformation publique

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*41 052 313*	*1 500 000*	42 552 313	*37 052 313*	*1 500 000*	38 552 313
Modifications intervenues en gestion	*-924 746*	*-305 849*	-1 230 595	*2 747 599*	*-305 849*	2 441 750
Total des crédits ouverts	***40 127 567***	***1 194 151***	**41 321 718**	***39 799 912***	***1 194 151***	**40 994 063**
Annulations proposées	***11 697 782***		**11 697 782**	***6 202 688***		**6 202 688**

Motifs des annulations

Annulation de -11,7 M€ en AE et -6,2 M€ en CP portant sur la réserve de précaution.

Programme n° 148 : Fonction publique

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*224 221 084*	*290 000*	224 511 084	*225 922 084*	*290 000*	226 212 084
Modifications intervenues en gestion	*10 920 151*		10 920 151	*18 657 463*		18 657 463
Total des crédits ouverts	***235 141 235***	***290 000***	**235 431 235**	***244 579 547***	***290 000***	**244 869 547**
Annulations proposées	***2 648 148***		**2 648 148**	***9 553 758***		**9 553 758**

Motifs des annulations

Annulation de -2,6 M€ en AE et -9,6 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution, en raison de sous-consommations attendues du fait du rythme de décaissement de certains dispositifs.

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*18 949 408 583*	*1 077 279 008*	20 026 687 591	*19 743 272 927*	*1 077 279 008*	20 820 551 935
Modifications intervenues en gestion	*1 324 913 258*	*10 390 117*	1 335 303 375	*-105 904 737*	*10 390 117*	-95 514 620
Total des crédits ouverts	***20 274 321 841***	***1 087 669 125***	**21 361 990 966**	***19 637 368 190***	***1 087 669 125***	**20 725 037 315**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***516 282 021***		**516 282 021**	***568 355 214***		**568 355 214**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-516 282 021***		**-516 282 021**	***-568 355 214***		**-568 355 214**

Programme n° 102 : Accès et retour à l'emploi

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*6 807 359 682*		6 807 359 682	*6 886 589 997*		6 886 589 997
Modifications intervenues en gestion	*-113 918 404*		-113 918 404	*-104 430 874*		-104 430 874
Total des crédits ouverts	***6 693 441 278***		**6 693 441 278**	***6 782 159 123***		**6 782 159 123**
Annulations proposées	***252 182 835***		**252 182 835**	***208 215 161***		**208 215 161**

Motifs des annulations

Annulation de -252,2 M€ en AE et -208,2 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 103 : Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*11 210 281 802*		11 210 281 802	*11 804 336 961*		11 804 336 961
Modifications intervenues en gestion	*1 423 210 805*		1 423 210 805	*-27 000 257*		-27 000 257
Total des crédits ouverts	***12 633 492 607***		**12 633 492 607**	***11 777 336 704***		**11 777 336 704**
Annulations proposées	***250 445 182***		**250 445 182**	***344 371 021***		**344 371 021**

Motifs des annulations

Annulation de -250,4 M€ en AE et -344,4 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

Programme n° 111 : Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*40 590 807*		40 590 807	*76 324 840*		76 324 840
Modifications intervenues en gestion	*6 645*		6 645	*-533 326*		-533 326
Total des crédits ouverts	***40 597 452***		**40 597 452**	***75 791 514***		**75 791 514**
Annulations proposées	***712 109***		**712 109**	***1 232 917***		**1 232 917**

Motifs des annulations

Annulation de -0,7 M€ en AE et -1,2 M€ en CP portant essentiellement sur la réserve de précaution et traduisant un ajustement résiduel des AE au titre du système d'information « Mars ».

Programme n° 155 : Soutien des ministères sociaux

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*891 176 292*	*1 077 279 008*	1 968 455 300	*976 021 129*	*1 077 279 008*	2 053 300 137
Modifications intervenues en gestion	*15 614 212*	*10 390 117*	26 004 328	*26 059 720*	*10 390 117*	36 449 837
Total des crédits ouverts	***906 790 504***	***1 087 669 125***	**1 994 459 628**	***1 002 080 849***	***1 087 669 125***	**2 089 749 974**
Annulations proposées	***12 941 895***		**12 941 895**	***14 536 115***		**14 536 115**

Motifs des annulations

Annulation de -12,9 M€ en AE et -14,5 M€ en CP portant intégralement sur la réserve de précaution.

II. Budgets annexes : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état C

Contrôle et exploitation aériens

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 079 669 130*	*1 465 867 161*	2 545 536 291	*959 669 131*	*1 465 867 161*	2 425 536 292
Modifications intervenues en gestion	*182 997 793*		182 997 793	*51 917 440*		51 917 440
Total des crédits ouverts	***1 262 666 923***	***1 465 867 161***	**2 728 534 084**	***1 011 586 571***	***1 465 867 161***	**2 477 453 732**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***9 055 861***		**9 055 861**	***26 904 623***		**26 904 623**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-9 055 861***		**-9 055 861**	***-26 904 623***		**-26 904 623**

Programme n° 613 : Soutien aux prestations de l'aviation civile

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*246 467 159*	*1 465 867 161*	1 712 334 320	*231 717 281*	*1 465 867 161*	1 697 584 442
Modifications intervenues en gestion	*12 868 620*		12 868 620	*1 286 375*		1 286 375
Total des crédits ouverts	***259 335 779***	***1 465 867 161***	**1 725 202 940**	***233 003 656***	***1 465 867 161***	**1 698 870 817**
Annulations proposées	***2 600 000***		**2 600 000**			

Motifs des annulations

Annulation de -2,6 M€ en AE au titre de sous-exécutions sur certains projets informatiques et immobiliers.

Programme n° 612 : Navigation aérienne

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*785 323 267*		785 323 267	*681 437 903*		681 437 903
Modifications intervenues en gestion	*159 427 631*		159 427 631	*39 978 240*		39 978 240
Total des crédits ouverts	***944 750 898***		**944 750 898**	***721 416 143***		**721 416 143**
Annulations proposées	***5 000 000***		**5 000 000**	***24 999 999***		**24 999 999**

Motifs des annulations

Annulation de -5,0 M€ en AE et -25,0 M€ en CP au titre notamment de sous-exécutions sur les projets d'investissements de la Direction des services de la navigation aérienne.

Programme n° 614 : Transports aériens, surveillance et certification

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*47 878 704*		47 878 704	*46 513 947*		46 513 947
Modifications intervenues en gestion	*10 701 542*		10 701 542	*10 652 825*		10 652 825
Total des crédits ouverts	***58 580 246***		**58 580 246**	***57 166 772***		**57 166 772**
Annulations proposées	***1 455 861***		**1 455 861**	***1 904 624***		**1 904 624**

Motifs des annulations

Annulation de -1,5 M€ en AE et -1,9 M€ en CP au titre de sous-exécutions sur certains projets informatiques.

Publications officielles et information administrative

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*94 779 543*	*50 914 751*	145 694 294	*96 498 920*	*50 914 751*	147 413 671
Modifications intervenues en gestion	*3 712 512*		3 712 512			
Total des crédits ouverts	***98 492 055***	***50 914 751***	**149 406 806**	***96 498 920***	***50 914 751***	**147 413 671**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***350 000***		**350 000**	***350 000***		**350 000**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-350 000***		**-350 000**	***-350 000***		**-350 000**

Programme n° 624 : Pilotage et ressources humaines

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*52 316 075*	*50 914 751*	103 230 826	*52 770 075*	*50 914 751*	103 684 826
Modifications intervenues en gestion	*689 839*		689 839			
Total des crédits ouverts	***53 005 914***	***50 914 751***	**103 920 665**	***52 770 075***	***50 914 751***	**103 684 826**
Annulations proposées	***350 000***		**350 000**	***350 000***		**350 000**

Motifs des annulations

Annulation de -0,4 M€ en AE et -0,4 M€ en CP portant sur une sous-consommation des crédits du programme.

III. Comptes spéciaux : programmes porteurs d'ouvertures et d'annulations de crédits proposées à l'état D

Avances à l'audiovisuel public

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*3 863 312 945*		3 863 312 945	*3 863 312 945*		3 863 312 945
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***3 863 312 945***		**3 863 312 945**	***3 863 312 945***		**3 863 312 945**
Ouvertures proposées	***10 038 000***		**10 038 000**	***10 038 000***		**10 038 000**
Annulations proposées						
Total net des ouvertures et annulations proposées	***10 038 000***		**10 038 000**	***10 038 000***		**10 038 000**

Programme n° 844 : France Médias Monde

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*303 883 551*		303 883 551	*303 883 551*		303 883 551
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***303 883 551***		**303 883 551**	***303 883 551***		**303 883 551**
Ouvertures proposées	***10 038 000***		**10 038 000**	***10 038 000***		**10 038 000**

Motifs des ouvertures

Ouverture de 10,0 M€ en AE et 10,0 M€ en CP au titre de la compensation des effets fiscaux induits par la suppression de la contribution à l'audiovisuel public.

Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*135 901 446 995*		135 901 446 995	*135 901 446 995*		135 901 446 995
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***135 901 446 995***		**135 901 446 995**	***135 901 446 995***		**135 901 446 995**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***250 384 994***		**250 384 994**	***250 384 994***		**250 384 994**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-250 384 994***		**-250 384 994**	***-250 384 994***		**-250 384 994**

Programme n° 833 : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*135 695 446 995*		135 695 446 995	*135 695 446 995*		135 695 446 995
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***135 695 446 995***		**135 695 446 995**	***135 695 446 995***		**135 695 446 995**
Annulations proposées	***250 384 994***		**250 384 994**	***250 384 994***		**250 384 994**

Motifs des annulations

Annulation de -250,4 M€ en AE et -250,4 M€ en CP au titre de l'exécution inférieure au montant prévu en LFI des produits de fiscalité directe locale transitant par le compte d'avances.

Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*1 928 700 107*		1 928 700 107	*1 928 700 107*		1 928 700 107
Modifications intervenues en gestion	*406 649 807*		406 649 807	*416 181 638*		416 181 638
Total des crédits ouverts	***2 335 349 914***		**2 335 349 914**	***2 344 881 745***		**2 344 881 745**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées				***20 000 000***		**20 000 000**
Total net des ouvertures et annulations proposées				***-20 000 000***		**-20 000 000**

Programme n° 751 : Structures et dispositifs de sécurité routière

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*344 340 107*		344 340 107	*344 340 107*		344 340 107
Modifications intervenues en gestion	*54 635*		54 635	*7 287 169*		7 287 169
Total des crédits ouverts	***344 394 742***		**344 394 742**	***351 627 276***		**351 627 276**
Annulations proposées				***20 000 000***		**20 000 000**

Motifs des annulations

Annulation de -20,0 M€ en CP au titre d'une sous-consommation attendue sur le programme, en raison d'un décalage opérationnel relatif à l'acquisition d'équipements concourant à la sécurité routière.

Gestion du patrimoine immobilier de l'État

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*204 000 000*		204 000 000	*315 500 000*		315 500 000
Modifications intervenues en gestion	*82 608 224*		82 608 224	*196 899 717*		196 899 717
Total des crédits ouverts	***286 608 224***		**286 608 224**	***512 399 717***		**512 399 717**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées				***214 940 200***		**214 940 200**
Total net des ouvertures et annulations proposées				***-214 940 200***		**-214 940 200**

Programme n° 723 : Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*204 000 000*		204 000 000	*315 500 000*		315 500 000
Modifications intervenues en gestion	*82 608 224*		82 608 224	*196 899 717*		196 899 717
Total des crédits ouverts	***286 608 224***		**286 608 224**	***512 399 717***		**512 399 717**
Annulations proposées				***214 940 200***		**214 940 200**

Motifs des annulations

Annulation de -214,9 M€ en CP compte tenu de la mobilisation de crédits au bénéfice du financement de l'opération de relocalisation du ministère de l'Éducation nationale.

Prêts à des États étrangers

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*811 793 211*		811 793 211	*1 140 433 663*		1 140 433 663
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***811 793 211***		**811 793 211**	***1 140 433 663***		**1 140 433 663**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***7 928 041***		**7 928 041**	***245 807 257***		**245 807 257**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-7 928 041***		**-7 928 041**	***-245 807 257***		**-245 807 257**

Programme n° 851 : Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*600 000 000*		600 000 000	*828 640 452*		828 640 452
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***600 000 000***		**600 000 000**	***828 640 452***		**828 640 452**
Annulations proposées				***237 879 216***		**237 879 216**

Motifs des annulations

Annulation de -237,9 M€ en CP du fait de moindres besoins prévisionnels.

Programme n° 852 : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*211 793 211*		211 793 211	*211 793 211*		211 793 211
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***211 793 211***		**211 793 211**	***211 793 211***		**211 793 211**
Annulations proposées	***7 928 041***		**7 928 041**	***7 928 041***		**7 928 041**

Motifs des annulations

Annulation de -7,9 M€ en AE et -7,9 M€ en CP du fait de moindres besoins prévisionnels.

Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*365 050 000*		365 050 000	*515 050 000*		515 050 000
Modifications intervenues en gestion	*25 000 000*		25 000 000	*25 000 000*		25 000 000
Total des crédits ouverts	***390 050 000***		**390 050 000**	***540 050 000***		**540 050 000**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***20 050 000***		**20 050 000**	***20 050 000***		**20 050 000**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-20 050 000***		**-20 050 000**	***-20 050 000***		**-20 050 000**

Programme n° 861 : Prêts et avances pour le logement des agents de l'État

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*50 000*		50 000	*50 000*		50 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***50 000***		**50 000**	***50 000***		**50 000**
Annulations proposées	***50 000***		**50 000**	***50 000***		**50 000**

Motifs des annulations

Annulation de -0,1 M€ en AE et -0,1 M€ en CP du fait de moindres besoins prévisionnels.

Programme n° 862 : Prêts pour le développement économique et social

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*75 000 000*		75 000 000	*75 000 000*		75 000 000
Modifications intervenues en gestion	*25 000 000*		25 000 000	*25 000 000*		25 000 000
Total des crédits ouverts	***100 000 000***		**100 000 000**	***100 000 000***		**100 000 000**
Annulations proposées	***20 000 000***		**20 000 000**	***20 000 000***		**20 000 000**

Motifs des annulations

Annulation de -20,0 M€ en AE et -20,0 M€ en CP du fait de besoins d'intervention moins importants qu'anticipé en 2026.

Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*9 295 000 000*		9 295 000 000	*9 295 000 000*		9 295 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***9 295 000 000***		**9 295 000 000**	***9 295 000 000***		**9 295 000 000**
Ouvertures proposées						
Annulations proposées	***60 000 000***		**60 000 000**	***60 000 000***		**60 000 000**
Total net des ouvertures et annulations proposées	***-60 000 000***		**-60 000 000**	***-60 000 000***		**-60 000 000**

Programme n° 824 : Prêts et avances à des services de l'État

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*30 000 000*		30 000 000	*30 000 000*		30 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***30 000 000***		**30 000 000**	***30 000 000***		**30 000 000**
Annulations proposées	***30 000 000***		**30 000 000**	***30 000 000***		**30 000 000**

Motifs des annulations

Annulation de -30,0 M€ en AE et -30,0 M€ en CP en raison d'un excédent de trésorerie sur le budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » et, en conséquence, du non recours à un prêt du Trésor en 2026.

Programme n° 830 : Prêts à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens

	AE hors titre 2	*AE titre 2*	Autorisations d'engagement	*CP hors titre 2*	*CP titre 2*	Crédits de paiement
Crédits ouverts en loi de finances initiale	*40 000 000*		40 000 000	*40 000 000*		40 000 000
Modifications intervenues en gestion						
Total des crédits ouverts	***40 000 000***		**40 000 000**	***40 000 000***		**40 000 000**
Annulations proposées	***30 000 000***		**30 000 000**	***30 000 000***		**30 000 000**

Motifs des annulations

Annulation de -30,0 M€ en AE et -30,0 M€ en CP au titre d'un moindre besoin de financement sur le Fonds social européen plus.

Tableau récapitulatif des textes réglementaires pris en vertu de la LOLF et relatifs aux crédits de l'année en cours

Note

Aux termes de l'article 53 de la loi organique relative aux lois de finances, les mouvements intervenus par voie réglementaire et relatifs aux crédits de l'année en cours sont joints au projet de loi de finances de fin de gestion, sous forme de tableaux.

Tel est l'objet du présent document qui récapitule les textes réglementaires publiés au Journal officiel entre le 1er janvier et le 27 octobre 2026 en vertu des articles 12-I, 12-II, 13 et 14 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances.

Décrets pris en application de l'article 12 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Transferts de crédits

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
03/04/2026	**Culture**					
	Patrimoines	Annulation		1 050 000		420 000
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Infrastructures et services de transports	Annulation		20 000 000		300 000
	Paysages, eau et biodiversité	Annulation		320 000		320 000
	Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	Annulation		31 600 000		25 000 000
	Enseignement scolaire					
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Annulation		55 900 000		12 100 000
	Immigration, asile et intégration					
	Immigration et asile	Annulation		46 000 000		1 500 000
	Justice					
	Justice judiciaire	Annulation		1 000 000		300 000
	Outre-mer					
	Conditions de vie outre-mer	Annulation		291 007 509		77 762 116
	Recherche et enseignement supérieur					
	Formations supérieures et recherche universitaire	Annulation		2 909 000		4 866 050
	Santé					
	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Annulation		7 350 000		5 810 000
	Travail, emploi et administration des ministères sociaux					
	Soutien des ministères sociaux	Annulation		3 150 000		2 490 000
	Cohésion des territoires					
	Interventions territoriales de l'État	Ouverture		460 286 509		130 868 166
15/04/2026	**Défense**					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Annulation		2 693 035		3 351 323
	Préparation et emploi des forces	Annulation		16 917 385		23 260 895
	Soutien de la politique de la défense	Annulation		1 972 202		2 637 273
	Équipement des forces	Annulation		46 517 378		33 750 509
	Direction de l'action du Gouvernement					
	Coordination du travail gouvernemental	Ouverture		68 100 000		63 000 000
31/07/2026	**Action extérieure de l'État**					
	Diplomatie culturelle et d'influence	Annulation		787 500		787 500
	Administration générale et territoriale de l'État					
	Administration territoriale de l'État	Annulation		9 755 004		9 791 704

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Annulation				3 047 422
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Annulation		5 645 700		5 645 700
	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Annulation		485 211		485 211
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Annulation	139 364		139 364	283 376
	Aide publique au développement					
	Solidarité à l'égard des pays en développement	Annulation		23 462 484		12 462 484
	Cohésion des territoires					
	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Annulation		339 488		
	Politique de la ville	Annulation	7 466 900		7 466 900	
	Conseil et contrôle de l'État					
	Cour des comptes et autres juridictions financières	Annulation	241 510	41 331	241 510	41 331
	Culture					
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Annulation	583 032		583 032	
	Défense					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Annulation		11 458 703		11 296 703
	Soutien de la politique de la défense	Annulation	159 820		159 820	
	Équipement des forces	Annulation		3 333 333		3 333 333
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Infrastructures et services de transports	Annulation		609 898		129 999
	Affaires maritimes, pêche et aquaculture	Annulation		731 865		853 084
	Paysages, eau et biodiversité	Annulation		5 837 437		5 781 522
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Annulation	139 901		139 901	1 126 624
	Sûreté nucléaire et radioprotection	Annulation		493 115		493 115
	Ecologie – mise en extinction du plan de relance	Annulation				31 308 874
	Économie					
	Développement des entreprises et régulations	Annulation		3 119 178		2 417 704
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du premier degré	Annulation		1 179 187		1 179 187
	Enseignement scolaire public du second degré	Annulation		2 491 263		2 491 263
	Enseignement privé du premier et du second degrés	Annulation		15 000		15 000

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Enseignement technique agricole	Annulation		560 672		560 672
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Annulation		4 917 120		4 917 120
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Annulation		1 067 180		691 182
	Investir pour la France de 2030					
	Financement des investissements stratégiques	Annulation		4 729 550		4 729 550
	Justice					
	Justice judiciaire	Annulation		604 435		604 435
	Administration pénitentiaire	Annulation		300 000		300 000
	Accès au droit et à la justice	Annulation		2 096 714		2 096 714
	Conduite et pilotage de la politique de la justice	Annulation	396 949	1 831 192	396 949	1 831 192
	Outre-mer					
	Emploi outre-mer	Annulation		160 447		160 447
	Conditions de vie outre-mer	Annulation		4 398 067		25 761 333
	Recherche et enseignement supérieur					
	Formations supérieures et recherche universitaire	Annulation		4 052 381		
	Vie étudiante	Annulation		5 036 592		5 036 592
	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Annulation		4 344 229		4 344 229
	Santé					
	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Annulation		272 790		
	Sécurités					
	Police nationale	Annulation	34 000		34 000	
	Gendarmerie nationale	Annulation		9 216 645		9 216 645
	Sécurité civile	Annulation		1 300 000		1 300 000
	Solidarité, insertion et égalité des chances					
	Inclusion sociale et protection des personnes	Annulation		18 224 646		18 224 646
	Sport, jeunesse et vie associative					
	Sport	Annulation		852 500		852 500
	Transformation et fonction publiques					
	Transformation publique	Annulation	369 199		369 199	314 899
	Travail, emploi et administration des ministères sociaux					
	Accès et retour à l'emploi	Annulation		950 000		
	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Annulation		3 295 000		3 295 000
	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Annulation		84 200		84 200
	Soutien des ministères sociaux	Annulation		1 097 944		2 125 944
	Action extérieure de l'État					

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Action de la France en Europe et dans le monde	Ouverture		20 851 877		20 689 877
	Administration générale et territoriale de l'État					
	Administration territoriale de l'État	Ouverture	5 915 382		5 915 382	
	Vie politique	Ouverture		554 629		554 629
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Ouverture	136 133	663 052	136 133	
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Ouverture		288 624		
	Aide publique au développement					
	Aide économique et financière au développement	Ouverture		21 100 000		10 100 000
	Cohésion des territoires					
	Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	Ouverture		350 000		350 000
	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Ouverture				30 969 386
	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Ouverture		17 311 589		17 311 589
	Interventions territoriales de l'État	Ouverture		20 322 381		11 248 653
	Culture					
	Patrimoines	Ouverture				8 395 000
	Création	Ouverture		98 840		98 840
	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Ouverture		5 758 348		5 258 348
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Ouverture		2 395 003		2 395 003
	Défense					
	Préparation et emploi des forces	Ouverture		3 793 272		4 058 439
	Soutien de la politique de la défense	Ouverture		3 989 226		3 989 226
	Direction de l'action du Gouvernement					
	Coordination du travail gouvernemental	Ouverture	30 000	3 932 555	30 000	3 328 822
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Expertise, information géographique et météorologie	Ouverture		574 072		409 072
	Prévention des risques	Ouverture		695 557		695 557
	Énergie, climat et après-mines	Ouverture		1 077 022		1 021 107
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Ouverture		799 376		
	Économie					
	Développement des entreprises et régulations	Ouverture	382 682		382 682	
	Statistiques et études économiques	Ouverture		968 904		968 904

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du premier degré	Ouverture	244 500		244 500	
	Enseignement scolaire public du second degré	Ouverture	480 000		480 000	
	Vie de l'élève	Ouverture		19 758 303		19 758 303
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Ouverture	447 500	2 928 356	447 500	1 729 356
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Ouverture	1 021 578		1 021 578	
	Facilitation et sécurisation des échanges	Ouverture	106 000	156 357	106 000	240 144
	Immigration, asile et intégration					
	Intégration et accès à la nationalité française	Ouverture		3 000 000		3 000 000
	Justice					
	Administration pénitentiaire	Ouverture	210 000		210 000	
	Protection judiciaire de la jeunesse	Ouverture	325 000	159 250	325 000	159 250
	Recherche et enseignement supérieur					
	Formations supérieures et recherche universitaire	Ouverture				5 827 347
	Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Ouverture		710 603		710 603
	Relations avec les collectivités territoriales					
	Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	Ouverture		57 503		57 503
	Santé					
	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Ouverture				260 210
	Sécurités					
	Police nationale	Ouverture		339 133		339 133
	Sport, jeunesse et vie associative					
	Sport	Ouverture	10 000		10 000	
	Jeunesse et vie associative	Ouverture		962 500		645 500
	Transformation et fonction publiques					
	Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs	Ouverture		4 831 969		4 868 669
	Fonction publique	Ouverture		749 700		749 700
	Travail, emploi et administration des ministères sociaux					
	Accès et retour à l'emploi	Ouverture				19 230 266
	Soutien des ministères sociaux	Ouverture	221 900		221 900	
31/07/2026	**Direction de l'action du Gouvernement**					
	Coordination du travail gouvernemental	Annulation		85 000 000		85 000 000
	Défense					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Ouverture		75 151 331		75 151 331

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Sécurités					
	Police nationale	Ouverture		9 792 895		9 792 895
	Gendarmerie nationale	Ouverture		55 774		55 774

Décrets pris en application de l'article 12 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Virements de crédits

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
31/07/2026	**Administration générale et territoriale de l'État**					
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Annulation		1 549 132		900 637
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Annulation		263 445		263 445
	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Annulation		750 000		750 000
	Aide publique au développement					
	Solidarité à l'égard des pays en développement	Annulation		350 000		350 000
	Culture					
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Annulation	9 737 062		9 737 062	
	Défense					
	Soutien de la politique de la défense	Annulation		3 693 347		4 542 592
	Équipement des forces	Annulation		3 438 548		3 611 548
	Direction de l'action du Gouvernement					
	Coordination du travail gouvernemental	Annulation		4 608 191		3 111 876
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Paysages, eau et biodiversité	Annulation		855 000		855 000
	Sûreté nucléaire et radioprotection	Annulation		3 000 000		3 000 000
	Enseignement scolaire					
	Enseignement privé du premier et du second degrés	Annulation		1 895 312		1 895 312
	Enseignement technique agricole	Annulation		30 574		30 574
	Gestion des finances publiques					
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Annulation		414 917		414 917
	Facilitation et sécurisation des échanges	Annulation	646 822		646 822	
	Justice					
	Justice judiciaire	Annulation	4 146 863	407 418	4 146 863	407 418
	Administration pénitentiaire	Annulation	450 200		450 200	
	Protection judiciaire de la jeunesse	Annulation	35 194		35 194	
	Recherche et enseignement supérieur					
	Formations supérieures et recherche universitaire	Annulation		64 859 000		64 859 000
	Sécurités					
	Police nationale	Annulation	468 932		468 932	
	Gendarmerie nationale	Annulation	48 018	11 025 772	48 018	11 025 772
	Solidarité, insertion et égalité des chances					

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Inclusion sociale et protection des personnes	Annulation		83 450		83 450
	Transformation et fonction publiques					
	Fonction publique	Annulation		1 130 479		1 130 479
	Travail, emploi et administration des ministères sociaux					
	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Annulation		4 700 000		3 691 000
	Action extérieure de l'État					
	Action de la France en Europe et dans le monde	Ouverture		350 000		350 000
	Administration générale et territoriale de l'État					
	Administration territoriale de l'État	Ouverture	192 440	235 514	192 440	235 514
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Ouverture	324 510		324 510	
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Ouverture		1 044 019		1 044 019
	Conseil et contrôle de l'État					
	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Ouverture		4 608 191		3 111 876
	Culture					
	Patrimoines	Ouverture		3 412 739		3 412 739
	Création	Ouverture		307 334		307 334
	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Ouverture		4 935 184		4 935 184
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Ouverture		51 358		51 358
	Défense					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Ouverture		3 045 616		3 045 616
	Préparation et emploi des forces	Ouverture		4 086 279		3 876 519
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Affaires maritimes, pêche et aquaculture	Ouverture		96 601		96 601
	Expertise, information géographique et météorologie	Ouverture		36 798		36 798
	Prévention des risques	Ouverture		461 601		461 601
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Ouverture		260 000		260 000
	Enseignement scolaire					
	Vie de l'élève	Ouverture		1 895 312		1 895 312
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Ouverture	646 822	596 467	646 822	596 467
	Facilitation et sécurisation des échanges	Ouverture		748 753		748 753

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Immigration, asile et intégration					
	Immigration et asile	Ouverture		1 196 653		1 196 653
	Justice					
	Conduite et pilotage de la politique de la justice	Ouverture	4 632 257	407 418	4 632 257	407 418
	Médias, livre et industries culturelles					
	Livre et industries culturelles	Ouverture		1 030 447		1 030 447
	Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation					
	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	Ouverture				1 232 005
	Recherche et enseignement supérieur					
	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Ouverture		58 192 333		58 192 333
	Recherche spatiale	Ouverture		6 666 667		6 666 667
	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Ouverture		3 000 000		3 000 000
	Sécurités					
	Police nationale	Ouverture		11 142 737		10 494 242
	Transformation et fonction publiques					
	Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs	Ouverture		200 176		200 176
	Travail, emploi et administration des ministères sociaux					
	Soutien des ministères sociaux	Ouverture		4 783 450		3 774 450
31/07/2026	**Défense**					
	Équipement des forces	Annulation		15 000 000		15 000 000
	Sécurités					
	Gendarmerie nationale	Annulation		319 780		319 780
	Défense					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Ouverture		15 000 000		15 000 000
	Sécurités					
	Police nationale	Ouverture		319 780		319 780

Décrets pris en application de l'article 13 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Avances

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
12/06/2026	**Action extérieure de l'État**					
	Action de la France en Europe et dans le monde	Annulation		14 613 233		15 282 909
	Diplomatie culturelle et d'influence	Annulation		3 365 567		3 506 028
	Français à l'étranger et affaires consulaires	Annulation		1 715 217		1 792 085
	Administration générale et territoriale de l'État					
	Administration territoriale de l'État	Annulation		6 894 194		6 520 023
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Annulation		7 930 435		10 022 719
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Annulation		708 940		886 210
	Aide publique au développement					
	Aide économique et financière au développement	Annulation		4 971 056		4 349 707
	Solidarité à l'égard des pays en développement	Annulation		2 201 147		7 684 745
	Cohésion des territoires					
	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Annulation		3 621 218		5 174 071
	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Annulation		1 920 897		1 810 146
	Politique de la ville	Annulation		2 969 884		3 093 831
	Interventions territoriales de l'État	Annulation		1 002 878		1 048 298
	Conseil et contrôle de l'État					
	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Annulation		395 461		768 027
	Conseil économique, social et environnemental	Annulation		33 372		46 345
	Cour des comptes et autres juridictions financières	Annulation		116 921		181 636
	Culture					
	Patrimoines	Annulation		6 294 245		7 577 652
	Création	Annulation		7 215 546		6 595 135
	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Annulation		4 938 905		4 947 818
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Annulation		781 566		799 267
	Direction de l'action du Gouvernement					
	Coordination du travail gouvernemental	Annulation		5 317 550		5 935 656
	Protection des droits et libertés	Annulation		261 190		290 949
	Écologie, développement et mobilité durables					

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Expertise, information géographique et météorologie	Annulation		2 067 232		2 153 507
	Prévention des risques	Annulation		19 385 049		11 115 294
	Sûreté nucléaire et radioprotection	Annulation		828 865		902 256
	Économie					
	Plan France Très haut débit	Annulation				2 685 060
	Statistiques et études économiques	Annulation		710 086		690 391
	Engagements financiers de l'État					
	Épargne	Annulation		1 208 181		1 258 604
	Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	Annulation				2 338 514
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du premier degré	Annulation		434 686		483 174
	Enseignement scolaire public du second degré	Annulation		2 967 783		3 077 442
	Vie de l'élève	Annulation		11 005 827		11 444 571
	Enseignement privé du premier et du second degrés	Annulation		2 416 315		2 508 363
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Annulation		6 616 761		7 369 873
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Annulation		12 250 118		11 847 259
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Annulation		4 707 769		4 270 983
	Facilitation et sécurisation des échanges	Annulation				4 082 124
	Immigration, asile et intégration					
	Immigration et asile	Annulation		16 322 804		16 010 628
	Intégration et accès à la nationalité française	Annulation		2 786 494		2 869 748
	Investir pour la France de 2030					
	Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	Annulation				2 626 621
	Valorisation de la recherche	Annulation				420 923
	Accélération de la modernisation des entreprises	Annulation				1 788 571
	Financement des investissements stratégiques	Annulation				34 733 242
	Financement structurel des écosystèmes d'innovation	Annulation				17 988 316
	Médias, livre et industries culturelles					
	Presse et médias	Annulation		2 800 000		2 800 000
	Livre et industries culturelles	Annulation		1 891 214		1 753 354
	Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation					
	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	Annulation		484 335		504 549

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Recherche et enseignement supérieur					
	Formations supérieures et recherche universitaire	Annulation		11 253 071		10 820 835
	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Annulation		38 797 429		36 210 553
	Recherche spatiale	Annulation		17 825 602		18 569 547
	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Annulation		3 245 415		3 486 480
	Enseignement supérieur et recherche agricoles	Annulation		1 354 323		1 147 687
	Relations avec les collectivités territoriales					
	Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	Annulation		48 256 434		34 813 981
	Concours spécifiques et administration	Annulation		3 915 961		4 439 856
	Santé					
	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Annulation		3 967 309		4 176 465
	Sécurités					
	Police nationale	Annulation		2 850 000		2 900 000
	Gendarmerie nationale	Annulation		2 850 000		2 900 000
	Sport, jeunesse et vie associative					
	Sport	Annulation		3 583 838		3 556 610
	Transformation et fonction publiques					
	Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs	Annulation		2 044 662		1 912 463
	Transformation publique	Annulation		196 490		1 320 718
	Fonction publique	Annulation		1 876 579		1 977 159
	Travail, emploi et administration des ministères sociaux					
	Accès et retour à l'emploi	Annulation		94 524 862		93 897 532
	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Annulation		278 769		654 683
	Soutien des ministères sociaux	Annulation		3 626 315		4 678 807
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Énergie, climat et après-mines	Ouverture		406 600 000		463 500 000
15/10/2026	**Écologie, développement et mobilité durables**					
	Service public de l'énergie	Annulation		405 514 403		415 514 403
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Ouverture		214 514 403		214 514 403
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Affaires maritimes, pêche et aquaculture	Ouverture		41 000 000		41 000 000
	Énergie, climat et après-mines	Ouverture		150 000 000		150 000 000

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Outre-mer					
	Conditions de vie outre-mer	Ouverture				10 000 000

Décrets pris en application de l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Annulations

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
12/06/2026	**Action extérieure de l'État**					
	Action de la France en Europe et dans le monde	Annulation		12 040 127		11 370 451
	Diplomatie culturelle et d'influence	Annulation		2 748 938		2 608 477
	Français à l'étranger et affaires consulaires	Annulation		1 410 174		1 333 307
	Administration générale et territoriale de l'État					
	Administration territoriale de l'État	Annulation		4 476 712		4 850 883
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Annulation		9 549 165		7 456 881
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales					
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Annulation		836 608		659 338
	Aide publique au développement					
	Aide économique et financière au développement	Annulation		2 614 824		3 236 173
	Solidarité à l'égard des pays en développement	Annulation		1 797 859		5 717 434
	Cohésion des territoires					
	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Annulation		5 402 350		3 849 498
	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Annulation		1 235 994		1 346 745
	Politique de la ville	Annulation		2 425 750		2 301 803
	Interventions territoriales de l'État	Annulation		825 351		779 931
	Conseil et contrôle de l'État					
	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Annulation		943 977		571 411
	Conseil économique, social et environnemental	Annulation		47 454		34 481
	Cour des comptes et autres juridictions financières	Annulation		199 851		135 137
	Culture					
	Patrimoines	Annulation		6 921 164		5 637 757
	Création	Annulation		4 286 355		4 906 766
	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Annulation		7 036 656		7 027 743
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Annulation		612 353		594 653
	Direction de l'action du Gouvernement					
	Coordination du travail gouvernemental	Annulation		5 034 222		4 416 115
	Protection des droits et libertés	Annulation		246 225		216 466
	Écologie, développement et mobilité durables					

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Expertise, information géographique et météorologie	Annulation		1 688 480		1 602 205
	Prévention des risques	Annulation				8 269 754
	Sûreté nucléaire et radioprotection	Annulation		744 668		671 277
	Économie					
	Plan France Très haut débit	Annulation				1 997 679
	Statistiques et études économiques	Annulation		493 955		513 650
	Engagements financiers de l'État					
	Épargne	Annulation		986 822		936 399
	Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	Annulation				1 739 849
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du premier degré	Annulation		1 468 278		1 419 790
	Enseignement scolaire public du second degré	Annulation		3 102 577		2 992 918
	Vie de l'élève	Annulation		7 880 169		7 441 425
	Enseignement privé du premier et du second degrés	Annulation		1 120 999		1 028 951
	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Annulation		6 383 239		5 630 127
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Annulation		8 411 476		8 814 335
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Annulation		2 740 816		3 177 602
	Facilitation et sécurisation des échanges	Annulation				3 037 091
	Immigration, asile et intégration					
	Immigration et asile	Annulation		11 599 696		11 911 872
	Intégration et accès à la nationalité française	Annulation		2 218 340		2 135 086
	Investir pour la France de 2030					
	Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	Annulation				1 954 200
	Valorisation de la recherche	Annulation				313 166
	Accélération de la modernisation des entreprises	Annulation				1 330 693
	Financement des investissements stratégiques	Annulation				25 841 455
	Financement structurel des écosystèmes d'innovation	Annulation				13 383 268
	Médias, livre et industries culturelles					
	Livre et industries culturelles	Annulation		1 166 631		1 304 491
	Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation					
	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	Annulation		395 597		375 383
	Recherche et enseignement supérieur					

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Formations supérieures et recherche universitaire	Annulation		24 218 441		24 650 677
	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Annulation		24 353 697		26 940 572
	Recherche spatiale	Annulation		14 559 647		13 815 702
	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Annulation		2 834 999		2 593 934
	Enseignement supérieur et recherche agricoles	Annulation		647 242		853 877
	Régimes sociaux et de retraite					
	Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	Annulation		199 632 085		199 632 082
	Relations avec les collectivités territoriales					
	Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	Annulation		12 459 071		5 186 019
	Concours spécifiques et administration	Annulation		3 827 139		3 303 243
	Santé					
	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Annulation		3 316 437		3 107 281
	Sécurités					
	Sécurité et éducation routières	Annulation		4 300 000		4 200 000
	Sport, jeunesse et vie associative					
	Sport	Annulation		2 618 882		2 646 110
	Transformation et fonction publiques					
	Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs	Annulation		1 290 669		1 422 868
	Transformation publique	Annulation		160 489		982 611
	Fonction publique	Annulation		1 571 583		1 471 002
	Travail, emploi et administration des ministères sociaux					
	Accès et retour à l'emploi	Annulation		17 997 997		18 625 329
	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Annulation		862 997		487 083
	Soutien des ministères sociaux	Annulation		4 533 513		3 481 022
11/09/2026	**Action extérieure de l'État**					
	Action de la France en Europe et dans le monde	Annulation		6 606 876		9 280 637
	Diplomatie culturelle et d'influence	Annulation		2 696 798		3 762 839
	Français à l'étranger et affaires consulaires	Annulation		931 822		1 305 655
	Administration générale et territoriale de l'État					
	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Annulation		27 836 134		9 000 000
	Cohésion des territoires					
	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Annulation		51 530 261		36 365 098
	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Annulation		1 947 422		2 519 052

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Politique de la ville	Annulation		4 887 117		6 818 987
	Interventions territoriales de l'État	Annulation		807 647		1 130 609
	Conseil et contrôle de l'État					
	Conseil économique, social et environnemental	Annulation		11 555		28 144
	Culture					
	Patrimoines	Annulation		12 303 390		16 744 382
	Création	Annulation		5 842 959		2 996 954
	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	Annulation		6 792 206		
	Soutien aux politiques du ministère de la culture	Annulation		358 952		485 360
	Défense					
	Environnement et prospective de la politique de défense	Annulation		40 002 327		40 000 000
	Soutien de la politique de la défense	Annulation		10 000 000		10 000 000
	Direction de l'action du Gouvernement					
	Coordination du travail gouvernemental	Annulation		1 153 277		1 870 915
	Protection des droits et libertés	Annulation		97 961		171 613
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Expertise, information géographique et météorologie	Annulation		1 486 038		2 073 467
	Prévention des risques	Annulation		17 088 723		8 383 800
	Service public de l'énergie	Annulation		115 235 016		142 485 597
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	Annulation		3 768 811		3 326 478
	Sûreté nucléaire et radioprotection	Annulation		832 658		1 224 430
	Économie					
	Développement des entreprises et régulations	Annulation		13 440 670		11 462 862
	Plan France Très haut débit	Annulation				1 630 519
	Statistiques et études économiques	Annulation		337 169		419 244
	Engagements financiers de l'État					
	Épargne	Annulation		547 764		764 295
	Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	Annulation				1 420 076
	Enseignement scolaire					
	Enseignement scolaire public du premier degré	Annulation		88 516		155 007
	Enseignement scolaire public du second degré	Annulation		558 332		762 884
	Enseignement privé du premier et du second degrés	Annulation		1 423 477		1 977 045
	Gestion des finances publiques					
	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Annulation		9 559 417		7 194 318

Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
			Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Annulation		2 329 920		2 593 579
	Facilitation et sécurisation des échanges	Annulation				3 694 476
	Immigration, asile et intégration					
	Immigration et asile	Annulation		22 400 755		5 000 000
	Intégration et accès à la nationalité française	Annulation		15 000 000		15 000 000
	Médias, livre et industries culturelles					
	Presse et médias	Annulation		2 135 903		
	Recherche et enseignement supérieur					
	Formations supérieures et recherche universitaire	Annulation		13 771 659		4 292 287
	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Annulation		32 165 921		24 459 192
	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Annulation		4 979 428		6 272 229
	Régimes sociaux et de retraite					
	Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	Annulation		718 101		1 001 965
	Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers	Annulation		947 763		1 322 412
	Santé					
	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Annulation		1 656 538		
	Sécurités					
	Sécurité et éducation routières	Annulation		2 000 000		2 000 000
	Sport, jeunesse et vie associative					
	Sport	Annulation		4 453 053		4 029 017
	Jeunesse et vie associative	Annulation		6 175 982		8 617 338
	Transformation et fonction publiques					
	Transformation publique	Annulation		708 695		
	Fonction publique	Annulation				410 909
	Travail, emploi et administration des ministères sociaux					
	Accès et retour à l'emploi	Annulation		50 445 545		61 138 279
	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Annulation				30 577 797
	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Annulation		13 919		373 960
	Soutien des ministères sociaux	Annulation		1 923 523		3 456 293

Décrets pris en application de l'article 14 de la loi n° 2001-692 du 1er août 2001 - Annulations de fonds de concours et d'attributions de produits

			Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Date de publication du texte au JO	Mission / Programme	Annulation / Ouverture	Titre 2	Hors titre 2	Titre 2	Hors titre 2
31/07/2026	**Défense**					
	Préparation et emploi des forces	Annulation		5 724		5 724
	Équipement des forces	Annulation		2 665 988		2 665 988
	Écologie, développement et mobilité durables					
	Infrastructures et services de transports	Annulation		830 330		830 330
	Prévention des risques	Annulation		32 263		32 263
	Économie					
	Développement des entreprises et régulations	Annulation		93 292		20 518
	Sécurités					
	Police nationale	Annulation		36 939		36 939
	Gendarmerie nationale	Annulation		44 192		44 192
	Transformation et fonction publiques					
	Transformation publique	Annulation		662 134		662 134
	Travail, emploi et administration des ministères sociaux					
	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Annulation		23 201 702		23 201 702
	Soutien des ministères sociaux	Annulation	19 262		19 262	

Tableaux récapitulatifs des crédits consommés et disponibles à l'échelle de chaque programme du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux

Note

Conformément au 3° *bis* de l'article 53 de la LOLF, dans sa rédaction issue de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, les tableaux suivants récapitulent, pour chaque mission du budget général, chaque budget annexe et chaque compte spécial, par programme, le montant des autorisations d'engagement (AE) engagées et des crédits de paiement (CP) consommés et disponibles.

Les crédits disponibles sont constitués des crédits ouverts en loi de finances de l'année ainsi que des mouvements intervenus en cours de gestion (en AE et CP), desquels sont déduits les crédits consommés à date et les crédits mis en réserve.

Les crédits consommés sont constitués de l'ensemble des AE engagées et des CP consommés. Les données relatives à la consommation des crédits sont extraites du système d'information financier de l'État Chorus à la date du 27 octobre 2026, jour de la transmission du projet de loi au Conseil d'État.

Les crédits sont présentés dans cette annexe par titres agrégés. La ventilation en fonction des titres, mentionnés au I de l'article 5 de la LOLF, est fournie en annexe au format classeur.

Budget général

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Action extérieure de l'État	**1 666 933 868** **1 112 284 960** **2 779 218 828**	**1 593 416 129** **1 111 810 359** **2 705 226 488**	**399 183 033** **269 381 806** **668 564 839**	**445 900 716** **269 856 407** **715 757 123**
Programme n° 105 : Action de la France en Europe et dans le monde	1 009 778 852 1 112 284 960 2 122 063 812	959 413 384 1 111 810 359 2 071 223 743	317 933 221 269 381 806 587 315 026	340 045 429 269 856 407 609 901 836
Programme n° 151 : Français à l'étranger et affaires consulaires	121 242 020 121 242 020	116 442 868 116 442 868	22 785 374 22 785 374	28 666 959 28 666 959
Programme n° 185 : Diplomatie culturelle et d'influence	535 912 996 535 912 996	517 559 877 517 559 877	58 464 438 58 464 438	77 188 328 77 188 328
Administration générale et territoriale de l'État	**1 323 358 347** **2 484 875 233** **3 808 233 580**	**1 352 053 834** **2 483 357 410** **3 835 411 243**	**730 204 283** **579 183 507** **1 309 387 790**	**630 957 288** **580 701 330** **1 211 658 618**
Programme n° 216 : Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	706 785 525 729 021 140 1 435 806 665	729 249 420 728 920 916 1 458 170 336	423 534 392 166 506 387 590 040 779	382 598 530 166 606 611 549 205 141
Programme n° 232 : Vie politique	205 933 827 10 339 764 216 273 591	200 185 289 10 339 764 210 525 053	66 996 111 4 807 064 71 803 175	83 159 130 4 807 064 87 966 194
Programme n° 354 : Administration territoriale de l'État	410 638 995 1 745 514 328 2 156 153 324	422 619 125 1 744 096 729 2 166 715 854	239 673 780 407 870 056 647 543 836	165 199 628 409 287 655 574 487 283
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	**2 268 189 596** **712 610 035** **2 980 799 631**	**2 155 338 628** **712 534 882** **2 867 873 510**	**1 279 038 419** **218 480 985** **1 497 519 404**	**1 368 563 739** **218 556 138** **1 587 119 877**
Programme n° 149 : Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	1 491 532 194 1 491 532 194	1 384 248 791 1 384 248 791	953 656 178 953 656 178	1 086 209 111 1 086 209 111
Programme n° 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	275 377 534 287 431 216 562 808 751	289 743 972 287 423 724 577 167 696	250 380 391 80 527 051 330 907 442	242 505 193 80 534 543 323 039 736
Programme n° 215 : Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	76 974 868 425 178 819 502 153 686	57 040 865 425 111 158 482 152 023	75 001 850 137 953 934 212 955 785	39 849 434 138 021 595 177 871 030
Programme n° 381 : Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	424 305 000 424 305 000	424 305 000 424 305 000	0 0	0 0
Aide publique au développement	**2 787 967 868** **2 787 967 868**	**2 668 324 762** **2 668 324 762**	**1 559 952 921** **1 559 952 921**	**875 920 894** **875 920 894**
Programme n° 110 : Aide économique et financière au développement	859 753 532 859 753 532	834 237 061 834 237 061	441 192 986 441 192 986	400 007 645 400 007 645
Programme n° 209 : Solidarité à l'égard des pays en développement	598 818 705 598 818 705	1 145 738 421 1 145 738 421	466 369 056 466 369 056	320 161 723 320 161 723
Programme n° 365 : Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	100 000 000 100 000 000	100 000 000 100 000 000	0 0	0 0
Programme n° 370 : Restitution des « biens mal acquis »			38 100 806 38 100 806	6 100 806 6 100 806

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Programme n° 384 : Fonds de solidarité pour le développement	1 229 395 631	588 349 280	614 290 073	149 650 720
	1 229 395 631	588 349 280	614 290 073	149 650 720
Cohésion des territoires	**20 415 350 769**	**19 309 964 903**	**2 724 990 013**	**4 072 383 199**
	4 134 495	**4 134 495**	**15 512 911**	**15 512 911**
	20 419 485 265	**19 314 099 398**	**2 740 502 924**	**4 087 896 110**
Programme n° 109 : Aide à l'accès au logement	16 286 422 652	15 270 121 151	202 852 313	1 219 153 814
	16 286 422 652	15 270 121 151	202 852 313	1 219 153 814
Programme n° 112 : Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	254 310 719	262 392 732	54 607 314	59 574 820
	3 994 959	3 994 959	4 071 744	4 071 744
	258 305 678	266 387 690	58 679 058	63 646 565
Programme n° 135 : Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	761 395 572	984 549 242	1 311 649 110	1 555 744 949
	761 395 572	984 549 242	1 311 649 110	1 555 744 949
Programme n° 147 : Politique de la ville	504 673 776	476 610 346	66 388 336	94 451 766
	139 537	139 537	11 441 166	11 441 166
	504 813 313	476 749 882	77 829 502	105 892 933
Programme n° 162 : Interventions territoriales de l'État	205 694 390	81 778 206	424 294 100	269 984 488
	205 694 390	81 778 206	424 294 100	269 984 488
Programme n° 177 : Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	2 402 853 660	2 234 513 227	665 198 841	873 473 361
	2 402 853 660	2 234 513 227	665 198 841	873 473 361
Conseil et contrôle de l'État	**74 593 366**	**103 515 770**	**53 083 269**	**34 705 626**
	595 869 373	**595 635 851**	**132 903 686**	**133 137 208**
	670 462 738	**699 151 621**	**185 986 956**	**167 842 834**
Programme n° 126 : Conseil économique, social et environnemental	5 869 887	5 869 887	149 409	146 872
	27 652 090	27 652 090	0	0
	33 521 977	33 521 977	149 409	146 872
Programme n° 164 : Cour des comptes et autres juridictions financières	17 854 229	19 066 582	11 191 569	7 331 126
	194 454 829	194 316 730	46 385 713	46 523 813
	212 309 058	213 383 312	57 577 283	53 854 939
Programme n° 165 : Conseil d'État et autres juridictions administratives	50 869 250	78 579 301	41 742 291	27 227 628
	373 762 453	373 667 031	86 517 973	86 613 395
	424 631 704	452 246 332	128 260 264	113 841 023
Crédits non répartis			**384 000 000**	**84 000 000**
			350 000 000	**350 000 000**
			734 000 000	**434 000 000**
Programme n° 551 : Provision relative aux rémunérations publiques			350 000 000	350 000 000
			350 000 000	350 000 000
Programme n° 552 : Dépenses accidentelles et imprévisibles			384 000 000	84 000 000
			384 000 000	84 000 000
Culture	**2 452 385 378**	**2 436 505 527**	**480 095 492**	**500 654 541**
	565 859 890	**565 818 084**	**183 756 832**	**183 798 637**
	3 018 245 267	**3 002 323 611**	**663 852 324**	**684 453 178**
Programme n° 131 : Création	868 165 804	821 779 167	134 298 657	127 654 164
	868 165 804	821 779 167	134 298 657	127 654 164
Programme n° 175 : Patrimoines	873 730 462	933 730 329	244 096 199	229 664 961
	873 730 462	933 730 329	244 096 199	229 664 961
Programme n° 224 : Soutien aux politiques du ministère de la culture	85 602 305	85 049 750	21 105 452	21 658 007
	565 859 890	565 818 084	183 756 832	183 798 637
	651 462 195	650 867 835	204 862 284	205 456 644

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Programme n° 361 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	624 886 806	595 946 281	80 595 185	121 677 410
	624 886 806	595 946 281	80 595 185	121 677 410
Défense	**33 570 322 988**	**36 082 055 733**	**80 366 162 411**	**7 615 873 971**
	20 252 793 817	**20 250 577 786**	**3 705 045 476**	**3 707 261 507**
	53 823 116 804	**56 332 633 520**	**84 071 207 888**	**11 323 135 478**
Programme n° 144 : Environnement et prospective de la politique de défense	1 559 497 825	1 774 090 154	1 463 752 545	486 133 977
	1 559 497 825	1 774 090 154	1 463 752 545	486 133 977
Programme n° 146 : Équipement des forces	19 343 335 221	18 799 891 946	70 877 617 452	4 688 993 934
	19 343 335 221	18 799 891 946	70 877 617 452	4 688 993 934
Programme n° 178 : Préparation et emploi des forces	11 646 384 008	14 338 892 063	7 128 504 915	1 900 875 892
	11 646 384 008	14 338 892 063	7 128 504 915	1 900 875 892
Programme n° 212 : Soutien de la politique de la défense	1 021 105 933	1 169 181 570	896 287 500	539 870 169
	20 252 793 817	20 250 577 786	3 705 045 476	3 707 261 507
	21 273 899 750	21 419 759 356	4 601 332 976	4 247 131 676
Direction de l'action du Gouvernement	**573 228 861**	**530 236 290**	**198 054 120**	**290 418 949**
	298 657 699	**298 654 961**	**78 346 120**	**78 348 858**
	871 886 559	**828 891 251**	**276 400 240**	**368 767 807**
Programme n° 129 : Coordination du travail gouvernemental	510 064 760	480 492 446	193 608 318	271 157 765
	245 287 190	245 284 452	61 720 755	61 723 493
	755 351 949	725 776 898	255 329 073	332 881 258
Programme n° 308 : Protection des droits et libertés	63 164 101	49 743 843	4 445 802	19 261 184
	53 370 509	53 370 509	16 625 365	16 625 365
	116 534 610	103 114 352	21 071 167	35 886 549
Écologie, développement et mobilité durables	**18 880 402 387**	**19 284 616 667**	**8 872 827 409**	**5 763 344 653**
	2 374 997 628	**2 374 633 859**	**761 221 193**	**761 584 961**
	21 255 400 015	**21 659 250 526**	**9 634 049 209**	**6 524 929 615**
Programme n° 113 : Paysages, eau et biodiversité	304 143 140	308 431 788	77 589 468	92 644 843
	304 143 140	308 431 788	77 589 468	92 644 843
Programme n° 159 : Expertise, information géographique et météorologie	600 658 479	599 248 329	56 637 676	57 882 827
	600 658 479	599 248 329	56 637 676	57 882 827
Programme n° 174 : Énergie, climat et après-mines	690 027 453	1 263 669 458	1 102 989 510	577 566 320
	690 027 453	1 263 669 458	1 102 989 510	577 566 320
Programme n° 181 : Prévention des risques	2 000 459 718	1 154 629 654	468 069 302	253 717 231
	2 000 459 718	1 154 629 654	468 069 302	253 717 231
Programme n° 203 : Infrastructures et services de transports	6 751 150 768	6 977 883 515	4 451 340 058	861 565 922
	6 751 150 768	6 977 883 515	4 451 340 058	861 565 922
Programme n° 205 : Affaires maritimes, pêche et aquaculture	248 559 285	245 929 218	158 227 079	116 430 909
	248 559 285	245 929 218	158 227 079	116 430 909
Programme n° 217 : Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	175 594 008	204 615 513	102 460 471	70 846 254
	2 195 472 381	2 195 108 612	713 058 771	713 422 540
	2 371 066 389	2 399 724 126	815 519 242	784 268 795
Programme n° 235 : Sûreté nucléaire et radioprotection	91 611 074	88 723 762	37 045 188	45 775 219
	179 525 247	179 525 247	48 162 421	48 162 421
	271 136 320	268 249 009	85 207 609	93 937 641
Programme n° 345 : Service public de l'énergie	7 632 321 669	7 632 174 075	2 182 580 612	1 393 769 381
	7 632 321 669	7 632 174 075	2 182 580 612	1 393 769 381

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Programme n° 362 : Ecologie – mise en extinction du plan de relance	-49 524 613	244 525 018	61 464 375	1 904 845 922
	-49 524 613	244 525 018	61 464 375	1 904 845 922
Programme n° 380 : Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	435 401 409	564 786 338	174 424 278	388 299 824
	435 401 409	564 786 338	174 424 278	388 299 824
Économie	**2 700 231 182**	**2 564 925 554**	**1 136 542 863**	**1 141 131 009**
	756 928 982	**756 688 665**	**233 121 343**	**233 361 660**
	3 457 160 165	**3 321 614 219**	**1 369 664 206**	**1 374 492 669**
Programme n° 134 : Développement des entreprises et régulations	1 528 290 050	1 329 094 433	511 620 234	444 081 089
	332 887 984	332 887 115	96 932 172	96 933 042
	1 861 178 034	1 661 981 547	608 552 406	541 014 131
Programme n° 220 : Statistiques et études économiques	54 783 096	56 813 146	35 299 089	28 806 304
	305 335 830	305 335 704	106 500 584	106 500 710
	360 118 926	362 148 849	141 799 673	135 307 015
Programme n° 305 : Stratégies économiques	432 522 781	438 260 576	65 848 687	64 851 840
	118 705 168	118 465 847	29 688 587	29 927 908
	551 227 949	556 726 423	95 537 274	94 779 749
Programme n° 343 : Plan France Très haut débit	13 040 260	69 162 404	2 217 194	81 834 116
	13 040 260	69 162 404	2 217 194	81 834 116
Programme n° 367 : Financement des opérations patrimoniales en 2026 sur le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »	671 594 995	671 594 995	521 557 659	521 557 659
	671 594 995	671 594 995	521 557 659	521 557 659
Engagements financiers de l'État	**49 181 391 590**	**49 319 737 741**	**10 972 123 756**	**11 002 228 650**
	49 181 391 590	**49 319 737 741**	**10 972 123 756**	**11 002 228 650**
Programme n° 114 : Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	1 401 175 228	1 359 235 230	-610 812 267	-568 872 269
	1 401 175 228	1 359 235 230	-610 812 267	-568 872 269
Programme n° 117 : Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	47 217 548 106	47 217 548 106	11 397 451 894	11 397 451 894
	47 217 548 106	47 217 548 106	11 397 451 894	11 397 451 894
Programme n° 145 : Épargne	65 889 690	65 883 589	9 361 490	9 367 591
	65 889 690	65 883 589	9 361 490	9 367 591
Programme n° 336 : Dotation du Mécanisme européen de stabilité	-1			
	-1			
Programme n° 338 : Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement				
Programme n° 344 : Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque		180 292 250	11 901 205	60 000
		180 292 250	11 901 205	60 000
Programme n° 355 : Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État (crédits évaluatifs)	496 778 565	496 778 565	164 221 435	164 221 435
	496 778 565	496 778 565	164 221 435	164 221 435
Enseignement scolaire	**4 311 728 344**	**4 188 711 868**	**1 076 469 724**	**935 433 355**
	68 194 916 057	**68 172 230 052**	**15 827 947 797**	**15 850 633 802**
	72 506 644 401	**72 360 941 920**	**16 904 417 521**	**16 786 067 157**
Programme n° 139 : Enseignement privé du premier et du second degrés	851 505 900	847 525 756	31 676 304	35 658 375
	6 445 134 492	6 441 077 292	1 489 115 583	1 493 172 783
	7 296 640 392	7 288 603 048	1 520 791 887	1 528 831 158
Programme n° 140 : Enseignement scolaire public du premier degré	40 102 004	41 468 945	18 933 016	20 386 620
	22 623 671 419	22 616 727 770	5 089 687 596	5 096 631 245
	22 663 773 423	22 658 196 716	5 108 620 612	5 117 017 864

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Programme n° 141 : Enseignement scolaire public du second degré	307 080 346 31 903 042 848 32 210 123 194	304 865 854 31 896 845 363 32 201 711 217	41 107 301 7 549 138 087 7 590 245 388	43 930 896 7 555 335 572 7 599 266 468
Programme n° 143 : Enseignement technique agricole	464 169 952 841 935 292 1 306 105 243	434 142 017 841 434 463 1 275 576 480	140 397 452 287 179 902 427 577 355	153 722 623 287 680 731 441 403 354
Programme n° 214 : Soutien de la politique de l'éducation nationale	656 002 517 1 757 591 133 2 413 593 650	583 927 869 1 756 037 033 2 339 964 902	442 270 129 433 000 039 875 270 168	254 654 891 434 554 139 689 209 030
Programme n° 230 : Vie de l'élève	1 992 867 625 4 623 540 873 6 616 408 498	1 976 781 427 4 620 108 131 6 596 889 558	402 085 522 979 826 589 1 381 912 112	427 079 949 983 259 332 1 410 339 281
Gestion des finances publiques	**1 502 318 910** **6 679 095 528** **8 181 414 437**	**1 481 722 440** **6 676 977 324** **8 158 699 763**	**649 928 922** **2 166 030 841** **2 815 959 763**	**604 718 810** **2 168 149 045** **2 772 867 855**
Programme n° 156 : Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	851 234 514 5 193 838 314 6 045 072 828	829 256 676 5 192 696 017 6 021 952 693	368 920 582 1 728 710 211 2 097 630 793	392 478 326 1 729 852 508 2 122 330 834
Programme n° 218 : Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	375 082 114 447 956 622 823 038 736	350 825 166 447 953 422 798 778 588	117 544 491 93 017 291 210 561 782	93 670 475 93 020 491 186 690 966
Programme n° 302 : Facilitation et sécurisation des échanges	276 002 282 1 037 300 591 1 313 302 874	301 640 598 1 036 327 884 1 337 968 482	163 463 849 344 303 339 507 767 188	118 570 009 345 276 046 463 846 055
Immigration, asile et intégration	**1 459 914 944** **1 459 914 944**	**1 401 824 831** **1 401 824 831**	**722 552 801** **722 552 801**	**768 128 023** **768 128 023**
Programme n° 104 : Intégration et accès à la nationalité française	235 707 176 235 707 176	238 205 200 238 205 200	119 484 863 119 484 863	120 613 509 120 613 509
Programme n° 303 : Immigration et asile	1 224 207 768 1 224 207 768	1 163 619 631 1 163 619 631	603 067 938 603 067 938	647 514 514 647 514 514
Investir pour la France de 2030	**219 799 288** **219 799 288**	**2 015 801 530** **2 015 801 530**	**1 835 705 284** **1 835 705 284**	**1 835 417 639** **1 835 417 639**
Programme n° 421 : Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche		91 450 000 91 450 000		78 205 004 78 205 004
Programme n° 422 : Valorisation de la recherche		23 000 000 23 000 000		7 392 712 7 392 712
Programme n° 423 : Accélération de la modernisation des entreprises		109 000 000 109 000 000		10 143 700 10 143 700
Programme n° 424 : Financement des investissements stratégiques	219 799 288 219 799 288	1 152 351 530 1 152 351 530	1 410 455 284 1 410 455 284	1 150 830 804 1 150 830 804
Programme n° 425 : Financement structurel des écosystèmes d'innovation		640 000 000 640 000 000	425 250 000 425 250 000	588 845 419 588 845 419
Justice	**3 327 326 073** **5 735 522 071** **9 062 848 144**	**4 121 557 254** **5 735 454 425** **9 857 011 679**	**1 558 379 791** **2 029 249 538** **3 587 629 329**	**841 551 668** **2 029 317 184** **2 870 868 852**
Programme n° 101 : Accès au droit et à la justice	656 012 164 656 012 164	650 669 858 650 669 858	106 331 915 106 331 915	111 683 525 111 683 525

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Programme n° 107 : Administration pénitentiaire	824 588 388 2 586 016 133 3 410 604 522	1 500 888 658 2 582 988 230 4 083 876 887	722 828 212 975 926 312 1 698 754 523	333 874 825 978 954 215 1 312 829 040
Programme n° 166 : Justice judiciaire	1 144 304 712 2 429 523 128 3 573 827 840	1 277 951 943 2 431 242 853 3 709 194 796	402 863 808 799 672 602 1 202 536 410	167 382 957 797 952 877 965 335 834
Programme n° 182 : Protection judiciaire de la jeunesse	348 443 439 523 834 620 872 278 059	332 863 914 524 985 610 857 849 525	120 637 193 182 655 701 303 292 894	86 340 686 181 504 711 267 845 396
Programme n° 310 : Conduite et pilotage de la politique de la justice	352 704 892 193 415 662 546 120 554	357 281 167 193 505 205 550 786 372	205 552 684 69 768 852 275 321 536	141 795 778 69 679 309 211 475 087
Programme n° 335 : Conseil supérieur de la magistrature	1 272 477 2 732 527 4 005 004	1 901 714 2 732 527 4 634 240	165 979 1 226 072 1 392 051	473 897 1 226 072 1 699 970
Médias, livre et industries culturelles	**575 866 721** **575 866 721**	**561 418 329** **561 418 329**	**124 843 484** **124 843 484**	**122 582 385** **122 582 385**
Programme n° 180 : Presse et médias	240 836 800 240 836 800	260 087 809 260 087 809	109 914 124 109 914 124	89 606 905 89 606 905
Programme n° 334 : Livre et industries culturelles	335 029 921 335 029 921	301 330 520 301 330 520	14 929 360 14 929 360	32 975 480 32 975 480
Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	**1 543 111 817** **1 209 609** **1 544 321 426**	**1 366 041 889** **1 209 609** **1 367 251 498**	**115 482 589** **291 833** **115 774 421**	**305 047 809** **291 833** **305 339 642**
Programme n° 158 : Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	61 456 588 1 209 609 62 666 197	55 865 641 1 209 609 57 075 250	10 144 647 291 833 10 436 480	15 735 924 291 833 16 027 757
Programme n° 169 : Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	1 481 655 229 1 481 655 229	1 310 176 248 1 310 176 248	105 337 941 105 337 941	289 311 885 289 311 885
Outre-mer	**2 332 356 209** **167 632 293** **2 499 988 503**	**2 073 221 445** **167 568 994** **2 240 790 439**	**620 998 654** **44 354 209** **665 352 863**	**901 459 748** **44 417 508** **945 877 256**
Programme n° 123 : Conditions de vie outre-mer	734 021 616 734 021 616	775 470 478 775 470 478	245 942 274 245 942 274	252 046 962 252 046 962
Programme n° 138 : Emploi outre-mer	1 598 334 593 167 632 293 1 765 966 886	1 297 750 968 167 568 994 1 465 319 961	375 056 380 44 354 209 419 410 589	649 412 785 44 417 508 693 830 294
Pouvoirs publics	**1 140 106 427** **1 140 106 427**	**1 140 106 427** **1 140 106 427**	**72 794** **72 794**	**72 794** **72 794**
Programme n° 501 : Présidence de la République	122 563 852 122 563 852	122 563 852 122 563 852	0 0	0 0
Programme n° 511 : Assemblée nationale	607 647 569 607 647 569	607 647 569 607 647 569	0 0	0 0
Programme n° 521 : Sénat	353 470 900 353 470 900	353 470 900 353 470 900	0 0	0 0
Programme n° 531 : Conseil constitutionnel	20 000 000 20 000 000	20 000 000 20 000 000	0 0	0 0

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Programme n° 532 : Haute Cour				
Programme n° 533 : Cour de justice de la République	827 206	827 206	72 794	72 794
	827 206	827 206	72 794	72 794
Programme n° 541 : La Chaîne parlementaire	35 596 900	35 596 900	0	0
	35 596 900	35 596 900	0	0
Programme n° 542 : Indemnités des représentants français au Parlement européen				
Recherche et enseignement supérieur	**29 921 430 136**	**26 906 690 626**	**790 368 685**	**3 463 734 725**
	556 971 639	**556 071 289**	**160 066 936**	**160 967 286**
	30 478 401 775	**27 462 761 915**	**950 435 621**	**3 624 702 011**
Programme n° 142 : Enseignement supérieur et recherche agricoles	167 505 560	116 654 911	24 389 468	34 976 620
	201 679 539	201 679 539	66 235 965	66 235 965
	369 185 098	318 334 449	90 625 434	101 212 586
Programme n° 150 : Formations supérieures et recherche universitaire	15 088 285 249	15 088 230 401	137 440 747	87 831 145
	355 292 100	354 391 750	93 830 971	94 731 321
	15 443 577 350	15 442 622 152	231 271 718	182 562 466
Programme n° 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	8 068 869 199	5 848 527 763	258 678 828	2 213 879 009
	8 068 869 199	5 848 527 763	258 678 828	2 213 879 009
Programme n° 190 : Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 229 529 515	1 242 627 350	213 214 852	207 743 214
	1 229 529 515	1 242 627 350	213 214 852	207 743 214
Programme n° 191 : Recherche duale (civile et militaire)	93 163 317	74 751 074	0	18 412 243
	93 163 317	74 751 074	0	18 412 243
Programme n° 192 : Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	535 459 683	484 746 281	14 221 246	85 453 100
	535 459 683	484 746 281	14 221 246	85 453 100
Programme n° 193 : Recherche spatiale	1 759 381 056	1 576 058 508	0	183 322 548
	1 759 381 056	1 576 058 508	0	183 322 548
Programme n° 231 : Vie étudiante	2 979 236 557	2 475 094 337	142 423 543	632 116 846
	2 979 236 557	2 475 094 337	142 423 543	632 116 846
Régimes sociaux et de retraite	**5 522 793 325**	**5 031 768 253**	**246 031 866**	**737 056 938**
	5 522 793 325	**5 031 768 253**	**246 031 866**	**737 056 938**
Programme n° 195 : Régimes de retraite des mines, de la SEITA, et divers	964 975 294	884 580 763	100 398 274	180 792 805
	964 975 294	884 580 763	100 398 274	180 792 805
Programme n° 197 : Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	739 944 013	676 392 930	67 267 638	130 818 721
	739 944 013	676 392 930	67 267 638	130 818 721
Programme n° 198 : Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 817 874 018	3 470 794 560	78 365 954	425 445 412
	3 817 874 018	3 470 794 560	78 365 954	425 445 412
Relations avec les collectivités territoriales	**2 767 021 523**	**3 342 039 072**	**664 303 399**	**572 973 689**
	2 767 021 523	**3 342 039 072**	**664 303 399**	**572 973 689**
Programme n° 119 : Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	2 557 131 003	3 064 653 948	558 888 337	429 298 096
	2 557 131 003	3 064 653 948	558 888 337	429 298 096

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Programme n° 122 : Concours spécifiques et administration	209 890 520	277 385 124	105 415 062	143 675 593
	209 890 520	277 385 124	105 415 062	143 675 593
Remboursements et dégrèvements	**122 583 038 563**	**122 574 613 183**	**23 017 324 179**	**23 025 749 559**
	122 583 038 563	**122 574 613 183**	**23 017 324 179**	**23 025 749 559**
Programme n° 200 : Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)	118 870 489 021	118 862 055 190	22 303 873 721	22 312 307 552
	118 870 489 021	118 862 055 190	22 303 873 721	22 312 307 552
Programme n° 201 : Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	3 712 549 542	3 712 557 993	713 450 458	713 442 007
	3 712 549 542	3 712 557 993	713 450 458	713 442 007
Santé	**1 735 503 091**	**1 521 815 591**	**69 850 120**	**263 229 920**
	696 500	696 500	0	0
	1 736 199 591	**1 522 512 091**	**69 850 120**	**263 229 920**
Programme n° 183 : Protection maladie	1 149 403 500	935 223 800	0	214 179 700
	1 149 403 500	935 223 800	0	214 179 700
Programme n° 204 : Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	344 099 591	344 591 791	69 850 120	49 050 220
	696 500	696 500	0	0
	344 796 091	345 288 291	69 850 120	49 050 220
Programme n° 379 : Reversement à la sécurité sociale des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet « Ségur investissement » du plan national de relance et de résilience (PNRR)	242 000 000	242 000 000	0	0
	242 000 000	242 000 000	0	0
Sécurités	**3 415 549 845**	**3 394 647 391**	**1 809 937 299**	**1 117 512 608**
	17 894 635 505	17 890 468 434	3 593 579 971	3 597 747 041
	21 310 185 350	**21 285 115 825**	**5 403 517 270**	**4 715 259 649**
Programme n° 152 : Gendarmerie nationale	1 481 584 599	1 569 878 343	541 660 342	408 997 869
	7 808 104 720	7 807 893 840	1 396 130 445	1 396 341 325
	9 289 689 319	9 377 772 182	1 937 790 787	1 805 339 194
Programme n° 161 : Sécurité civile	590 526 589	482 245 714	336 478 960	207 336 974
	194 711 588	194 711 588	56 930 515	56 930 515
	785 238 177	676 957 302	393 409 475	264 267 490
Programme n° 176 : Police nationale	1 289 529 232	1 292 276 981	911 317 231	480 075 560
	9 891 819 197	9 887 863 007	2 140 519 011	2 144 475 201
	11 181 348 429	11 180 139 988	3 051 836 241	2 624 550 761
Programme n° 207 : Sécurité et éducation routières	53 909 425	50 246 353	20 480 767	21 102 204
	53 909 425	50 246 353	20 480 767	21 102 204
Solidarité, insertion et égalité des chances	**30 609 337 005**	**26 081 375 151**	**500 219 495**	**5 036 187 938**
	1 396 164	1 396 164	1 986 836	1 986 836
	30 610 733 169	**26 082 771 315**	**502 206 331**	**5 038 174 774**
Programme n° 137 : Égalité entre les femmes et les hommes	52 053 906	48 174 967	44 208 997	48 226 503
	52 053 906	48 174 967	44 208 997	48 226 503
Programme n° 157 : Handicap et dépendance	16 301 633 476	14 297 837 703	16 612 369	2 023 365 305
	16 301 633 476	14 297 837 703	16 612 369	2 023 365 305
Programme n° 304 : Inclusion sociale et protection des personnes	14 255 649 624	11 735 362 481	439 398 128	2 964 596 130
	1 396 164	1 396 164	1 986 836	1 986 836
	14 257 045 788	11 736 758 645	441 384 964	2 966 582 966
Sport, jeunesse et vie associative	**1 230 171 460**	**977 793 586**	**203 308 420**	**132 255 397**
	102 547 807	102 547 619	31 127 873	31 128 061
	1 332 719 266	**1 080 341 205**	**234 437 107**	**163 384 272**

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Programme n° 163 : Jeunesse et vie associative	639 561 500 -814 639 560 686	625 094 389 -814 625 093 575	19 234 258 19 235 072	33 475 980 33 476 794
Programme n° 219 : Sport	222 384 988 102 548 621 324 933 608	296 413 545 102 548 433 398 961 978	173 518 978 31 127 873 204 646 852	94 824 730 31 128 061 125 952 791
Programme n° 350 : Jeux olympiques et paralympiques 2024				
Programme n° 385 : Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030	368 224 972 368 224 972	56 285 652 56 285 652	10 555 183 10 555 183	3 954 687 3 954 687
Transformation et fonction publiques	**282 372 871** **43 248 139** **325 621 010**	**329 325 278** **43 248 139** **372 573 417**	**155 370 479** **10 819 959** **166 190 438**	**156 867 503** **10 819 959** **167 687 462**
Programme n° 148 : Fonction publique	188 283 652 169 293 188 452 945	184 241 657 169 293 184 410 950	42 090 477 119 257 42 209 734	55 888 138 119 257 56 007 395
Programme n° 348 : Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs	77 286 657 77 286 657	121 068 937 121 068 937	102 511 851 102 511 851	91 940 998 91 940 998
Programme n° 349 : Transformation publique	16 802 562 16 802 562	24 014 684 24 014 684	10 768 151 1 186 651 11 954 802	9 038 367 1 186 651 10 225 018
Programme n° 368 : Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	43 078 846 43 078 846	43 078 846 43 078 846	9 514 051 9 514 051	9 514 051 9 514 051
Travail, emploi et administration des ministères sociaux	**15 710 482 724** **889 456 096** **16 599 938 820**	**14 769 357 217** **888 569 409** **15 657 926 626**	**3 679 373 136** **191 826 634** **3 871 199 770**	**3 990 567 956** **192 713 320** **4 183 281 277**
Programme n° 102 : Accès et retour à l'emploi	5 522 097 104 5 522 097 104	5 505 930 473 5 505 930 473	922 795 975 922 795 975	1 030 848 466 1 030 848 466
Programme n° 103 : Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	9 341 619 372 9 341 619 372	8 443 606 619 8 443 606 619	2 672 962 056 2 672 962 056	2 717 438 884 2 717 438 884
Programme n° 111 : Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	37 977 761 37 977 761	69 862 805 69 862 805	2 554 983 2 554 983	4 693 192 4 693 192
Programme n° 155 : Soutien des ministères sociaux	808 788 487 889 456 096 1 698 244 582	749 957 319 888 569 409 1 638 526 729	81 060 122 191 826 634 272 886 756	237 587 415 192 713 320 430 300 735

Budgets annexes

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Contrôle et exploitation aériens	**928 957 918** **1 215 519 772** **2 144 477 689**	**736 795 180** **1 084 902 407** **1 821 697 587**	**333 709 006** **250 347 389** **584 056 395**	**274 791 392** **380 964 754** **655 756 146**
Programme n° 612 : Navigation aérienne	694 451 766 694 451 766	518 725 629 518 725 629	250 299 132 250 299 132	202 690 514 202 690 514

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Programme n° 613 : Soutien aux prestations de l'aviation civile	195 019 208 1 215 519 772 1 410 538 979	185 798 802 1 084 902 407 1 270 701 209	64 316 572 250 347 389 314 663 961	47 204 854 380 964 754 428 169 608
Programme n° 614 : Transports aériens, surveillance et certification	39 486 944 39 486 944	32 270 748 32 270 748	19 093 302 19 093 302	24 896 024 24 896 024
Publications officielles et information administrative	**81 166 950** **36 522 060** **117 689 010**	**67 181 174** **36 522 060** **103 703 234**	**17 325 105** **14 392 691** **31 717 796**	**29 317 746** **14 392 691** **43 710 437**
Programme n° 623 : Édition et diffusion	36 843 103 36 843 103	26 091 982 26 091 982	8 643 039 8 643 039	17 636 863 17 636 863
Programme n° 624 : Pilotage et ressources humaines	44 323 847 36 522 060 80 845 908	41 089 192 36 522 060 77 611 253	8 682 066 14 392 691 23 074 757	11 680 883 14 392 691 26 073 574

Comptes d'affectation spéciale

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	**940 613 768** **940 613 768**	**920 066 388** **920 066 388**	**1 394 736 146** **1 394 736 146**	**1 424 815 357** **1 424 815 357**
Programme n° 751 : Structures et dispositifs de sécurité routière	268 169 247 268 169 247	255 870 902 255 870 902	76 225 495 76 225 495	95 756 374 95 756 374
Programme n° 753 : Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	18 326 466 18 326 466	18 326 466 18 326 466	7 854 200 7 854 200	7 854 200 7 854 200
Programme n° 754 : Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières	654 118 056 654 118 056	645 869 021 645 869 021	559 212 163 559 212 163	569 760 495 569 760 495
Programme n° 755 : Désendettement de l'État			751 444 288 751 444 288	751 444 288 751 444 288
Développement agricole et rural	**117 182 959** **117 182 959**	**110 161 455** **110 161 455**	**58 733 504** **58 733 504**	**184 352 284** **184 352 284**
Programme n° 775 : Développement et transfert en agriculture	43 837 267 43 837 267	43 487 878 43 487 878	25 215 235 25 215 235	62 768 611 62 768 611
Programme n° 776 : Recherche appliquée et innovation en agriculture	73 345 692 73 345 692	66 673 576 66 673 576	33 518 269 33 518 269	121 583 674 121 583 674
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	**310 199 813** **310 199 813**	**255 111 668** **255 111 668**	**49 465 009** **49 465 009**	**451 573 438** **451 573 438**
Programme n° 793 : Électrification rurale	309 013 134 309 013 134	249 421 058 249 421 058	46 640 868 46 640 868	429 657 016 429 657 016
Programme n° 794 : Opérations de maîtrise de la demande d'électricité, de production d'électricité par des énergies renouvelables ou de production de proximité dans les zones non interconnectées	1 186 679 1 186 679	5 690 610 5 690 610	2 824 141 2 824 141	21 916 422 21 916 422

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	**146 633 435**	**180 351 701**	**139 974 789**	**332 048 016**
	146 633 435	**180 351 701**	**139 974 789**	**332 048 016**
Programme n° 721 : Contribution des cessions immobilières au désendettement de l'État				
Programme n° 723 : Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État	146 633 435	180 351 701	139 974 789	332 048 016
	146 633 435	180 351 701	139 974 789	332 048 016
Participations financières de l'État	**1 644 401 345**	**1 576 938 417**	**4 432 273 489**	**4 499 736 417**
	1 644 401 345	**1 576 938 417**	**4 432 273 489**	**4 499 736 417**
Programme n° 731 : Opérations en capital intéressant les participations financières de l'État	1 644 401 345	1 576 938 417	4 427 522 569	4 494 985 497
	1 644 401 345	1 576 938 417	4 427 522 569	4 494 985 497
Programme n° 732 : Désendettement de l'État et d'établissements publics de l'État			4 750 920	4 750 920
			4 750 920	4 750 920
Pensions	**888 604 244**	**888 603 141**	**297 157 851**	**297 158 954**
	50 998 314 512	**50 998 126 911**	**18 825 467 436**	**18 825 655 037**
	51 886 918 757	**51 886 730 052**	**19 122 625 286**	**19 122 813 991**
Programme n° 741 : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	2 498 452	2 497 349	9 132 459	9 133 562
	49 415 707 428	49 415 519 826	18 199 544 305	18 199 731 907
	49 418 205 880	49 418 017 175	18 208 676 764	18 208 865 469
Programme n° 742 : Ouvriers des établissements industriels de l'État	5 125 191	5 125 191	3 770 652	3 770 652
	1 569 200 248	1 569 200 248	620 508 272	620 508 272
	1 574 325 439	1 574 325 439	624 278 924	624 278 924
Programme n° 743 : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	880 980 601	880 980 601	284 254 740	284 254 740
	13 406 836	13 406 836	5 414 859	5 414 859
	894 387 438	894 387 438	289 669 598	289 669 598

Comptes de concours financiers

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Accords monétaires internationaux				
Programme n° 811 : Relations avec l'Union monétaire ouest-africaine				
Programme n° 812 : Relations avec l'Union monétaire d'Afrique centrale				
Programme n° 813 : Relations avec l'Union des Comores				
Avances à l'audiovisuel public	**3 863 312 945**	**3 219 927 460**	**0**	**643 385 485**
	3 863 312 945	**3 219 927 460**	**0**	**643 385 485**
Programme n° 841 : France Télévisions	2 425 577 000	2 021 814 170	0	403 762 830
	2 425 577 000	2 021 814 170	0	403 762 830

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Programme n° 842 : ARTE France	298 114 886	248 429 070	0	49 685 816
	298 114 886	248 429 070	0	49 685 816
Programme n° 843 : Radio France	648 033 908	540 028 260	0	108 005 648
	648 033 908	540 028 260	0	108 005 648
Programme n° 844 : France Médias Monde	303 883 551	253 236 290	0	50 647 261
	303 883 551	253 236 290	0	50 647 261
Programme n° 845 : Institut national de l'audiovisuel	103 461 144	86 217 620	0	17 243 524
	103 461 144	86 217 620	0	17 243 524
Programme n° 847 : TV5 Monde	84 242 456	70 202 050	0	14 040 406
	84 242 456	70 202 050	0	14 040 406
Programme n° 848 : Programme de transformation				
Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution	**109 803 369 628**	**109 804 083 424**	**26 098 077 368**	**26 097 363 572**
	109 803 369 628	**109 804 083 424**	**26 098 077 368**	**26 097 363 572**
Programme n° 832 : Avances aux collectivités et établissements publics, à la Nouvelle-Calédonie et aux collectivités régies par l'article 74 de la Constitution			206 000 000	206 000 000
			206 000 000	206 000 000
Programme n° 833 : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	109 803 369 628	109 804 083 424	25 892 077 368	25 891 363 572
	109 803 369 628	109 804 083 424	25 892 077 368	25 891 363 572
Programme n° 834 : Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de covid-19				
Prêts à des États étrangers	**304 755 171**	**700 373 800**	**507 038 040**	**440 059 863**
	304 755 171	**700 373 800**	**507 038 040**	**440 059 863**
Programme n° 851 : Prêts du Trésor à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	100 890 000	396 508 629	499 110 000	432 131 823
	100 890 000	396 508 629	499 110 000	432 131 823
Programme n° 852 : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	203 865 171	203 865 171	7 928 040	7 928 040
	203 865 171	203 865 171	7 928 040	7 928 040
Programme n° 853 : Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers		100 000 000		0
		100 000 000		0
Programme n° 854 : Prêts aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro				
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	**192 000 000**	**289 871 757**	**198 050 000**	**250 178 243**
	192 000 000	**289 871 757**	**198 050 000**	**250 178 243**
Programme n° 861 : Prêts et avances pour le logement des agents de l'État			50 000	50 000
			50 000	50 000

Hors T2 T2 Total	Consommation AE	Consommation CP	Disponible AE	Disponible CP
Programme n° 862 : Prêts pour le développement économique et social	2 000 000	11 400 000	98 000 000	88 600 000
	2 000 000	11 400 000	98 000 000	88 600 000
Programme n° 869 : Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris - Charles-de-Gaulle		88 471 757		61 528 243
		88 471 757		61 528 243
Programme n° 876 : Prêts octroyés dans le cadre des programmes des investissements d'avenir				
Programme n° 877 : Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 ou par le conflit en Ukraine				
Programme n° 878 : Soutien à la filière nickel en Nouvelle Calédonie	190 000 000	190 000 000	100 000 000	100 000 000
	190 000 000	190 000 000	100 000 000	100 000 000
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	**7 700 000 000**	**5 033 176 000**	**1 595 000 000**	**4 261 824 000**
	7 700 000 000	**5 033 176 000**	**1 595 000 000**	**4 261 824 000**
Programme n° 821 : Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	7 700 000 000	5 033 176 000	1 300 000 000	3 966 824 000
	7 700 000 000	5 033 176 000	1 300 000 000	3 966 824 000
Programme n° 823 : Avances à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics			210 000 000	210 000 000
			210 000 000	210 000 000
Programme n° 824 : Prêts et avances à des services de l'État			30 000 000	30 000 000
			30 000 000	30 000 000
Programme n° 825 : Avances à l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM) au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex			15 000 000	15 000 000
			15 000 000	15 000 000
Programme n° 826 : Prêts aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité				
Programme n° 827 : Prêts destinés à soutenir Île-de-France Mobilités à la suite des conséquences de l'épidémie de la covid-19				
Programme n° 828 : Prêts destinés à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la covid-19				
Programme n° 830 : Prêts à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens			40 000 000	40 000 000
			40 000 000	40 000 000

Note : des consommations négatives peuvent apparaître du fait de rétablissements de crédits plus importants que la consommation de crédits budgétaires.

Comptes spéciaux non dotés de crédits

	Dépenses des comptes
901 Approvisionnement de l'État et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	951 179 617
902 Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'État	632 762 143
903 Gestion de la dette et de la trésorerie de l'État	58 728 658 643
904 Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	12 647 000
907 Opérations commerciales des domaines	25 802 886
909 Régie industrielle des établissements pénitentiaires	22 001 190
910 Couverture des risques financiers de l'État	1 026 928 977
912 Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	185 868 795
915 Soutien financier au commerce extérieur	1 046 586 636
951 Émission des monnaies métalliques	91 555 562
952 Opérations avec le Fonds monétaire international	287 005 314
953 Pertes et bénéfices de change	23 324 152

Note : les comptes de commerce et les comptes d'opérations monétaires ne sont pas dotés de crédits en loi de finance, seule leur autorisation de découvert a un caractère limitatif. De fait, seules les dépenses de ces comptes peuvent être présentées.

Évaluations préalables

Note

Cette partie présente les évaluations préalables des articles du projet de loi de finances de fin de gestion, en application de l'article 53 (4°) de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF).

Présentées pour la première fois au Parlement à l'occasion du projet de loi de finances pour 2010, ces évaluations résultent d'une obligation prévue par la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution. Cette réforme a inscrit dans la LOLF l'obligation d'accompagner d'une évaluation préalable chaque disposition ne relevant pas du domaine exclusif des lois de finances. L'exercice d'évaluation préalable a cependant été étendu à certains articles qui appartiennent au domaine exclusif des lois de finances, afin d'assurer la meilleure information possible du Parlement.

Pour chaque article soumis à une évaluation préalable sont ainsi présentés :

- le diagnostic des difficultés à résoudre et les objectifs de la réforme envisagée, en mettant en lumière les limites du dispositif existant ;
- les différentes options envisageables, leurs avantages et inconvénients respectifs, afin de mettre en évidence les raisons ayant présidé au choix de la mesure proposée ;
- le dispositif juridique retenu, en précisant le rattachement de la mesure au domaine de la loi de finances, son articulation avec le droit européen et ses modalités d'application dans le temps et sur le territoire ;
- l'impact de la disposition envisagée, en distinguant, d'une part, les incidences (économiques, financières, sociales et environnementales) pour les différentes catégories de personnes physiques et morales intéressées et, d'autre part, les conséquences (budgétaires, sur l'emploi public et sur la charge administrative) pour les administrations publiques concernées ;
- les consultations menées avant la saisine du Conseil d'État, qu'elles aient un caractère obligatoire ou facultatif ;
- la mise en œuvre de la disposition, en indiquant la liste prévisionnelle des textes d'application requis, les autres moyens éventuellement nécessaires à la mise en place du dispositif, ainsi que ses modalités de suivi.

Ces différentes catégories ont été renseignées avec pour but d'éclairer au mieux l'article auquel elles se rapportent. Chaque évaluation préalable suit ainsi un principe de proportionnalité, en mettant l'accent sur les incidences les plus significatives, variables d'une disposition à l'autre.

ARTICLE 1
Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers

Évaluation préalable de l'article

- **S'agissant de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)**

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

L'AFITF est un établissement public à caractère administratif dont les missions sont définies à l'article R. 1512-12 du code des transports. Elle est administrée par un conseil d'administration composé pour moitié de représentants de l'État et pour moitié d'élus nationaux et locaux, et d'une personnalité qualifiée. Les ressources de l'AFITF sont de plusieurs natures (une part du produit de l'accise sur les énergies perçue en métropole sur les produits autres que les charbons, les gaz naturels et l'électricité, taxe d'aménagement du territoire prélevée par les concessionnaires d'autoroutes, redevance domaniale versée par les sociétés concessionnaires d'autoroutes, une partie du produit des amendes des radars automatiques du réseau routier national, une contribution volontaire des sociétés concessionnaires d'autoroutes, une fraction du tarif de solidarité sur les billets d'avion instituée en loi de finances initiale - LFI - pour 2020) et permettent de financer l'ensemble des dépenses de l'agence.

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

L'AFITF bénéficie d'une part du produit de l'accise sur les énergies perçue en métropole sur les produits autres que les charbons, les gaz naturels et l'électricité comme le prévoit l'article L. 1512-20 du code des transports. Le niveau du plafond affecté à l'AFITF actuellement en vigueur (1 469 millions d'euros) est fixé dans la loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

Une fois prises en compte les autres ressources de l'AFITF, la part d'accise sur les énergies affectée à l'agence est déterminée de manière à financer la trajectoire d'investissement annoncée par le Gouvernement dans le domaine des infrastructures de transport. Une modification législative est nécessaire pour mettre en cohérence le plafond fixé par la LFI pour 2026 avec le dynamisme des autres recettes affectées à l'agence et avec les trajectoires d'investissement dans le domaine des infrastructures de transports. Pour l'exercice 2026, le présent projet de loi de fin de gestion (PLFG) prévoit de diminuer la fraction d'accise sur les énergies affectée à l'AFITF de 258 millions d'euros, dont 200 millions d'euros ont déjà été traduits dans le budget rectificatif n° 2 de l'agence adopté en conseil d'administration du 1er juillet 2026. Les autres recettes de l'AFITF ne sont pas modifiées.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

La baisse du plafond de fraction d'accise sur les énergies affectée à l'AFITF de 258 millions d'euros vise à mettre en cohérence le plafond avec la trajectoire d'investissement dans le domaine des infrastructures de transport.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

Option n° 1 : ne pas modifier le plafond des taxes affectées.

Option n° 2 (retenue) : ajuster le plafond des taxes affectées.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

Option n° 1 :

Avantage : apurement plus rapide des restes à payer.

Inconvénients :

- risque d'accumulation importante de trésorerie d'ici la fin de gestion ;

- absence de recette supplémentaire pour le budget général ;
- remise en cause des trajectoires d'investissement dans le domaine des infrastructures de transport.

Option n° 2 (retenue) :

Avantage : plafond fixé en cohérence avec le dynamisme des autres recettes affectées à l'agence et avec les trajectoires d'investissement dans le domaine des infrastructures de transport.

Inconvénient : risque faible d'étalement de certaines opérations par rapport au calendrier envisagé à ce jour.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

L'option n° 2 permet d'assurer la stabilité par rapport à 2025 (3,5 milliards d'euros) du financement de la trajectoire d'investissement dans les infrastructures de transport (en tenant compte du dynamisme des autres recettes affectées à l'agence).

- **S'agissant de l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)**

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

L'ANSES est chargée de l'évaluation et de la délivrance des autorisations de mise sur le marché des médicaments vétérinaires. Elle perçoit les produits de la taxe annuelle portant sur les autorisations de médicaments vétérinaires et les autorisations d'établissements pharmaceutiques vétérinaires pour financer cette mission. Le montant des recettes encaissées en 2025 au titre de cette taxe s'est élevé à 0,6 million d'euros, pour un plafond actuellement fixé à 4,6 millions d'euros, en raison d'un retard dans l'encaissement desdites recettes.

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

Ce dispositif relève du II de l'article L. 5141-8 du code de la santé publique. Cet article a été modifié dernièrement par la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

Les recettes issues de la taxe annuelle portant sur les autorisations de médicaments vétérinaires et les autorisations d'établissements pharmaceutiques vétérinaires ont été titrées en fin d'année 2025 mais n'ont pu être encaissées en raison d'un dysfonctionnement dans l'outil de traitement des titres de l'Agence nationale du médicament vétérinaire (ANMV). Seuls 0,6 million d'euros ont pu être comptabilisés sur les 4,6 millions d'euros titrés avant fin 2025. Pour permettre l'encaissement de ces recettes, il est proposé un doublement du plafond d'affectation à l'ANSES des recettes issues de cette taxe pour l'année 2026, soit de 4,6 millions d'euros à 9,2 millions d'euros en 2026.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

La mesure a pour objectif de de permettre à l'ANSES d'encaisser en 2026 l'intégralité des recettes titrées au titre de l'année 2025, et ainsi de régulariser l'équilibre financier de la mission d'évaluation et de délivrance des autorisations de mise sur le marché des médicaments vétérinaires.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

Option n° 1 (retenue) : relever à titre exceptionnel, pour la seule année 2026, le plafond d'affectation de la taxe annuelle à 9,2 millions d'euros.

Option n° 2 : ne pas rehausser le plafond de la taxe.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

Option n° 1 (retenue) :

Avantages :

- la mesure permet à l'ANSES de percevoir l'intégralité du produit de la taxe titré au titre de l'année 2025 (4,6 millions d'euros), dont l'encaissement a été décalé en 2026 du fait de la mise en place du nouvel outil de traitement des titres de l'Agence

nationale du médicament vétérinaire (ANMV) et du dysfonctionnement de celui-ci, ainsi que le produit de la taxe due au titre de 2026 ;

- elle préserve l'équilibre financier de la mission d'évaluation et de délivrance des autorisations de mise sur le marché des médicaments vétérinaires, que cette taxe a vocation à financer, sans faire supporter à l'Agence les conséquences d'un simple décalage de calendrier. Elle est neutre pour les redevables, puisqu'elle ne modifie ni l'assiette ni le barème de la taxe ;
- elle est enfin strictement ponctuelle, le plafond revenant à son niveau habituel de 4,6 millions d'euros dès 2027, et le plafond proposé respecte l'écart maximal de 5 % avec le rendement prévisionnel (9,2 millions d'euros pour un rendement de 8,8 millions d'euros, soit +4,5 %).

Inconvénients :

- le relèvement du plafond prive le budget général de l'État de la fraction du produit de la taxe qui aurait été reversée au-delà du plafond fixé en LFI pour 2026 ;
- il conduit en outre à affecter en 2026 des recettes se rattachant à l'exercice 2025, ce qui déroge ponctuellement à la logique d'un plafond annuel et rend moins lisible l'évolution du plafond d'une année sur l'autre ; cette régularisation devra être retracée dans le compte financier 2026 de l'ANSES.

Option n° 2 :

Avantages :

- cette option ne nécessite aucune disposition législative et préserve la stabilité du plafond.
- La fraction du produit de la taxe excédant le plafond serait reversée au budget général de l'État.

Inconvénients :

- l'ANSES serait privée de près de la moitié du produit de la taxe encaissé en 2026, alors que ces recettes correspondent à des taxes dues au titre de 2025 et non à un surcroît de rendement ;
- l'activité d'évaluation et de délivrance des autorisations de mise sur le marché des médicaments vétérinaires serait déficitaire en 2026, ce qui imposerait soit un prélèvement sur le fonds de roulement de l'Agence, soit une subvention pour charges de service public complémentaire sur le programme 206 « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation », soit une réduction de l'activité, au risque de dégrader les délais d'instruction des dossiers ;
- les redevables acquitteraient en outre une taxe dont une partie ne financerait pas les missions de l'ANMV auxquelles elle est destinée.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

L'option n° 1 a été retenue car elle permet de ne pas entamer la capacité de l'ANSES à continuer l'évaluation et la délivrance des autorisations de mise sur le marché des médicaments vétérinaires.

- **S'agissant des chambres de commerce et de l'industrie (CCI)**

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

Les CCI réalisent trois missions principales : appui aux entreprises, formation professionnelle et représentation des entreprises auprès des pouvoirs publics. Les CCI exercent également une mission d'appui aux territoires et de gestion d'équipements (concessions ports et aéroports).

À ce titre, elles bénéficient notamment de fiscalité affectée, dite « taxe pour frais de chambre » (TFC), plafonnée à hauteur de 505,1 millions d'euros en LFI pour 2026.

La taxe pour frais de chambres de commerce et d'industrie (TCCI), affectée à CCI France, est constituée de la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises (TA-CFE) et de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (TA-CVAE), régies par les articles 1600 et suivants du code général des impôts. En application de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, la TCCI est plafonnée depuis 2012.

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

L'article 135 de la loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026 a fixé le plafond d'affectation à CCI France à 505,1 millions d'euros en 2026. Ce plafond est réparti entre un plafond de 270 millions d'euros pour la TA-CFE et 235 millions d'euros pour la TA-CVAE.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

Dans un contexte de mise à contribution des opérateurs de manière transversale à l'effort de maîtrise des finances publiques, il est proposé de réduire les ressources affectées aux CCI, dont le plafond d'affectation est abaissé par le présent PLFG pour un montant de 25 millions d'euros.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

La mesure permettrait de cibler l'activité des chambres consulaires sur les programmes où la valeur ajoutée est la plus élevée.

La diminution du plafond de la TA-CVAE affectée à CCI France n'est pas de nature à fragiliser la situation financière des chambres : la TFC (TA-CVAE et TA-CFE confondues) représente 29 % des ressources des CCI en 2024 (dernière comptabilité disponible), qui disposent par ailleurs d'une trésorerie importante (871 millions d'euros fin 2024).

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

Option n° 1 (retenue) : baisse du plafond de la TA-CVAE affectée au réseau consulaire.

Option n° 2 : maintien du financement au niveau actuel.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

Option n° 1 (retenue) : cette option permet de faire contribuer le réseau consulaire à la maîtrise des finances publiques tout en recherchant une amélioration de la performance des actions d'accompagnement des entreprises par les chambres.

Option n° 2 : cette option ne permet ni d'améliorer la performance de l'action publique ni de contribuer au redressement des finances publiques.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

L'option n° 1 a été retenue car elle permet de continuer à adapter l'offre de services des chambres, en complémentarité avec l'offre des autres opérateurs de l'État et dans une logique de simplification au profit des entreprises, tout en contribuant au redressement des finances publiques.

- **S'agissant de France compétences**

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

Les indépendants et les travailleurs non-salariés s'acquittent d'une contribution à la formation professionnelle (CFP) forfaitaire ou proportionnelle à leur chiffre d'affaires s'ils sont micro-entrepreneurs.

Ces fonds abondent leur propre droit au compte personnel de formation (CPF), et ouvrent un droit de tirage auprès d'un Fonds d'assurance formation sectoriel (l'association de gestion du financement de la formation des chefs d'entreprise – AGEFICE - pour les commerçants, le fonds interprofessionnel de formation des professionnels libéraux - FIF-PL - pour les professions libérales, ou le fonds d'assurance formation des chefs d'entreprise artisanale - FAFCEA - pour les artisans).

En entreprise individuelle, le taux de cotisation annuelle est de 0,29 % du plafond annuel de la sécurité sociale. En micro-entreprise, la cotisation est de 0,3 % du chiffre d'affaires.

Le rendement de la taxe était de 95 millions d'euros en LFI pour 2026 pour un plafond non-mordant fixé à 99,3 millions d'euros.

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

Le principe de la contribution à la formation professionnelle des travailleurs indépendants est prévu à l'article L. 6331-48 du code du travail qui fixe également le taux. L'article L. 6331-50 du même code prévoit le principe du plafonnement de la contribution à la formation professionnelle des artisans.

Le plafonnement de la taxe a été introduit par l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

Le rendement prévisionnel pour 2026 est de 99 436 874 euros, montant supérieur de 176 000 euros au plafond fixé pour 2026 à 99 260 726 euros. Pour ne pas réduire les moyens du FAFCEA, il est proposé de rehausser le plafond pour que ce dernier ne soit pas mordant.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

Le rendement de la participation au financement de la formation des professions non salariées (artisans) étant revenu à la hausse, il est nécessaire de rehausser le plafond affecté à France compétences afin que le FAFCEA bénéficie de cette hausse.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

Option n° 1 : ne pas modifier le plafond de la participation au financement de la formation des professions non salariées (artisans) affectée à France compétences.

Option n° 2 (retenue) : rehausser le plafond de 176 000 euros.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

Option n° 1 :

Avantage : écrêtement d'une recette de 176 000 euros au profit de l'État.

Inconvénient : ne permet pas au FAFCEA de bénéficier de la hausse du rendement de la participation.

Option n° 2 (retenue) :

Avantage : permet au FAFCEA de bénéficier de la hausse du rendement de la participation.

Inconvénient : perte de recettes pour le budget général.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

L'option n° 2 a été retenue car il n'apparait pas justifié de contraindre les moyens alloués au FAFCEA alors que les autres fonds d'assurance formation ne sont pas contraints par la LFI pour 2026.

- **S'agissant de la Société des Grands Projets (SGP)**

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

La SGP est un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial. Elle a été créée par l'article 7 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, qui lui confère pour mission principale de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation. Cet établissement public est financé par taxes affectées, notamment la taxe sur les locaux à usages de bureaux en Île-de-France, l'imposition forfaitaire sur le matériel roulant circulant sur le réseau de transport ferroviaire géré par la régie autonome des transports parisiens (RATP), ou encore la taxe additionnelle à la taxe de séjour.

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

L'imposition forfaitaire sur le matériel roulant circulant sur le réseau de transport ferroviaire (IFER) géré par la RATP, prévue à l'article 1599 *quater A bis* du code général des impôts, est affectée à la SGP dans la limite de 90,5 millions d'euros, le plafond ayant été relevé par la loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026 par rapport à 2025.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

Le niveau actuel du plafond d'IFER ne permet pas de générer un écrêtement suffisant pour contribuer à la maîtrise des finances publiques.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

La baisse de 20 millions d'euros du plafond d'IFER au profit de la SGP vise à matérialiser les efforts en gestion demandés aux opérateurs et à générer un écrêtement au profit du budget général de façon à contribuer à la maîtrise des finances publiques, sans remettre en cause la soutenabilité de l'opérateur.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

Option n° 1 : ne pas modifier le plafond de l'IFER affectée à la SGP.

Option n° 2 (retenue) : réduire de 20 millions d'euros le plafond de l'IFER affectée à la SGP de façon à générer un écrêtement au profit du budget général.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

Option n° 1 :

Avantage : ne dégrade pas le modèle de financement de la SGP.

Inconvénient : absence de recettes supplémentaires pour le budget de l'État.

Option n° 2 (retenue) :

Avantage : recettes supplémentaires pour le budget de l'État.

Inconvénient : légère dégradation du modèle de financement de la SGP qui ne remet toutefois pas en cause la soutenabilité de l'opérateur.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

L'option n° 2 a été retenue car elle permet de générer un écrêtement au profit du budget général de façon à maîtriser les finances publiques.

- **S'agissant de l'actualisation du montant du produit de la taxe sur la valeur ajoutée affecté au compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » au titre de l'année 2026**

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

Le VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 régit le fonctionnement du compte de concours financiers (CCF) " Avances à l'audiovisuel public " (AVP). Il retrace :

- en dépenses : les dotations allouées aux organismes de l'audiovisuel public visés par les articles 44, 45 et 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (France Télévisions, ARTE France, Radio France, France Médias Monde, l'Institut national de l'audiovisuel) et à la société TV5 Monde. Celles-ci, conformément à la règle inscrite dans l'article instituant le CCF, sont versées par douzièmes du montant inscrit en LFI ;
- en recettes : le montant du produit de la taxe sur la valeur ajoutée affecté à l'audiovisuel public.

En 2026, le montant du produit de la taxe sur la valeur ajoutée affectée aux recettes du comptes s'élève à 3 848 312 945 euros.

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

À la suite de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public par la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022, les recettes du CCF ont été alimentées, en 2022, par un montant du produit de TVA et par des remboursements d'avances correspondant au produit résiduel de la contribution à l'audiovisuel public à la suite de sa suppression (3° du VI de l'article 46 de la LFI pour 2006). Entre 2023 et 2024, le CCF a été alimenté par un montant du produit de TVA (2° du 1 du VI de l'article 46 de la LFI pour 2006).

Le financement par affectation d'un montant de TVA à l'audiovisuel public était initialement prévu à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2024. La loi organique n° 2024-1177 du 13 décembre 2024 portant réforme du financement de l'audiovisuel public a modifié l'article 2 de la loi organique n° 2001-692 du 1er janvier 2001 relative aux lois de finances qui prévoit désormais « *qu'un montant déterminé d'une imposition de toute nature peut* […] *être directement affecté aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle* ». Cette modification a permis de pérenniser, à compter de la LFI pour 2025, les modalités de financement retenues pour le secteur audiovisuel public en 2023 et 2024.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

Le 2° du 1 du VI de l'article 46 de la loi de finances pour 2006 prévoit désormais que « *les recettes du compte proviennent d'une fraction du produit de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) déterminée chaque année par la loi de finances de l'année* ». Par conséquent, il est nécessaire de fixer la fraction de TVA au sein de chaque projet de loi de finances (PLF).

En fin de gestion, le montant de TVA doit être ajusté selon les évolutions intervenues en cours d'année, d'une part, et en cohérence avec l'engagement pris par l'État de compenser les effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public, d'autre part.

Par ailleurs, le présent article vise également à résorber l'écart entre les recettes et les dépenses du CCF « Avances à l'audiovisuel public » de 15 millions d'euros dans la LFI pour 2026, en augmentant les recettes du compte.

En conséquence, le présent article rehausse le niveau de TVA affectée au CCF de +21,0 millions d'euros. Cette hausse se décompose comme suit :

- Une hausse de +11,0 millions d'euros au titre de la résorption du déficit de -15,0 millions d'euros du compte de concours financiers issu de la LFI pour 2026 au travers de la mobilisation du solde comptable créditeur du compte (+4,0 millions d'euros) et d'une hausse de +11,0 millions d'euros du montant de TVA affecté ;
- Une hausse de +10,0 millions d'euros des crédits alloués à France Médias Monde (FMM), proposée en seconde partie du présent PLFG, au titre de la compensation des effets fiscaux résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public conformément à l'engagement pris par l'État, dont FMM est désormais la seule entreprise du secteur à bénéficier d'une régularisation à l'euro près. Ce montant comprend lui-même :
    - Une hausse de +3,1 millions d'euros au titre la TVA payée sur les achats internationaux hors Union européenne en 2025 conformément au mécanisme habituel de régularisation en loi de fin de gestion N+1 de la compensation des effets fiscaux ;
    - Une hausse de +6,9 millions d'euros, correspondant au dernier état de la prévision de TVA payée en 2026, au titre de sa compensation par anticipation dans le cadre de la reprise en base dès le PLF pour 2027 des effets fiscaux supportés par FMM afin de mettre fin au mécanisme de régularisation à l'euro près en loi de fin de gestion N+1 de la compensation des effets fiscaux.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

L'objectif de cette mesure est d'ajuster le montant du produit de la TVA affecté aux recettes du CCF « Avances à l'audiovisuel public » au titre de l'année 2026. Le montant de recettes consécutif à cette affectation de TVA associé au solde comptable créditeur du CCF correspond aux ressources des six entités de l'audiovisuel public pour 2026.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

Option n° 1 (retenue) : ajuster le montant de TVA à l'audiovisuel public en 2026.

Option n° 2 : ne pas ajuster le montant de TVA à l'audiovisuel public en 2026.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

Option n° 1 (retenue) : le rehaussement du montant du produit de TVA affecté à l'audiovisuel public vise à mettre en cohérence le montant de TVA affecté en recettes du CCF AVP avec les montants de dotations publiques allouées aux entreprises en 2026. Il permettra ainsi de résorber le déficit issu de la loi de finances initiale (LFI) pour 2026 et de compenser à l'euro près les effets fiscaux payés par FMM résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public, conformément à l'engagement pris par l'État.

Option n° 2 : l'absence d'ajustement du montant de TVA affecté en recettes du CCF conduirait à dégager un solde budgétaire débiteur sur le CCF.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

L'option n° 1 a été retenue car l'ajustement du montant de TVA affecté en recettes du CCF AVP permet de résorber le déficit du CCF AVP issu de la LFI pour 2026 et, conformément à l'engagement pris par l'État, de rehausser les crédits alloués à FMM afin de compenser à l'euro près les effets fiscaux subis par l'entreprise résultant de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public, sans dégrader le solde du compte.

- **S'agissant de l'affectation de recettes issues des enchères de quotas d'émission de gaz à effet de serre aux autorités organisatrices de mobilité (AOM)**

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

En application des articles L. 1231-1 et suivants du code des transports, les AOM sont compétentes pour organiser les services de mobilité sur leur ressort territorial. Elles bénéficient notamment du produit du versement mobilité et, pour une partie d'entre elles, d'une fraction du produit de la mise aux enchères des quotas d'émission de gaz à effet de serre (ETS).

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

En application du I *ter* de l'article 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013, une fraction du produit de la mise aux enchères des quotas d'émission de gaz à effet de serre est affectée aux AOM. Cette affectation, initialement fixée à 50 millions d'euros par la LFI pour 2025, a été portée à 100 millions d'euros par l'article 63 de la loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

L'affectation de 100 millions d'euros de recettes issues des enchères de quotas d'émission de gaz à effet de serre conduit à minorer les recettes du budget général de l'État, alors même que les montants effectivement perçus par les bénéficiaires demeurent limités, même selon les nouvelles modalités de répartition prévues par la LFI pour 2026. Ainsi, en 2025, pour une enveloppe de 50 millions d'euros répartie entre plus de 750 AOM, le montant médian d'ETS affecté était d'environ 24 000 euros par bénéficiaire, ce qui est insuffisant pour exercer un effet significatif sur leurs décisions d'investissement.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

La réforme vise à supprimer une affectation de recettes dont l'efficacité économique apparaît limitée, afin de restaurer des marges de manœuvre pour le budget général de l'État, de simplifier les modalités de répartition des recettes issues des enchères ETS et de respecter le principe selon lequel les dépenses de fonctionnement récurrentes des AOM ont vocation à être financées par leurs ressources pérennes.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

Option n° 1 : maintenir l'affectation de 100 millions d'euros du produit des enchères ETS au profit des AOM.

Option n° 2 (retenue) : supprimer cette affectation.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

Option n° 1 :

Inconvénient : maintien de l'affectation en l'état alors que les montants unitaires demeurent limités et ne sont pas de nature à produire un effet significatif sur les décisions d'investissement des AOM.

Option n° 2 (retenue) :

Avantages :

- soutien au rétablissement de l'équilibre du budget général ;
- simplification des modalités de répartition des recettes issues des enchères ETS ;
- respect du principe d'universalité budgétaire.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

L'option n° 2 a été retenue car permet d'améliorer le solde du budget général et de limiter la progression de la dépense des AOM.

Concernant l'ensemble des dispositions du présent article

3. Dispositif juridique

3.1. Rattachement au domaine de la loi de finances de fin de gestion

En application du quatrième alinéa de l'article 35 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF), les lois de finances de fin de gestion peuvent comporter des dispositions tendant à modifier, pour l'année en cours, l'affectation d'impositions de toutes natures.

La modification du plafond des impositions concernées par le présent article ayant pour conséquence une modification des affectations pour l'année 2026, ces dispositions peuvent figurer en loi de finances de fin de gestion. De la même façon, ce rattachement parait justifié pour les dispositions relatives au montant de TVA affecté au CCF « Avances à l'audiovisuel public » et aux AOM qui modifient directement des affectations d'impositions de toutes natures.

3.2. Liste des dispositions (législatives et réglementaires) à créer, à modifier ou à abroger

Article 135 de la loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026.

Article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 s'agissant du montant de TVA affecté au CCF « Avances à l'audiovisuel public ».

Article 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 s'agissant de la suppression de l'affectation d'une fraction du produit des ETS aux AOM.

3.3. Articulation avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration (traités, droit dérivé, jurisprudence, aides d'État)

Sans objet.

3.4. Modalités d'application dans le temps (mesures transitoires éventuelles) et sur le territoire (justification, le cas échéant, des adaptations proposées et de l'absence d'application de la disposition à certaines collectivités d'outre-mer)

Cet article n'appelle pas de mesure transitoire. Compte tenu de leur nature, les mesures proposées n'appellent pas d'adaptation en outre-mer.

4. Incidence de la disposition envisagée

4.1. Évaluation des conséquences pour chaque catégorie de personnes physiques et morales intéressées

4.1.1. Incidences micro et/ou macro-économiques (impact sur la croissance, la compétitivité, la concurrence, modification des comportements, etc.)

Sans objet.

4.1.2. Coûts et bénéfices financiers pour chaque catégorie de personnes physiques et morales concernée

Affectataires	Plafond LFI 2026 (€)	Plafond LFG 2026 (€)	Variation du niveau d'affectation (€)
AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France	1 469 455 925	1 211 455 925	-258 000 000
ANSéS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail	4 620 000	9 200 000	+4 580 000
CCI France	235 117 000	210 117 000	-25 000 000
France compétences	99 260 726	99 436 874	+176 148
SGP - Société des grands projets	90 508 018	70 508 018	-20 000 000

- S'agissant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affecté au compte de concours financiers (CCF) « Avances à l'audiovisuel public » (AVP)

La disposition proposée conduit à une hausse de +21,0 millions d'euros du montant de TVA affecté au CCF AVP, qui se décompose en :

- Une hausse de +11,0 millions d'euros au titre de la résorption du déficit issu de la LFI pour 2026 ;
- Une hausse de +10,0 millions d'euros des moyens alloués à France Médias Monde au titre de la compensation des effets fiscaux supportés en 2025 (+3,1 millions d'euros) et, par anticipation, en 2026 (+6,9 millions d'euros) dans le cadre de la reprise en base dès le PLF pour 2027 des effets fiscaux supportés par FMM afin de mettre fin au mécanisme de régularisation à l'euro près en LFG N+1 de la compensation des effets fiscaux.

En M€	LFI 2026 Crédits budgétaires	PLFG 2026 Ouvertures / annulations	PLFG 2026 Crédits budgétaires
France Télévisions	2 425,6	-	2 425,6
ARTE France	298,1	-	298,1
Radio France	648,0	-	648,0
France Médias Monde	303,9	+10,0	313.9
INA	103,5	-	103,5
TV5 Monde	84,2	-	84,2
Total CCF	3 863,3	+10,0	3 873,4

- S'agissant de l'affectation de recettes issues des enchères de quotas d'émission de gaz à effet de serre aux autorités organisatrices de mobilité (AOM)

La mesure se traduit par une baisse de 100 M€ des recettes des AOM.

4.1.3. Incidences en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Sans objet.

4.1.4. Incidences sur la stratégie d'ensemble relative aux personnes en situation de handicap (domaines, moyens à prévoir pour leur mise en œuvre, etc.)

Sans objet.

4.1.5. Incidences sociales (impact sur l'emploi et le marché du travail en particulier)

Sans objet.

4.1.6. Incidences environnementales

Sans objet.

4.1.7. Incidences sur la jeunesse

Sans objet.

4.2. Évaluation des conséquences pour les administrations publiques concernées

4.2.1. Incidences budgétaires (coûts/économies nets de la mesure proposée)

- S'agissant de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)

La réduction du plafond de TICPE affectée à l'AFITF induit une augmentation de recette de 258 millions d'euros pour le budget de l'État au titre de l'année 2026.

- S'agissant de l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)

Le doublement du plafond de la taxe annuelle portant sur les autorisations de médicaments vétérinaires et les autorisations d'établissements pharmaceutiques vétérinaires affectée à l'ANSES, de manière temporaire, pour la seule année 2026, induit une baisse de recettes de 4,6 millions d'euros perçues par le budget de l'État.

- S'agissant des chambres de commerce et d'industrie (CCI)

La réduction du plafond de la TA-CVAE affectée à CCI France permet une hausse de 25 millions d'euros des ressources au profit du budget général et n'est pas de nature à fragiliser la situation financière des chambres, qui disposaient fin 2024 de 651 millions d'euros de fonds de roulement et de 871 millions d'euros de trésorerie.

- S'agissant de France compétences

L'augmentation du plafond de participation au financement de la formation des professions non salariées (artisans) affectée à France induit une diminution de recette de 176 148 euros pour le budget de l'État au titre de l'année 2026.

- S'agissant de la Société des Grands projets (SGP)

La réduction du plafond d'IFER affectée à la SGP induit une augmentation de recette de 20 millions d'euros pour le budget de l'État au titre de l'année 2026.

- S'agissant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affecté aux recettes du compte de concours financiers (CCF) « Avances à l'audiovisuel public » (AVP)

La disposition induit une dégradation de -10,0 millions d'euros du solde budgétaire de l'État en 2026 par rapport à la LFI pour 2026.

- S'agissant des autorités organisatrices de mobilité (AOM)

La suppression de l'affectation des ETS aux AOM induit une augmentation de recette de 100 millions d'euros pour le budget de l'État au titre de l'année 2026.

4.2.2. Incidences sur l'emploi public et la charge administrative

Sans objet.

4.3. Description synthétique de la méthode d'évaluation utilisée

Sans objet.

5. Consultations menées

5.1. Consultations obligatoires (collectivités d'outre-mer, commissions administratives, etc.)

Aucune consultation obligatoire n'est requise.

5.2. Consultations facultatives

Aucune consultation facultative n'a été menée.

6. Mise en œuvre de la disposition

6.1. Liste prévisionnelle des textes d'application nécessaires

Sans objet.

6.2. Le cas échéant, moyens autres que budgétaires et juridiques nécessaires à la mise en place du dispositif proposé (formalités administratives, évolution de l'organisation administrative, etc.)

Sans objet.

6.3. Modalités de suivi de la disposition (durée d'application, évaluation)

Dispositions au titre de l'année 2026.

- S'agissement de la TVA affecté aux recettes du CCF « AVP », la mise en œuvre de cette disposition sera retracée dans le rapport annuel de performances (RAP) du compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public », annexé au projet de loi relatif aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2026.

ARTICLE 2

Abaissement en 2026 du plafond de la première section du compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers »

Évaluation préalable de l'article

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

Le compte d'affectation spéciale (CAS) « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » permet d'affecter le produit des amendes perçues par la voie des systèmes automatiques de contrôle et sanctions (« radars ») à des actions de sécurité routière. Ce CAS bénéficie ainsi des recettes de ces amendes dans la limite d'un plafond de 514,65 millions d'euros. Ce produit est affecté successivement à hauteur de 344,65 millions d'euros à une première section « Contrôle automatisé » (section 1), puis à hauteur de 170 millions d'euros à une seconde section « Circulation et stationnement routiers » (section 2).

La section 1 finance l'installation et l'entretien des « radars » ainsi que la gestion du système de permis à points. La section 2 contribue à l'acquisition du matériel nécessaire à la mise en place du procès-verbal électronique, au financement par les collectivités territoriales de l'amélioration des transports en commun et du réseau routier et, enfin, à des versements au profit du Programme 755 « Désendettement de l'État ».

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

Les règles de fonctionnement du CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » sont définies à l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 qui fixe le plafond des recettes affectées au compte ainsi que leur répartition entre les deux sections.

Ainsi, toute évolution à la hausse du montant des plafonds de recettes affectées aux sections doit être accompagnée d'une modification de cet article.

L'article 49 précité a été modifié à plusieurs reprises par les lois de finances initiales (LFI) pour 2006, 2007, 2009, 2011, 2013, 2016, 2017, 2018, 2019, 2021, 2025, 2026 et par l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon.

À partir de la loi de finances initiale pour 2009, la majorité des modifications concerne le montant du produit des amendes affectées au compte d'affectation spéciale (articles des lois de finances initiales pour 2009, 2011, 2013, 2017, 2018, 2019, 2025 et 2026).

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

Une diminution de la dépense du programme 751 « Structure et dispositifs de sécurité routière » est attendue en raison d'un décalage opérationnel relatif à l'acquisition d'équipements concourant à la sécurité routière. Ainsi, la présente disposition s'inscrit dans les objectifs de la loi de finances de fin de gestion qui présente les ajustements de crédits indispensables à la gestion de la fin de l'exercice budgétaire.

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

L'abaissement du plafond du programme 751 « Structures et dispositifs de sécurité routière » permettra de traduire une sous-consommation à hauteur de 20 millions d'euros, compte tenu d'une diminution de la dépense attendue en fin d'exercice, inférieure au budget fixé en loi de finances initiale pour 2026, en raison d'un décalage opérationnel relatif à l'acquisition d'équipements concourant à la sécurité routière. Ce montant reviendra au budget général de l'État.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

Dès lors que le plafond de la section 1 du CAS « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et les dépenses du compte sont fixés à l'article 49 de la loi du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, toute dérogation doit être prévue par la loi.

Option n° 1 (retenue) : diminuer le plafond de recettes du CAS et versement au budget général de l'État du montant qui en est issu ;

Option n° 2 : ne pas modifier le plafond de recettes du CAS.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

La dérogation à l'article 49 de la loi de finances initiale pour 2006 en vue de procéder à l'abaissement du plafond de la section du compte d'affectation spéciale et au versement du montant qui en est issu au budget général pour l'année 2026 est la voie idoine permettant, *in fine*, une baisse du déficit public en 2026.

Option n° 1 (retenue) :

Avantage :

- permet de réajuster le niveau de dépenses au niveau du besoin réel observé pour l'année 2026.
- Le versement au budget général de la somme issue du plafonnement permet d'éviter qu'elle soit versée à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) en application du dernier alinéa de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, celle-ci ne présentant pas un tel besoin de financement.

Inconvénient : nécessite l'adoption d'une disposition législative pour une mesure qui est mise en œuvre une seule fois.

Option n° 2 :

Avantage : ne nécessite aucune disposition législative et permet l'application du cadre juridique pérenne entourant le fonctionnement du CAS Radars.

Inconvénient : ne permet pas de réajuster le niveau des dépenses, conformément aux objectifs de la loi de finances de fin de gestion.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

L'option n° 1 a été retenue au regard des contraintes fortes qui pèsent sur les finances publiques, *a fortiori* sur l'exercice 2026.

3. Dispositif juridique

3.1. Rattachement au domaine de la loi de finances de fin de gestion

En vertu de l'article 19 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF), aux termes duquel « *l'affectation d'une recette à un compte spécial ne peut résulter que d'une disposition de loi de finances* », cette disposition relève du domaine exclusif des lois de finances.

Le 3° du I de l'article 34 de la LOLF prévoit par ailleurs que les dispositions touchant aux affectations de recettes au sein du budget de l'État, et donc aux comptes d'affectation spéciale (CAS), relèvent exclusivement de la première partie de la loi de finances. Elles relèvent également du domaine de la loi de fin de gestion, conformément au premier alinéa de l'article 35 de la LOLF.

3.2. Liste des dispositions (législatives et réglementaires) à créer, à modifier ou à abroger

Aucune disposition législative ou réglementaire n'est modifiée ou abrogée.

3.3. Articulation avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration (traités, droit dérivé, jurisprudence, aides d'État)

Sans objet.

3.4. Modalités d'application dans le temps (mesures transitoires éventuelles) et sur le territoire (justification, le cas échéant, des adaptations proposées et de l'absence d'application de la disposition à certaines collectivités d'outre-mer)

La disposition prévue par le présent article est strictement limitée à l'exercice 2026.

4. Incidence de la disposition envisagée

4.1. Évaluation des conséquences pour chaque catégorie de personnes physiques et morales intéressées

4.1.1. Incidences micro et/ou macro-économiques (impact sur la croissance, la compétitivité, la concurrence, modification des comportements, etc.)

Sans objet.

4.1.2. Coûts et bénéfices financiers pour chaque catégorie de personnes physiques et morales concernée

Sans objet.

4.1.3. Incidences en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Sans objet.

4.1.4. Incidences sur la stratégie d'ensemble relative aux personnes en situation de handicap (domaines, moyens à prévoir pour leur mise en œuvre, etc.)

Sans objet.

4.1.5. Incidences sociales (impact sur l'emploi et le marché du travail en particulier)

Sans objet.

4.1.6. Incidences environnementales

Sans objet.

4.1.7. Incidences sur la jeunesse

Sans objet.

4.2. Évaluation des conséquences pour les administrations publiques concernées

4.2.1. Incidences budgétaires (coûts/économies nets de la mesure proposée)

La mesure conduit à verser 20 millions d'euros, qui n'auraient pas été consommés, au budget général de l'État.

4.3. Description synthétique de la méthode d'évaluation utilisée

Dans le cadre des travaux interministériels de suivi de l'exécution budgétaire, la prévision de dépense a fait l'objet d'une révision à la baisse pour le programme 751 « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers ».

5. Consultations menées

5.1. Consultations obligatoires (collectivités d'outre-mer, commissions administratives, etc.)

Aucune consultation obligatoire n'est requise.

5.2. Consultations facultatives

Aucune consultation facultative n'a été menée.

6. Mise en œuvre de la disposition

6.1. Liste prévisionnelle des textes d'application nécessaires

Sans objet.

6.2. Le cas échéant, moyens autres que budgétaires et juridiques nécessaires à la mise en place du dispositif proposé (formalités administratives, évolution de l'organisation administrative, etc.)

Sans objet.

6.3. Modalités de suivi de la disposition (durée d'application, évaluation)

Sans objet.

ARTICLE 3
Relations financières entre l'État et la Sécurité sociale

Évaluation préalable de l'article

1. Diagnostic des difficultés à résoudre et objectifs de la réforme envisagée

1.1. Situation actuelle

En application du 9° de l'article L. 131-8 du code de la sécurité sociale (CSS), dans sa rédaction issue de l'article 139 de la loi de finances initiale pour 2026, 29,05 % du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est affecté à la sécurité sociale en 2026, dont 20,77 points à la branche maladie et 8,28 points à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS).

Le niveau de cette fraction a été calibré de manière à garantir la neutralité financière de plusieurs mouvements entre l'État et la sécurité sociale en 2026. Il intègre notamment une majoration de 739 millions d'euros au titre de l'affectation à la sécurité sociale du gain résultant de l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités journalières maladie versées aux personnes atteintes d'une affection de longue durée (ALD), prévu par le projet de loi de finances pour 2026.

L'exonération d'impôt sur le revenu dont bénéficient ces indemnités ayant été maintenue, la branche maladie perçoit en 2026 une ressource de TVA de 739 millions d'euros sans contrepartie.

1.2. Description des dispositifs juridiques en vigueur et date de leur dernière modification

L'article L. 131-8 du CSS fixe la liste et la répartition des impôts et taxes affectés aux organismes de sécurité sociale. Son 9° détermine la fraction du produit de la TVA affectée à la sécurité sociale et sa répartition entre la branche maladie (a) et l'ACOSS (b).

Ce même article a été modifié en dernier lieu par l'article 139 de la loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026.

1.3. Problème à résoudre, raisons pour lesquelles les moyens existants sont insuffisants et le cas échéant nécessité de procéder à une nouvelle modification des dispositifs existants

La fraction de TVA affectée à la sécurité sociale est exprimée en pourcentage du produit annuel de la taxe. Une modification de son taux en fin d'année, alors que la quasi-totalité des versements mensuels de l'exercice ont été effectués, ne permettrait pas de restituer un montant déterminé et imposerait une régularisation des versements déjà intervenus.

Par ailleurs, la seule prise en compte de la mesure dans le calcul de la fraction de TVA pour 2027, prévue par le projet de loi de finances pour 2027, assure la correction de la base de la fraction à compter de 2027 mais ne permet pas de restituer le montant affecté au titre de 2026.

Il est donc nécessaire de prévoir une minoration en montant du dernier versement de TVA en 2026 rattaché à l'exercice 2026, selon une modalité déjà retenue par le passé (III de l'article 94 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 et III de l'article 91 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021).

1.4. Objectifs poursuivis par la réforme (présentation de la logique de l'intervention)

Le présent article vise à garantir la neutralité financière des relations entre l'État et la sécurité sociale, en restituant à l'État la ressource de TVA affectée à la branche maladie en 2026 en contrepartie d'une mesure qui n'est pas entrée en vigueur, et à imputer cette restitution en 2026.

2. Options possibles et nécessité de légiférer

2.1. Liste des options possibles

Option n° 1 (retenue) : minorer de 739 millions d'euros le dernier versement de TVA effectué en 2026 au titre de 2026 à la branche maladie en cohérence avec la non adoption dans la loi de finances initiale pour 2026 de l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités journalières maladie versées aux assurés atteints d'une affection de longue durée (ALD).

Option n° 2 : laisser à la branche maladie en 2026 la ressource de 739 millions d'euros, sans contrepartie.

2.2. Description des avantages/inconvénients des différentes options

L'option n° 1 permet de rétablir la neutralité financière des relations entre l'État et la sécurité sociale pour 2026 et impute la restitution sur l'exercice auquel se rattache la ressource.

L'option n° 2 maintiendrait au profit de la sécurité sociale une ressource de 739 millions d'euros pour 2026 dépourvue de contrepartie, au détriment du budget de l'État.

2.3. Raisons ayant présidé au choix de l'option proposée

L'option n° 1 a été retenue car elle permet de restituer à l'État une somme affectée initialement à la sécurité sociale mais qui est dépourvue de contrepartie. Elle constitue la modalité la plus simple et la plus lisible pour restituer un montant déterminé, sans modifier le taux de la fraction de TVA pour 2026.

3. Dispositif juridique

3.1. Rattachement au domaine de la loi de finances de fin de gestion

Le présent article modifie, pour l'année en cours, l'affectation à la sécurité sociale d'une imposition de toutes natures établie au profit de l'État. L'affectation à un tiers d'une ressource établie au profit de l'État ne pouvant résulter que d'une disposition de loi de finances en vertu du III de l'article 2 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, il relève du domaine des lois de finances.

Il peut figurer en loi de finances de fin de gestion en application de l'article 35 de la même loi organique, aux termes duquel ces lois peuvent comporter des dispositions tendant à modifier, pour l'année en cours, l'affectation d'impositions de toutes natures. La minoration porte en effet sur la ressource affectée en 2026 au titre de l'année 2026.

3.2. Liste des dispositions (législatives et réglementaires) à créer, à modifier ou à abroger

Le présent article, non codifié, ne crée, ne modifie, ni n'abroge aucune disposition législative ou réglementaire. Il déroge, pour l'année 2026 uniquement, au montant résultant de l'application du *a* du 9° de l'article L. 131-8 du CSS.

3.3. Articulation avec le droit européen en vigueur ou en cours d'élaboration (traités, droit dérivé, jurisprudence, aides d'État)

Sans objet.

3.4. Modalités d'application dans le temps (mesures transitoires éventuelles) et sur le territoire (justification, le cas échéant, des adaptations proposées et de l'absence d'application de la disposition à certaines collectivités d'outre-mer)

Modalités d'application dans les départements et régions d'outre-mer :

Guadeloupe	Application de plein droit
Guyane	Application de plein droit
Martinique	Application de plein droit
Réunion	Application de plein droit
Mayotte	Application de plein droit

Application éventuelle dans les collectivités d'outre-mer :

Saint-Barthélemy	OUI
Saint-Martin	OUI
Saint-Pierre-et-Miquelon	NON
Wallis et Futuna	NON
Polynésie française	NON
Nouvelle-Calédonie	NON
Terres australes et antarctiques françaises	NON

4. Incidence de la disposition envisagée

4.1. Évaluation des conséquences pour chaque catégorie de personnes physiques et morales intéressées

4.1.1. Incidences micro et/ou macro-économiques (impact sur la croissance, la compétitivité, la concurrence, modification des comportements, etc.)

Sans objet.

4.1.2. Coûts et bénéfices financiers pour chaque catégorie de personnes physiques et morales concernée

Le présent article est sans incidence pour les assurés et pour les entreprises. Il modifie uniquement, pour 2026, la répartition du produit de la TVA entre l'État et la branche maladie de la sécurité sociale.

4.1.3. Incidences en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Sans objet.

4.1.4. Incidences sur la stratégie d'ensemble relative aux personnes en situation de handicap (domaines, moyens à prévoir pour leur mise en œuvre, etc.)

Sans objet.

4.1.5. Incidences sociales (impact sur l'emploi et le marché du travail en particulier)

Sans objet.

4.1.6. Incidences environnementales

Sans objet.

4.1.7. Incidences sur la jeunesse

Sans objet.

4.2. Évaluation des conséquences pour les administrations publiques concernées

4.2.1. Incidences budgétaires (coûts/économies nets de la mesure proposée)

Le présent article majore de 739 millions d'euros les recettes de l'État et minore d'autant les ressources de la sécurité sociale au titre de 2026. Il est neutre pour l'ensemble des administrations publiques et sans effet sur les années ultérieures, la correction de la base de la fraction de TVA à compter de 2027 relevant du projet de loi de finances pour 2027. Cette opération ayant été anticipée dans la partie rectificative relative à 2026 du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2027, elle ne conduira pas à modifier le solde de la sécurité sociale pour 2026 par rapport au PLFSS déposé, soit un solde de -21,8 milliards d'euros en 2026.

Augmentation nette (+) ou diminution nette (-) des recettes fiscales exprimée en millions d'euros.

	2026
État	+739
Collectivités territoriales	0
Sécurité sociale	-739
Autres administrations publiques	0
Total pour l'ensemble des APU	**0**

4.2.2. Incidences sur l'emploi public et la charge administrative

Sans objet.

4.3. Description synthétique de la méthode d'évaluation utilisée

Le montant de 739 millions d'euros correspond au montant retenu lors du calibrage de la fraction de TVA affectée à la sécurité sociale pour 2026, soit une majoration de 0,34 point de TVA sur la base d'un rendement prévisionnel de la TVA de 215 368 millions d'euros retenu pour l'élaboration de la loi de finances initiale pour 2026.

La restitution est opérée pour ce montant nominal, indépendamment de l'écart entre le rendement prévisionnel et le rendement effectif de la TVA en 2026, conformément à la logique de compensation en montant des mouvements financiers entre l'État et la sécurité sociale.

5. Consultations menées

5.1. Consultations obligatoires (collectivités d'outre-mer, commissions administratives, etc.)

Aucune consultation obligatoire n'est requise.

5.2. Consultations facultatives

Aucune consultation facultative n'a été menée.

6. Mise en œuvre de la disposition

6.1. Liste prévisionnelle des textes d'application nécessaires

Aucun texte d'application n'est nécessaire.

6.2. Le cas échéant, moyens autres que budgétaires et juridiques nécessaires à la mise en place du dispositif proposé (formalités administratives, évolution de l'organisation administrative, etc.)

La minoration sera opérée par la direction générale des finances publiques sur le dernier versement de TVA effectué en 2026 au titre de 2026. L'ACOSS en tiendra compte dans la notification à la Caisse nationale de l'assurance maladie des produits de TVA rattachés à l'exercice 2026, en vue de l'arrêté des comptes de cet exercice.

6.3. Modalités de suivi de la disposition (durée d'application, évaluation)

La mise en œuvre de la présente disposition sera retracée dans les documents budgétaires, notamment le « Bilan des relations financières entre l'État et la protection sociale » annexé au projet de loi de finances de l'année et l'annexe au projet de loi de financement de la sécurité sociale relative à l'équilibre des finances sociales.